





**MACRON ET TRUMP**  
*Jupiter et Mars*

*MACRON ET TRUMP*

Désiré Kraffa

**MACRON ET TRUMP**

*Jupiter et Mars*

*« Ma poignée de main avec lui, ce n'est pas  
l'alpha et l'oméga d'une politique, mais un mo-  
ment de vérité ».*

**Emmanuel Macron**

# Avant-propos

En fait rien n'est impossible à condition d'avoir l'entière conviction de pouvoir réalisé l'impossible. Sinon qui aurait cru possible la victoire de Macron et de Trump ? La chance de Macron c'est d'avoir été ministre dans le gouvernement de François Hollande, cela lui a ouvert la porte du champ politique et la crédibilité qui va avec. Sans cela il serait dans l'anonymat le plus complet. Les hommes de son envergure, il y a des centaines, voire des milliers en France. Pour Trump, c'est sans nul doute son appartenance à la famille politique républicaine qui était le fil conducteur, car des milliardaires en Amérique il y a des centaines voire des milliers en Amérique, mais pour être politiciens, c'est une autre histoire. Tous deux vont bénéficier des évènements imprévisibles du champ politique pour accomplir leur projet révolutionnaire. Après la victoire de Trump les vents contraires sont en train de soufflé, il ne serait pas le digne représentant des républicains. En France c'est le contraire qui s'est

produit. Macron n'a pas voulu qu'on l'affilie à la gauche qui l'a vu naître. Sa stratégie était de dire qu'il n'est pas de gauche, ni même de droite.

Donald Trump alias Mars, c'est le parler cru qui déstabilise son adversaire. Macron, alias Jupiter c'est l'intelligent au service de la politique. En marche ! Représente le plus fort courant politique de France avec 100 millions d'euros à son actif. Un financement légal, sans aucune fraude après sa victoire aux élections législatives. C'est à partir de l'année 2018 (juin) que son parti touchera ses premières subventions, soit 20,5 millions d'euros par an. Macron, c'est Trump en plus jeune mais en plus intelligent, avec cette aisance propre à ceux qui ont la légèreté de la vie. Ce n'est pas pour rien qu'on dit qu'"il marche sur les eaux". Le besoin d'invité Trump était nécessaire. Il avait une mauvaise opinion de la France qui est la plus vieille alliée des États-Unis, même si Trump veut d'un revers de la main balayer toute cette histoire. La France de nos jours occupe une place importante dans l'échiquier mondial. Les liens de Donald Trump avec la France semblent extrêmement réduits. Son entreprise, *la Trump Organization*, n'a aucune activité en France, pas le moindre hôtel. La seule trace du milliardaire dans l'Hexagone remonte aux années 80 : un

luxueux bateau, amarré au port d'Antibes, de 1988 à 1991, au nom de Donald Trump. Un yacht de 85 mètres de long, humblement nommé le Trump Princess. Cette absence de connaissance n'a pas empêché Donald Trump de s'exprimer sur la situation de la France durant la campagne, notamment à l'occasion des attentats du 13 novembre à Paris et du 14 juillet à Nice. "Regardez Paris, avec les lois sur le port d'armes les plus restrictives du monde, personne n'avait d'armes sauf les méchants. Si nos gens étaient armés, s'ils avaient le droit de porter des armes, la situation aurait été très, très différente", avait-il "conseillé" en 2015. Après Nice, il avait estimé que la France était "infectée par le terrorisme", "parce qu'elle a laissé des personnes entrer sur son territoire". Pour protéger les États-Unis de cette "infection", il avait alors proposé de faire subir aux Français un "contrôle extrême" à la frontière.



# Introduction

Emmanuel Macron et Donald Trump ont tous les deux bouleversés le paysage politique de leur pays respectif. La victoire de Macron fut la plus spectaculaire, car il a réussi son challenge en moins d'un an. Donald Trump a la richesse pour lui dans une Amérique où le capitalisme est roi. Dans ce pays celui qui paye cash a le dernier mot, et ce n'est pas la faute à Hugo. Mais ce qui fait de Trump un homme particulier c'est qu'il parle comme un américain lambda, un parler qui fait mouche auprès d'une partie de l'électorat américain, les sans voix qui sont en dehors du système, et qui veulent qu'on leur dit qu'ils vont aussi être riche. Pour Donald Trump, son pays est gangrené par des affairistes incapables de diriger son pays. Son slogan *Make America Great Again* a été judicieusement choisi pour créer l'électrochoc : « Rendre l'Amérique à nouveau grande ». C'est un slogan de campagne utilisé par des politiciens américains, le premier étant Ronald Reagan, lors de l'élection présidentielle de 1980. En France, Macron a choisi

comme slogan En marche ! C'est le fruit d'une réflexion collective qui remet les citoyens au cœur de la vie politique. Une première en France, une révolution. Ce n'était pas une utopie. « Travailler aujourd'hui au monde de demain », voilà le pari d'Emmanuel Macron. Pour l'histoire : le 6 avril 2016, il lance le mouvement "En Marche !" dans sa ville natale, à Amiens avec la volonté de "refonder par le bas" et une certitude : "Ce mouvement ne sera que ce que nous en ferons". Il ne dépend, depuis le premier jour, que de l'engagement de chacun(e).

Trump est un magnat de l'immobilier. Un milliardaire qui veut rendre riche tous les américains qui se sentent oublié par le système. Macron est comparé à Jupiter et Trump à Mars. Sur le plan planétaire, Jupiter est une planète gazeuse et la plus grande planète de notre système solaire. La planète Mars est tellurique comme la terre, moins son atmosphère. Ces diminutifs symboliques leurs ont été attribués par les médias, ils caractérisent leur trait de caractère ou leur projet futuristes. Donald Trump s'est donné pour objectif d'envoyer des humains sur la planète mars avant la fin de son mandat. Mais envoyé l'homme sur mars demandera beaucoup de temps, du moins en respectant le cahier des charges de la NASA.

L'homme foulera un jour cette planète. Ce qui est sur, il ne le fera pas avant la fin de son mandat. Les scientifiques ont une projection d'une quinzaine d'années, d'entreprendre un voyage habité vers Mars. Comme le dit le Washington Post, il n'est pas impossible que Donald Trump n'ait fait que plaisanter. Car il ne s'agit pas ici d'un petit programme obscur qui occupe deux techniciens et trois ingénieurs mais d'une aventure spatiale devant amener l'homme sur Mars. Une aventure spatiale qui ingère accessoirement des milliards de dollars. Le seul développement du Space Launch System (SLS), qui sera le lanceur spatial lourd de la Nasa, a un coût qui est évalué à 35 milliards de dollars. Et à mesure que l'échéance se rapprochera, toujours plus de ressources, de temps et d'argent devront être injectés dans le projet afin que tout se passe bien.

Le Congrès des États-Unis a adopté à l'unanimité un texte de loi qui fixe la décennie 2030 comme échéance pour atteindre la planète rouge. Adoptée en mars, la loi demande à la Nasa d'établir une feuille de route pour faire en sorte qu'une mission puisse avoir lieu en 2033. Il reste toutefois à décider si ces missions humaines se contenteront de passer à proximité de Mars ou si elles iront à sa surface. Emmanuel Macron, alias Jupiter n'a pas fait de projet astronomique comme son con-

frère, mais son attitude reflète celle d'un monarque, dont le qualificatif jupitérien. Emmanuel Macron souhaite incarner un président "jupitérien". Il l'avait assuré dès le mois d'octobre 2016. La France a besoin d'un chef de l'État "jupitérien", déclarait-il dans un entretien à Challenges alors qu'il n'était encore que le candidat d'En Marche! Un président "jupitérien" serait donc un chef de l'État qui tient de Jupiter -le dieu romain qui gouverne la terre, le ciel et tous les autres dieux- et "en a le caractère impérieux, dominateur", précise le Larousse. "Jupiter, dans la mythologie, ce n'est pas un simple dieu, c'est le roi des dieux et protecteur de la cité, au sens de l'ensemble des citoyens.

Emmanuel Macron a marqué le début de son quinquennat par une série de symboles, comme au soir de son élection devant la Pyramide du Louvre. "Il essaie, par cette succession d'images, d'impulser un retour à chef d'état fort. Mais comme l'analyse Julien Longhi, professeur de linguistique à l'université de Cergy-Pontoise pour BFMTV.com, il ne faut pas voir dans l'emploi de "jupitérien" un adjectif prétentieux. "Emmanuel Macron, ancien ministre de l'Économie de François Hollande, cherchait un terme pour exprimer le contraire du 'président normal'. 'Extraordi-

naire' ou 'exceptionnel' auraient été malvenus. La référence mythologique est habile et porteuse d'une symbolique qui a l'avantage de revenir à la verticalité du pouvoir. Jupiter est le dieu des dieux, celui qui commande, Emmanuel Macron prend de la noblesse tout en se dégageant de la politique politicienne." Dans cette même interview à Challenges, Emmanuel Macron citait également comme modèles le général de Gaulle et François Mitterrand, qui avaient tous deux "une capacité à éclairer, une capacité à savoir, une capacité à énoncer un sens et une direction ancrés dans l'histoire du peuple français", selon lui. "Emmanuel Macron aurait pu tout aussi bien assurer qu'il serait un président gaulliste ou mitterrandien, mais ces figures ont des connotations partisans, alors que celle de Jupiter est consensuelle", ajoute Julien Longhi. En somme, un président comme l'étaient ceux de la Ve République avant 2007. C'est d'ailleurs ce qu'assurait son entourage au Monde début avril: Emmanuel Macron souhaiterait "revenir à la lettre et à l'esprit de la Ve" République. Ce que confirme pour BFMTV.com Alexandre Eyries, enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Bourgogne-Franche-Comté.

"Emmanuel Macron affiche un retour aux sources de la Ve avec un pouvoir exécutif absolu. Il a tiré les leçons de ses deux prédécesseurs. François Hollande a essuyé de nombreux couacs de communication, qui lui ont certainement coûté son quinquennat. Emmanuel Macron ne veut pas entamer sa crédibilité dans des querelles intestines de ses ministres pour rester au-dessus de la mêlée. Nicolas Sarkozy, 'l'hyperprésident', a pris en charge toutes les fonctions ministérielles et a donné une impression d'éparpillement. Emmanuel Macron veut faire l'inverse: occuper pleinement sa place et rester à son niveau sans empiéter sur celle de ses ministres afin de ne pas les affaiblir, et lui-même par ricochet." Un premier indice corrobore déjà cette hypothèse: au jour de son investiture, il a remonté les Champs-Élysées en véhicule militaire. "Emmanuel Macron veut donner de la hauteur à la fonction présidentielle et redonner de sa puissance symbolique", indique Alexandre Eyries, également auteur de "Lectures critiques en communication". Emmanuel Macron veut fixer le cadre, donner la marche à suivre, avec panache et autorité, sans que cela ne soit discuté." Tout l'enjeu pour le nouveau locataire de l'Élysée sera de trouver la bonne distance. "L'autorité impose une certaine hauteur, estime Alexandre Eyries. Mais il ne faudra pas qu'il

apparaisse comme un monarque républicain, ni qu'il se coupe du peuple." Le calcul devra donc être fait avec doigté. Trump et Macron sont ressemblant même s'ils n'ont pas le même parcours, mais leur choix de formation est similaire dans le sens que la finance et l'immobilier ont des points de connections. Donald Trump est le plus fortuné des deux pour la simple raison qu'il a pris la suite des biens de sa famille déjà immensément riche en millions. Fils à Papa, il est devenu lui-même riche. Macron n'a pas hérité d'une immense fortune, mais ses parents lui ont donné une bonne éducation. Macron et Trump ont tous les deux une approche révolutionnaire de l'action politique. Ils sont venus pour briser ce qui ne va plus entre les citoyens et le politique. Des révolutionnaires contre l'establishment. La planète Jupiter est diamétralement différente de la planète Mars mais ils ont des atomes crochus.

La victoire de Donald Trump face à Hilary Clinton a pris de court les sondeurs mais surtout les médias américains. Trump n'est pas issu du monde classique de la politique. Son franc-parler a fait vibrer les foules. Il aime provocation et aime amuser son public. Il fait le spectacle ce qu'adorent les américains qui vivent encore plus que les Français dans une

société du spectacle permanent. Dans les primaires déjà, il détonnait, remettait de la passion dans des primaires qui, d'habitude, ennuient. Et les médias, à leur manière, contribuent à la construction d'un personnage qu'ils n'apprécient pas vraiment mais qui tranche.

L'électeur américain aime voter pour un gagnant et Trump incarnait précisément cette dynamique. Riche et puissant, il semble avoir tout réussi dans la vie. Mais Trump fait peur. Il apparaît raciste selon les rumeurs. Il est populiste, et semble faire des promesses totalement irréalistes et menace l'équilibre non seulement de l'Amérique mais aussi du monde entier. On le traite de cynisme, car il a la défiance vis-à-vis du gouvernement de son pays qui le dégoûte depuis le scandale du Watergate des années 70 jusqu'à nos jours. En cette même année (1973) un sondage Gallup révélait que 42% des électeurs faisaient "plutôt ou tout à fait" confiance au Congrès. Aujourd'hui, ce chiffre est descendu à 8%, le plus faible jamais enregistré. Les ratés de l'immigration, l'échec du gouvernement fédéral et du Congrès à gérer le problème de l'immigration depuis des dizaines d'années, explique le désamour des électeurs américains pour leurs politiques. Chacun a sa part de responsabilité : Le président Barack Obama n'a pas voulu, lors de son



premier mandat, payer le prix politique nécessaire à un accord global. De plus, il se réjouissait de voir ses adversaires pris au piège de leur hostilité envers l'électorat latino. Les républicains, quant à eux, ne peuvent s'empêcher de faire du pied aux xénophobes du Tea Party. Les partisans d'un compromis, comme le sénateur républicain de Floride Marco Rubio, ont abandonné leurs efforts et sont rentrés dans le rang d'un parti qui attise les peurs de ses électeurs. Mais en se comportant ainsi, les républicains ont ouvert la porte à un professionnel en la matière: le deuxième passe-temps de Donald Trump est la dénonciation. Ce qu'il considère comme les ravages des influences étrangères, depuis la Chine jusqu'au Mexique, en passant par l'Iran et la Russie. Qu'importe si une bonne part de ses affaires florissantes se fait hors des frontières américaines. Pour Donald Trump, le monde est contre l'Amérique. Il est l'homme d'une époque où les médias sociaux sont contestés. Il parle fort, simplement et ne mâche pas ses mots, comme s'il venait de la rue. Donald Trump a 3,34 millions d'abonnés sur Twitter, nettement plus que n'importe lequel de ses rivaux républicains. La rituelle chasse aux contributions de campagne a pris une tout autre tournure le jour où la Cour suprême américaine a déclaré que les entreprises et les syn-

dicats pouvaient, “de manière indépendante”, dépenser autant d’argent qu’ils le voulaient pour soutenir leur candidat. Les milliardaires, comme les frères Koch chez les Républicains et Tom Stayer parmi les Démocrates, se sont engouffrés dans la brèche. Trump est simplement passé à l’étape suivante: celui que Ross Perot, candidat indépendant à la présidentielle de 1992, avait anticipé il y a 24 ans. “Si vous êtes milliardaire ou multimilliardaire, pourquoi s’embêter à acheter un candidat quand on peut briguer soi-même l’investiture?”. Les montagnes d’argent qu’il a déjà consacré à sa campagne ont atténué le scandale. C’est une force de la nature contre laquelle il est inutile de résister. Sans oublier une autre donnée: l’affinité supposée de la classe ouvrière avec Trump, dont le message est le suivant: quand il sera président, tout le monde sera riche comme lui. À une période où tant d’Américains ont fait un trait sur l’ascension sociale, Donald Trump n’a-t-il pas lui-même décrété que le rêve américain était mort? Pourquoi ne pas se tourner vers un homme d’affaires qui sait tirer profit des techniques de vente pour faire fortune? C’est comme si l’existence même de Trump était, d’une certaine façon, la preuve que ce rêve existe encore. “La notoriété est le sel de notre époque. Ce que vous savez et ce que vous avez accompli importe moins que

l'image que vous renvoyez et votre renommée" (Marianne). Celle-ci est devenue fongible: on peut la transporter d'une sphère publique à une autre. Jusqu'à il y a peu, Trump se sentait obligé d'effectuer un apprentissage sur le tard pour entrer au gouvernement. L'acteur, Ronald Reagan est devenu président, mais seulement après avoir été gouverneur de Californie. Le comédien Al Franken, diplômé de Harvard, a appris sur le tas en écrivant des livres politiques amusants et en animant une émission de radio. Ce qui lui a permis de se présenter (et d'être élu) au Sénat. Trump a, quant à lui, dilué son apprentissage. Il évolue depuis des années dans le monde newyorkais en tant que donateur. Un dilettante dont la contribution la plus importante, jusqu'à maintenant, a été la "campagne politique" qu'il a menée pour tenter de prouver qu'Obama était né au Kenya. Il n'estime pas nécessaire d'avoir un programme détaillé, voire un programme tout court. Il fera bâtir un mur infranchissable entre les États-Unis et le Mexique (il a fait marche arrière quand ses nouveaux "amis" de Laredo, au Texas, lui ont dit en public que c'était une mauvaise idée). Il va "créer des millions d'emplois", empêcher les Chinois d'imposer leurs conditions commerciales, tenir bon contre l'Iran, financer les systèmes d'assurance santé et retraite américains. Com-

ment? Personne ne le sait. Les électeurs américains ne s'identifient plus à un parti spécifique et se définissent, dans leur grande majorité, comme "indépendants". Trump est la preuve de cet effondrement, menaçant les républicains, s'ils ne jouent pas franc jeu avec lui, de se présenter comme une troisième force, ce qui assurerait la victoire aux démocrates, voire à Trump lui-même. En l'état, ses positions politiques sont un savant mélange des menus que proposent les deux grands partis existants. Il ne se présente pas contre l'État providence mais plutôt comme son protecteur. Il ne suggère pas non plus des allègements fiscaux massifs. Il ne fait pas de courbettes à l'aile chrétienne évangélique, très puissante, des Républicains. Dans le même temps, il ridiculise l'administration Obama, qu'il estime faible et corrompue, notamment dans sa façon de gérer les relations internationales et les crises à l'étranger. Il accuse l'incompétence du gouvernement dans son ensemble. Il conspuie les instances régulatrices du commerce. Sa réponse à tous les problèmes épineux, c'est qu'il est celui qui saura "redorer le blason de l'Amérique". C'est ce que dit l'inscription sur sa casquette blanche et rien n'est plus américain par les temps qui courent que ce slogan simple et presque désespéré. Aux États-Unis, avec l'absence de plafonds de dépenses pour

une campagne électorale, il est impossible d'envisager une carrière politique lorsqu'on ne dispose pas au départ, d'une solide fortune personnelle. Ici, la fortune précède la prise du pouvoir. Un « pauvre » à la tête de l'Etat -voir d'une ville- est un phénomène impossible en Amérique ou ailleurs dans le monde civilisé. La fortune de Donald Trump le préserve de négocier en permanence avec les dirigeants des grands groupes industriels. « Richesse et politique se retrouvent dans le même champ. La mondialisation financière et la mort des idéologies que nous vivons mettent fin à une brève parenthèse de deux siècles dans l'Histoire de l'humanité, parenthèse qui aura tenté de dissocier le lien profond, consubstantiel, historique entre pouvoir politique et pouvoir financier, qui se sont toujours confondus dans la nuit des temps » (Marianne).

Dès le début de sa campagne, Macron candidat d'En Marche! A poursuivit sa stratégie « ni droite ni gauche ». «Sa force résidait dans sa nature hétérodoxe, au-delà des camps retranchés idéologiques, privilégiant un état d'esprit positif», déclarait à son propos Daniel Cohn-Bendit, dans une tribune du *Monde*. Macron incarne un libéralisme de gauche, il est pro-européen, tout en voulant prendre en compte « la France périphérique ». Mais il a tardé à présenter un programme avec des pro-

positions concrètes. Télégénique et percutant dans les débats télévisés, Macron n'a cessé pourtant de monter dans les sondages. Depuis le mois de mars 2017, toutes les enquêtes le créditaient d'entre 22 et 26 % des intentions de vote au premier tour. Il est parvenu sans trop de mal à rassembler les poids lourds de la droite comme de gauche. Et si ses détracteurs lui reprochaient son flou politique jusqu'à la fin de la campagne du premier tour, et que les autres candidats faisaient de lui leur cible privilégiée, Macron demeura malgré tout le candidat favori des Français jusqu'aux derniers jours du scrutin. Comme attendu, les électeurs ont confirmé leur choix avec 35, 5% des voix aux législatives. Il disposerait de 400 et 455 des 557 sièges de l'assemblée nationale. La gauche et la droite sont les grands perdants. La gauche est la plus touchée par l'ascension du parti En marche ! Pour exemple avant les présidentielles elle occupait près de 300 sièges au sein de l'assemblée sortante, maintenant elle n'en disposerait que 20 et 30 pour la Nouvelle législature.

# DONALD TRUMP

Donald Trump affiche sa richesse, suscite de l'admiration ou la défiance. Il est le rêve américain à lui tout seul. Son programme politique est révolutionnaire, et protectionniste. Dans son propre camp il est décrié. Trump argumente que sa seule fortune lui permet d'être libre. Il a décidé de venir en politique depuis que ce 15 juin 2015 Jeb le frère de George W Bush annonça sa candidature. « A-t-on vraiment besoin d'un autre Bush à la Maison Blanche, se demanda-t-il. Trump objectiva "La politique est devenue une affaire de succession familiale" : Chez les républicains, George W. Bush succède à son père de 2001 à 2009 (George H. W. Bush, a été le vice-président de Reagan et devint président en 1988). Chez les démocrates la famille Bill Clinton est en phase de réaliser ce même habitus (Hillary Clinton son épouse est candidate). Alors Trump annonce sa candidature le 16 juin 2015, avec pour slogan : « Rendre à

l'Amérique sa grandeur ». Le 14 juillet 2015, USA Today, publie le premier sondage le plaçant en tête de la quinzaine de candidats à la primaire avec 17% des intentions de vote. Le 6 août 2015, le premier débat républicain a lieu, qui, selon le Washington Post, « a oscillé entre deux sujets : les Etats-Unis et Trump ». Le 1er Février 2016, lors du premier vote de la primaire, dans l'Iowa, il ne termine que deuxième. Mais depuis, il a remporté dix-huit scrutin sur trente. Le 16 mars 2016, il prédit des émeutes dans le pays s'il n'était pas investi par son parti en finissant en tête des primaires. Trump fait peur à son propre camp politique. Il n'a peur de personne. Sa puissance financière le rend invulnérable face à ces adversaires. Donald Trump a remis sur le devant de la scène certains sujets tabous et en les abordant avec une franchise rarement vue, il a libéré la parole d'une Amérique habituellement laissée pour compte. « Ce sont des personnes qui n'ont pas totalement accepté les droits civiques, qui sont les victimes de la mondialisation et du creusement des inégalités », estime Nicole Bacharan.

En 1977, Donald Trump épouse Ivana Zelníčková, athlète et mannequin tchécoslovaque, qu'il rencontre en 1976 dans le bar Maxwell's Plum ; ils ont ensemble trois en-



fants : Donald Trump Jr (né le 31 décembre 1977), Ivanka Trump (née le 30 octobre 1981) et Eric Trump (né le 6 janvier 1984). Ils divorcent en 1992. Il aurait à l'époque entretenu une relation avec Carla Bruni. Il soutient que celle-ci lui aurait demandé de quitter sa fiancée Marla Maples, en échange de quoi elle quitterait Mick Jagger. Il se marie finalement le 21 décembre 1993 avec Marla Maples, avec qui il a une fille : Tiffany Trump (née le 13 octobre 1993). Le couple se sépare en 1997 et divorce le 8 juin 1999. Depuis le 22 janvier 2005, il est marié à Melania Knauss, mannequin originaire de Slovénie avec laquelle il a un fils : Barron William Trump (né le 20 mars 2006). Par son fils Donald Jr et son épouse Vanessa Haydon Trump, il est grand-père de Kai Madison Trump (née en mai 2007), Donald John III Trump (né en février 2009), Tristan Milos Trump (né le 2 octobre 2011), Spencer Frederick Trump (né le 21 octobre 2012) et Chloe Sophia Trump (née le 16 juin 2014). Par sa fille Ivanka et son époux Jared Kushner, il est grand-père d'Arabella Rose Kushner (née le 17 juillet 2011) et de Joseph Frederick Kushner (né le 14 octobre 2013). Donald Trump est un protestant presbytérien. Il a une activité soutenue sur Twitter. Il utilise la plateforme de façon impulsive. Il y a donc des ratés, comme ce tweet sur Hillary Clinton, candidate démo-

crate à l'élection présidentielle, d'une grande inélégance (effacé très vite) : « Comment peut-elle satisfaire son pays si elle ne satisfait pas son mari ? ». En août 2012, il avait fait le même genre de commentaire à propos d'Arianna Huffington, la fondatrice du Huffington Post. Par ailleurs, Donald Trump a fait trois mariages. Sa femme actuelle, Melania Knauss, est une ancienne mannequin d'origine slovène, qui a créé une ligne de bijoux. Donald Trump est aussi propriétaire de l'organisation en charge de l'élection de Miss Univers, qui s'occupe de plusieurs autres concours de beauté dont un pour adolescentes. Trump est diplômé en immobilier d'une grande université américaine (Wharton). Il ne croit pas au réchauffement climatique : « On a parlé dans le passé de refroidissement climatique, maintenant on parle de réchauffement. Je pense que c'est juste la météo. » Sur Twitter, il explique que le concept a été inventé par les Chinois pour rendre les produits américains non compétitifs. Dans le domaine de la santé, il est persuadé qu'il y a un lien entre la vaccination et l'autisme. Il communique dès qu'il le peut sur les dangers des vaccins combinés, bien qu'il n'y ait aucune preuve scientifique allant dans ce sens. Il n'est pas un homme de scrupules. Il y a d'abord eu l'affaire de la « fausse université ». L'homme d'affaires a lancé en

2004 une école de management via laquelle il aurait arnaqué des milliers de personnes en leur promettant d'acheter très cher des cours pour apprendre à devenir milliardaire. Une class-action a été ouverte en Californie. Donald Trump proposait de révéler aux inscrits « ses secrets » et « ses techniques » pour faire fortune. Les étudiants auraient finalement dépensé des sommes énormes pour quelques vagues séminaires, obtenir un diplôme signé Donald Trump et une photo souvenir. L'autre affaire est celle du golf d'Aberdeen. Dans un documentaire génial, « You've Been Trumped » (2011), le réalisateur Anthony Baxter raconte l'histoire de cette côte magnifique d'Ecosse, venteuse et faite de dunes sauvages, transformée en vulgaire « golf resort » par Donald Trump. On y voit les habitants de ce coin perdu se débattre contre les plans du milliardaire. Le leader du mouvement de contestation, Michael Forbes, qui habite dans une maison qui ressemble à un campement, dégoûte particulièrement Trump. Il aime l'Ecosse, sa mère en est originaire. Mais l'Ecosse semble ne pas tellement l'aimer. Il vient d'y perdre une bataille judiciaire qui visait à empêcher l'installation d'un champ d'éoliennes en mer, au large de son green. Le golf qu'il a bâti aurait perdu près de 5 millions d'euros en deux ans.

En juin 2013, Donald Trump s'en est pris sur Twitter aux Noirs et aux Hispaniques, qui apporteraient le crime aux Etats-Unis... Pendant son discours de candidature du 16 juin, il a ajouté vouloir construire un mur de 3 000 km le long de la frontière avec le Mexique. « Le Mexique nous amène la drogue, le crime et les viols. » Son racisme anti-noir remonterait à loin. Dans les années 70, il a été établi que Trump avait fait de la discrimination raciale en tant que bailleur. Dans un livre, un de ses anciens associés raconte l'avoir entendu dire : « Des Noirs qui comptent mon argent ! Je déteste l'idée. Les seules personnes que je veux voir compter mon argent sont des hommes petits portant la kippa tous les jours. » Des clichés sur les juifs qui font du business, mais pas d'antisémitisme. Sa fille Ivanka Trump s'est convertie pour épouser l'homme d'affaires juif orthodoxe Jared Kushner. Elle est devenue pratiquante et Donald Trump en est très fier. Mais en 2011, il disait à propos des musulmans : « Il y a un problème avec les musulmans dans le monde actuellement. C'est très triste, parce que j'en connais des fabuleux. » Il assure avoir « un plan » pour battre l'Etat islamique autoproclamé très facilement et rapidement. Dans la première version de son show de télé-réalité « The Apprentice », Donald Trump faisait passer des épreuves à des

candidats très diplômés et énamourés qui souhaitaient travailler pour lui. A la fin de chaque émission, l'un d'eux était éliminé. « You're fired », lançait Trump avec sa main pointée comme un pistolet. Le dernier survivant signait un contrat dans une des entreprises de son groupe, à un très bon salaire. Depuis 2008, l'émission met en scène des célébrités. Elle devrait bientôt être adaptée en France, sur M6.

Dans l'esprit de certains téléspectateurs, à force de visionnage, il est probable que Donald Trump soit devenu une sorte de Dieu vivant. Sa drôle de façon de parler, en appuyant sur les mots, exerce un pouvoir de séduction (« Let me tell you something » – laissez-moi vous dire quelque chose ; « very, very dangerous » – très, très dangereux...). L'émission marchait bien au début. C'était bien fait. Le générique, le jet privé, les jeunes premiers ambitieux, le suspens. La culture de la réussite et du fric, très assumée, avait quelque chose de fascinant. Puis il est devenu fatigant avec ses mimiques et les épisodes se sont transformés en longues annonces publicitaires. Les missions éliminatoires sont données par de grandes entreprises qui font travailler les candidats sur la création ou le lancement de produits réels. Avec des impacts sur les ventes ahurissants. Ces entreprises ont fini par payer pour apparaître dans l'émission...

En 2011, le journal *Time* a révélé le secret de sa coupe de cheveux. Pour obtenir ce résultat, il faut faire une sorte de lit en portefeuille avec ses cheveux de devant. Sa coupe est un sujet de moquerie pour tout le monde et lui-même en parle beaucoup pour faire rire. Lors de son premier déplacement de campagne, il a d'ailleurs invité une femme sur scène à venir toucher ses cheveux pour vérifier leur authenticité.

« Je suis très riche » ; « Je suis fier de ma fortune. J'ai fait un boulot incroyable » ; « Je suis très fier de ma réussite. Je le suis vraiment. » Le *Washington Post* a relevé toutes les citations auto promotionnelles de son discours de candidature. « Le festival du narcissisme », titre le journal. Donald Trump se voit comme un businessman magnifique, une fortune insubmersible. Pendant son discours de candidature, il s'est d'ailleurs déclaré bien plus riche qu'il ne l'est selon *Forbes*. Ce problème de narcissisme explique aussi la manière qu'il a d'accueillir la critique. Donald Trump harcèle et insulte les gens qui ont dit du mal de lui. Exemple, une personnalité de la télévision, qui s'était moquée de lui après qu'il a réintégré une *Miss Etats-Unis* sous l'emprise de la cocaïne. « Quelle est l'autorité morale de Donald

Trump ? », s'était-elle demandé. Dix ans après, les insultes fusent encore.

Donald Trump n'arrêtera jamais avec cette histoire. La vieille rumeur complotiste a connu son apogée à l'occasion de la présidentielle 2008. Elle veut qu'Obama soit né au Kenya. Ce qui rendrait invalide son élection à la présidence du pays. En 2008, lassé par cette rumeur, Obama a fini par publier une attestation de naissance. Mais les conspirationnistes les plus tenaces ont continué de ne pas y croire. Ils ont demandé à voir l'acte original. En mars 2011, l'homme d'affaire décide de se lancer dans une campagne médiatique pour obliger le Président à révéler la vérité... Deux mois plus tard, l'administration Obama finit par publier l'acte de naissance original. Le président des Etats-Unis est né en 1961 à Hawaï. Donald Trump est très fier d'être celui par qui cela est arrivé. Il ne fait pas son mea culpa pour autant. Et il continue de distiller le doute. En février, quatre ans plus tard, il s'est encore demandé encore si Barack Obama était bien né aux Etats-Unis devant un auditorium embarrassé pour lui... Depuis octobre 2012, Donald Trump veut aussi que Barack Obama livre ses notes d'université et son passeport. En mai, un concours de dessins sur le prophète a été organisé à Dallas (Texas) par l'activiste Pamela Geller, pour « défendre la liberté d'expression

». Une fusillade a éclaté, ne faisant aucun blessé. La réaction de Donald Trump a surpris les Américains. L'homme d'affaires n'en a pas profité pour critiquer l'islam. Et il s'est clairement opposé au blasphème : « Pourquoi font-ils ça ? Pourquoi provoquer ? N'y a-t-il rien d'autre qu'ils pourraient dessiner ? Insulter tout le monde ? ». Ivanka Trump, sa fille, a l'air d'appartenir à la dynastie Kennedy. Elle est grande, blonde, belle, avec une voix grave. Elle a fait de bonnes études (Wharton aussi) et elle semble avoir réussi à faire sa place dans l'organisation de son père. Elle est aujourd'hui vice-présidente de la Trump Organization en charge du développement et des acquisitions. Quand elle est invitée à la télévision, elle répond, avec patience, à la seule question qu'elle semble inspirer : « Comment fait-elle pour mener de front sa vie professionnelle et sa vie de maman ? » Ivanka Trump est mariée à Jared Kushner, jeune homme au physique très lisse, lui aussi héritier d'un empire immobilier. Ils ont deux enfants ensemble. Elle met en scène leur intimité sur son compte Instagram très fourni ou dans Vogue. Ce qu'elle y montre est aimable et bien élevé. Donald Trump a une autre fille, Tiffany, élevée sur la côté ouest, plus jeune et moins charismatique. En termes d'image, Ivanka Trump peut aider la campagne de son père (elle a commencé à le faire).



Mais contrairement à Chelsea Clinton, elle ne participera probablement pas à l'élaboration d'un programme mais Donald Trump n'ira probablement pas jusque-là dans la course non plus.

Donald Trump a toujours laissé planer le doute sur l'étendue de sa richesse amassée en près de cinquante ans de carrière dans l'immobilier et les affaires. Sa fortune est de l'ordre de 10 milliards de dollars, si l'on en croit le document de 92 pages qu'il a adressé, le 15 juillet dernier à la Commission fédérale des élections. Un exercice obligé pour tous les candidats à l'investiture suprême. Sa richesse est deux fois supérieure aux 4,5 milliards de dollars qui avaient été estimés par le magazine « Forbes » et vivement contestés par le milliardaire. Ce volumineux rapport recense la richesse du candidat, composée pour l'essentiel de la myriade d'intérêts qu'il possède dans l'immobilier, résidentiel et commercial, et les hôtels. Le candidat n'est pas tenu de livrer des montants exacts et peut en effet donner une fourchette d'estimations. Il a aussi de nombreuses autres activités (casinos, vin, golf, loisirs...). Sa participation dans la société qui organise le concours de beauté de Miss Univers est par exemple évalué entre 5 et 25 millions de dollars.

Donald Trum donne aussi des indications sur ses fonds, ses placements et ses gérants préférés. Il privilégie les actifs américains, avec une diversification internationale limitée. Il aime les gérants de petite et moyenne taille, et plutôt orientés sur les valeurs de croissance (technologie...), celles qui ont des croissances bénéficiaires supérieures au reste de Wall Street. A la différence des autres candidats, il croit en la gestion de conviction, c'est-à-dire en la capacité de certains gestionnaires à se distinguer du « troupeau ». En clair, des professionnels à son image... Il apprécie beaucoup la petite société de gestion familiale Baron Capital, créée en 1982. Il est en effet investi dans pas moins de 11 des fonds de ces gestionnaires et dans à peu près toutes les classes d'actifs et spécialités (petites et moyennes valeurs américaines, immobilier, émergents, valeurs de croissance, sociétés à la pointe de l'innovation, secteur de l'énergie et ressources naturelles...). Il a investi entre 25 et 50 millions de dollars dans le géant de la gestion mondiale, le groupe Black Rock. Son choix s'est porté sur l'Obsidian Fund, un fonds obligataire plus risqué que les autres produits de la gamme. Sur les actions, il a choisi des gérants comme Invesco pour les actions européennes ou Gamco pour l'or.

Pourtant critique à l'égard des « hedge funds », des « profiteurs » selon lui, Donald Trump n'en a pas moins placé son argent dans 3 des fonds d'un des plus célèbres d'entre eux, celui de John Paulson, le gérant qui avait anticipé la crise des « subprimes » américains en 2007. Il est investi dans le fonds crédit du gérant américain et dans son Paulson Advantage Plus, qui spéculé sur les sociétés qui vont faire l'objet de restructurations, rachats... Seulement, ce fonds s'est effondré de 36 % en 2014. Dans le monde alternatif, le candidat a aussi investi dans deux petits « hedge funds », AG eleven et MidOcean partners, dans des stratégies obligataires. A côté de ses fonds de placement, Donald Trump détient aussi, contrairement à Hillary Clinton, beaucoup d'actions individuelles, plus de 300, et essentiellement américaines (Apple, Bristol Myers, Caterpillar, JP Morgan, Microsoft, PepsiCo, Visa...), et pour des montants compris entre quelques dizaines de milliers de dollars et 5 millions dollars. Il les détient au travers de comptes chez trois courtiers, Oppenheimer, Deutsche Asset & Wealth Management et JP Morgan. Le milliardaire a aussi recours à des produits financiers populaires car bon marché, les « trackers », des fonds cotés en Bourse et qui suivent l'évolution d'un indice. Il a notamment

investi dans ceux qui suivent l'évolution des actions japonaises.

Affaires étrangères et défense nationale  
En juillet 2000, il défend l'idée que les Etats-Unis n'investissent pas assez dans l'armement et que la force militaire américaine à l'international est devenue trop faible. Il propose également de désinvestir l'armement en missiles et de se focaliser sur la menace terroriste et les attaques biochimiques. Il écrit dans son livre *The America We Deserve* (2000) : « Nous ne savons toujours pas ce que l'Irak fait ou s'il a les matériaux nécessaires pour construire des armes nucléaires. Je ne suis pas belliqueux. Mais si nous décidons que nous avons besoin de frapper l'Irak à nouveau, il serait fou de ne pas mener la mission jusqu'à son terme. » En 2002, il se déclare « plutôt » en faveur d'une invasion de l'Irak et déclare qu'il aurait « aimé que la première invasion se passe mieux ». En janvier 2003, quelques semaines avant la guerre d'Irak, Donald Trump se montre indécis sur le sujet en estimant que le président George W. Bush « doit faire quelque chose ou ne rien faire, parce que peut-être qu'il est trop tôt et qu'il faut peut-être attendre les Nations unies ». Peu après l'invasion, il explique que celle-ci pourrait poser problème

parce que « la guerre est un bordel », mais aussi que « le marché va grimper comme une roquette » avec ce conflit. En 2004, il estime que l'invasion n'a pas été une « bonne décision » et affirme qu'il n'aurait pas géré le conflit de la sorte ; il prédit que « deux minutes » après le départ des États-Unis du sol irakien, la situation sera pire qu'avant le début de la guerre. Il soutient alors l'idée de destituer George W. Bush pour cette raison. Il met en avant cette dernière position contre la guerre d'Irak lors de la primaire républicaine de 2016, tandis que certains médias soulignent un changement d'opinion sur le sujet.

Lors de sa campagne électorale de 2015, certains observateurs soulignent le protectionnisme et l'isolationnisme de son programme. Donald Trump critique régulièrement la politique étrangère de Barack Obama, notamment en ce qui concerne les relations avec la Russie, qu'il se dit prêt à approfondir alors qu'elles sont particulièrement tendues. Tandis qu'il est qualifié d'homme « brillant, plein de talent » par Vladimir Poutine, Donald Trump salue son action et sa popularité en Russie fin 2015, et déclare qu'il pourrait « probablement très bien s'entendre avec lui. Accusant Barack Obama et Hillary Clinton d'être responsables de l'émergence de l'État islamique, il préconise de saisir manu militari les puits de pétrole irakiens et

syriens contrôlés par ce dernier, d'attaquer les djihadistes et leurs familles et de réduire l'engagement américain en Syrie au profit d'un renforcement en Irak, tout en saluant l'intervention militaire de la Russie en Syrie. Il entend réduire la présence militaire américaine en Europe, mais l'accroître dans le Pacifique afin de contrer la Chine, qu'il considère comme le véritable rival des États-Unis. Il appelle le régime chinois à « faire disparaître » Kim Jong-un, dirigeant de la Corée du Nord. Avec le libertarien Rand Paul, il est le seul candidat républicain à soutenir le processus de normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis initié par Barack Obama, mais entend négocier un meilleur accord et fermer l'ambassade américaine récemment rouverte à La Havane jusqu'à son obtention. Il se singularise également par sa volonté d'« assumer » l'accord préliminaire de Genève sur le programme nucléaire iranien, bien qu'il le juge « mauvais ». Tout en se disant « totalement pro-Israélien », il prône la neutralité dans le conflit israélo-palestinien, position la plus à même selon lui d'aboutir à un accord de paix. Initialement « pro-choix », il nuance sa position en indiquant, en avril 2011, qu'il interdirait les avortements tardifs sauf pour cause de viol, d'inceste ou pour raisons de santé. Il défend le

planning familial. Insinua l'idée de punir les docteurs qui pratiquent l'avortement.

En 2011, il reprend une théorie selon laquelle Barack Obama ne serait pas né sur le territoire des États-Unis, mais au Kenya, ce qui aurait pour conséquence de le rendre inéligible au poste de président des États-Unis. Il déclare aussi que ses notes étaient insuffisantes pour qu'il intègre la faculté de droit de Harvard. Il s'oppose à la modification du deuxième amendement de la Constitution des États-Unis et se montre généralement hostile à une réglementation plus stricte concernant la possession et la vente d'armes à feu. Après les attentats du 13 novembre 2015 en France et la fusillade de San Bernardino en Californie le 2 décembre 2015, il estime que « si les gens avaient été armés, ils auraient pu se défendre ». Tout en s'opposant au mariage homosexuel aux États-Unis, Donald Trump propose de lutter contre les discriminations envers les personnes homosexuelles en ajoutant l'orientation sexuelle au Civil Rights Act de 1964. Après la décision de la Cour suprême de légaliser le mariage homosexuel dans l'ensemble des États-Unis, il s'oppose à un amendement constitutionnel permettant aux États de réinterdire le mariage homosexuel. Il critique par ailleurs la virulente position anti-gay du journaliste

conservateur Pat Buchanan. Gregory T. Angelo, président des Républicains du Log Cabin, une association LGBT proche du Parti républicain, d'écrit-il comme « l'un des meilleurs, si ce n'est le meilleur, candidat républicain pro-gay ayant jamais brigué la présidence des États-Unis ».

Donald Trump propose de supprimer l'impôt des sociétés. Il préconise une réduction de la fiscalité sur les travailleurs et les entreprises américaines, et un allègement de la réglementation des entreprises (y compris au niveau des droits sociaux et au niveau environnemental). Il propose un plan « 1-5-1015 » concernant l'impôt sur le revenu, dans une optique de simplification du code des impôts : quatre tranches de revenus (inférieure à 30 000 \$, entre 30 000 \$ et 100 000 \$, entre 100 000 \$ et 1 000 000 \$, supérieure à 1 000 000 \$) seraient taxées respectivement à hauteur de 1 %, 5 %, 10 % et 15 %. L'impôt des successions serait supprimé, les revenus des capitaux seraient moins taxés, tandis qu'une taxe de 20 % frapperait les importations et qu'une taxe de 15 % toucherait la sous-traitance à l'étranger. Il recommande plus de fermeté dans les tractations commerciales avec des États tels que le Japon ou la Chine et vante ses capacités de négociateur. Il déclare lors de l'annonce de sa



candidature : « [L'Amérique] a l'habitude de connaître des victoires, mais ce n'est plus le cas. Quand avons-nous pour la dernière fois vaincue un État tel que, disons, la Chine dans une négociation commerciale ? Ils nous tuent. Je bats la Chine tout le temps. Il promet de limiter les délocalisations et d'augmenter les taxes sur les produits importés, et s'oppose aux grands accords de libre-échange tels que l'accord de partenariat transpacifique et le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, estimant qu'ils ne créent pas d'emplois. Il estime que les salaires sont trop élevés, et s'oppose à un relèvement du salaire minimum légal. Donald Trump n'est opposé ni au Medicare ni au Medicaid : il explique que sous sa présidence, les États-Unis seront « si riches » qu'il sera inutile de les remettre en cause. Il s'engage en revanche à abroger la réforme du système de santé instaurée par Barack Obama, dite Obamacare. Comme plusieurs personnalités du Parti républicain, il remet en cause l'idée du changement climatique, déclarant qu'il s'agit d'« un canular total ». Il affirme que le concept a été créé par et pour les Chinois afin de rendre l'industrie manufacturière américaine non compétitive. Il soutient le recours accru à la fracturation hydraulique et s'oppose à l'énergie éolienne, selon lui source de production d'énergie risible et

peu fiable. Trump supporte l'idée d'une réforme du système de financement des campagnes électorales. Il accuse ses adversaires républicains. Jeb Bush en particulier – d'être assujettis aux bailleurs de fonds de leur campagne. Il qualifie de « honte » la législation applicable en la matière, marquée par plusieurs décisions de la Cour suprême, dont l'arrêt *Buckley v. Valeo*, qui supprima, entre autres, le plafond imposé par la loi à la contribution des candidats à leur propre campagne, et l'arrêt *Citizens United v. Federal Election Commission*, qui autorise la participation financière des entreprises aux campagnes politiques.

En 2015, Donald Trump se prononce pour la construction d'un mur le long de la frontière mexicaine. Il déclare que le paiement du prix de la construction sera réclamé au Mexique, qui a un important déficit commercial avec les États-Unis. Le pape François juge, en février 2016, « qu'une personne qui veut construire des murs et non des ponts n'est pas chrétienne ». Donald Trump, qui avait déjà estimé que « le pape est quelqu'un de très politique » et qu'« il ne comprend pas les problèmes de notre pays », répond vivement à son tour, en s'indignant du fait « qu'un responsable religieux mette en doute la foi d'une personne ». Il entend également expulser les milliers de

réfugiés syriens entrés sur le sol américain. Le 7 décembre 2015, Donald Trump déclare dans un communiqué que s'il était élu, il stopperait provisoirement l'immigration des musulmans aux États-Unis, citant une étude de Pew Research Center selon laquelle « une grande partie de la communauté musulmane éprouverait de la haine envers les Américains ». Interrogé sur cette déclaration, il expliqua que l'interdiction d'entrée concernerait les immigrants, mais aussi les visiteurs et les touristes musulmans. En réaction, une pétition qui vise à interdire l'entrée de Donald Trump au Royaume-Uni est lancée sur le site internet du Parlement britannique. Celle-ci obtient les 100 000 signatures qui la rendent éligible pour être soumise au débat au Palais de Westminster. *The Trump Organization* indique alors qu'elle est prête à renoncer à un milliard de dollars d'investissements dans ses deux golfs écossais et à tout nouvel investissement au Royaume-Uni si on lui interdit d'entrer dans le pays. La même journée, Donald Trump laisse entendre qu'il prendrait des mesures pour fermer internet pour contrer l'islamisme radical : « Nous devons rencontrer Bill Gates et bien d'autres personnes pour comprendre ce qui se passe. Peut-être que dans certaines régions, la fermeture de l'internet doit être envisagée. [...] Et si quelqu'un évoque la liberté d'expression, bien,

il est stupide. ». En 1990, Donald Trump défend publiquement l'idée qu'il faut légaliser les drogues aux Etats-Unis pour gagner la guerre contre les trafiquants, et utiliser les taxes dégagées sur la vente légale de ces produits pour éduquer la population sur les risques liés à la consommation de ces substances. Il a toutefois tempéré cette opinion en 2015, affirmant que le choix doit relever de la politique propre des États, et se limitant à supporter la légalisation de la consommation de cannabis pour raisons médicales.

En novembre 2015, il se déclare favorable à l'utilisation de la torture, notamment du « waterboarding » (bannie par le gouvernement Bush en 2006) contre les djihadistes présumés : « Croyez-moi, ça marche, et vous savez quoi ? Si ça ne marche pas, ils le méritent quand même ». En mars 2016, il indique finalement qu'il « ne demandera pas à l'armée ou à d'autres responsables de violer la loi », tout en ajoutant qu'il souhaite que certaines lois en la matière « soient élargies ». Dans son programme il a tout énoncés, avec une virulence inhabituelle pour une campagne d'envergure nationale. Le débat de deux heures, auquel participaient dix des dix-sept candidats républicains (les autres s'étant exprimés plus tôt dans la journée), n'en était pas vraiment un.

Mis en scène par Fox News – la chaîne de Rupert Murdoch –, il évoquait plutôt un jeu télévisé. Tour à tour, chacun des candidats a dû répondre, en une minute et demie maximum, aux questions en rafale des trois journalistes de la chaîne, dont l'objectif principal était de susciter le maximum de désaccords entre les participants. À première vue, la prestation de Donald Trump s'est avérée catastrophique. Il a refusé de s'excuser pour les innombrables déclarations sexistes dont il a gratifié la gent féminine au fil des années, alors même que la présentatrice vedette de la chaîne lui demandait des comptes. Trump a enfoncé le clou sur les immigrants mexicains, qu'il n'hésite pas à qualifier de dealers et de criminels. Il n'a donné que des réponses insipides et agressives aux questions sérieuses qui lui étaient posées, avant de déclarer, sans convaincre grand monde, qu'il n'avait autrefois été démocrate que pour la bonne réussite de ses projets immobiliers à New York. Toujours plus surprenant, il a refusé d'apporter son soutien au candidat républicain s'il s'agissait de quelqu'un d'autre que lui ! Un pavé dans la mare qui lui a valu de se faire huer par le public.

En résumé, Trump s'est montré arrogant, à fleur de peau et particulièrement virulent. Cette intervention, qui suffirait à couler

d'autres candidats, ne lui sera peut-être pas fatale. Tout d'abord, ce qu'il dit et la manière dont il le dit séduit les électeurs sur lesquels il s'appuie (des jeunes hommes blancs qui n'ont pas fait d'études supérieures). Ensuite, ses propos sans concession sont autant d'appels du pied aux conservateurs (et à bien d'autres branches de la population américaine) qui ne supportent pas la politique. Des adversaires qui n'ont pas osé se mesurer à lui Certains semblent se faire à l'idée – en tout cas, pour l'instant – qu'un homme d'affaires doté d'une réputation de négociateur hors pair soit capable de diriger les Etats-Unis. Sa candidature a déjà des conséquences certaines. La plupart de ses concurrents n'ont pas osé se mesurer à lui (l'un d'entre eux avait préparé une petite phrase qui n'a pas fait mouche) car ils savent qu'il a mis le doigt sur des sujets sensibles, et qu'il leur faut trouver le moyen de les aborder de manière convaincante. Le gouverneur John Kasich, républicain modéré et fin stratège venu de l'Ohio, l'a d'ailleurs dit tout haut en présence de l'intéressé. Il a enjoint ses concurrents de prendre le candidat Trump et son message au sérieux, sous peine d'en payer le prix, et de trouver un moyen de capter l'attention des électeurs comme il parvient à le faire. "Les [électeurs républicain] veulent la construction de cette muraille", a déclaré John Kasich.

D'autres, comme Ted Cruz, sénateur du Texas, et Mike Huckabee, ex-gouverneur de l'Arkansas, se sont empressés de clamer leur haine du gouvernement fédéral, tout en s'estimant mieux placés pour le détruire étant donné leur expérience en son sein. Jeb Bush, fils et frère de deux présidents, et ex-gouverneur de Floride, a quant à lui appelé à faire preuve d'un peu plus de respect.

Donald Trump se vante souvent de financer avec son propre argent sa campagne, ce qui est selon lui une façon de se « libérer » des lobbys et des groupes d'intérêts : Mais ce que Donald Trump a érigé en argument de campagne n'est pas tout à fait vrai. Donald Trump a toutefois reçu des dons de la part de ses soutiens. Au total, il n'a récolté que 50 millions de dollars. A l'inverse, Hillary Clinton est la candidate qui a bénéficié du plus de dons, de loin, avec plus de 280 millions de dollars. Mais surtout, quand on regarde le total des 19 millions de dollars reçus par le comité de campagne de Trump, plus de 12 millions ont en fait été empruntés par le magnat de l'immobilier. Il pourra rembourser ce prêt avec les fonds du comité, et pas forcément avec sa fortune personnelle. Celle-ci est estimée à 4,5 milliards de dollars par le magazine Forbes. Donald Trump a également accepté plus de 6 millions de dollars issus de contributions indi-

viduelles. En réalité, tout ce que Trump a injecté de sa fortune personnelle dans la campagne s'élève à près de 220 000 dollars.

Trump est de la famille politique républicaine des USA. Une formation puissante qui a vu ses illustres hommes politiques façonner l'Amérique que nous lui connaissons la grandeur actuelle : Depuis 1856, les candidats du Parti républicain ont remporté 23 des 39 élections présidentielles dont 7 des 11 dernières élections depuis 1968. Le parti compte dans ses rangs 18 des 28 derniers présidents américains. Le Parti républicain a dominé le Congrès des Etats-Unis de 1995 à 2007. À la suite des élections de novembre 2010, il domine également la Chambre des représentants depuis janvier 2011. En 2005, si autant d'Américains se déclaraient républicains que démocrates (39 % chacun), ils étaient, selon le recensement de 2004, 55 millions à être enregistrés sur les listes électorales comme républicains contre 72 millions en tant que démocrates et 42 millions en tant qu'indépendants. En janvier 2011, les 23 plus grandes villes du pays dirigées par un maire républicain ou issu de ses rangs sont New York, Dallas, San Diego, Jacksonville, Indianapolis, Oklahoma city, Tucson, Albuquerque, Fresno, Mesa, Virgini a Beach, Miami, Tulsa, Colorado Springs, Ar-



lington, Anaheim, Greensboro, St. Petersburg, Reno, Vancouver, Topeka, Manchester et Bismarck auxquelles s'ajoutent notamment les villes de Cedar Rapids, Stratford, Norwich et Knoxville. États dirigés par des gouverneurs républicains

En 2011, sur 50 états, le pays compte 28 gouverneurs républicains<sup>4</sup> : Alabama, Alaska, Arizona, Caroline du Sud, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Floride, Géorgie, Idaho, Indiana, Iowa, Kansas, Louisiane, Maine, Michigan, Mississippi, Nebraska, Nevada, New Jersey, Nouveau Mexique, Ohio, Pennsylvanie, Tennessee, Texas, Utah, Virginie<sup>6</sup>, Wisconsin et Wyoming. Un ex-républicain, Lincoln Chafee, dirige également le Rhode Island. Législatures dominées par les républicains

Depuis janvier 2009, le Parti républicain domine la législature (les 2 chambres locales) de 13 états fédérés et en partage 13 autres avec le parti démocrate. Suite aux élections de novembre 2010, le parti républicain contrôle depuis janvier 2011 les législatures de 26 états (contre 18 pour les Démocrates) et en partage au moins 4 autres (contrôlant au moins l'une des deux chambres de la législature d'état) 8,9 : contrôle de l'entière législature (chambre basse et chambre haute): Alabama, Alaska, Arizona, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Dakota du Nord, Dakota du Sud, Floride, Géorgie, Idaho, Indiana, Kansas, Ma ine,

Michigan, Minnesota, Missouri, Montana, New Hampshire, Oklahoma, Ohio, Pennsylvanie, Tennessee, Texas, Utah, Wisconsin, Wyoming. À cette liste pourrait s'ajouter la législature du Nebraska, monocamérale et non partisane, dont les élus sont majoritairement, mais à titre individuel, affiliés au parti républicain. Contrôle républicain de l'une des deux chambres de la législature 2011, 2013 : Colorado, Iowa, Kentucky, Virginie.

On l'accuse de pyromanie, lui se dit "galvanisé". Ses rivaux républicains et ses adversaires démocrates ont critiqué Donald Trump d'une même voix, après l'annulation de son meeting de Chicago, qui a été émaillé de violences (un vendredi). Partisans et manifestants (militants de Bernie Sanders et du mouvement antiraciste "Black Live Matters" notamment) se sont affrontés violemment à l'intérieur et à l'extérieur de l'arène sportive de l'université de Chicago où le milliardaire était attendu dans la soirée. La police a procédé à au moins cinq arrestations et deux policiers ont été blessés. Les rivaux de Donald Trump dans la course à l'investiture républicaine, John Kasich, Ted Cruz et Marco Rubio ont tous les trois condamné l'attitude du milliardaire. Pour eux, la montée des tensions doit être imputée à sa rhétorique violente. Commentaire de John Kasich

après les incidents de Chicago : «Ce soir, les graines de la division semées par Donald Trump durant toute sa campagne ont enfin porté leurs fruits, et c'était terrible." Pour le gouverneur de l'Ohio, Donald Trump a créé un "environnement toxique" durant cette campagne. Même condamnation chez Ted Cruz : "Lorsqu'un candidat invite ses supporters à se livrer à de la violence physique, à frapper les gens au visage, l'escalade est la conséquence prévisible."

Le 1er février, Donald Trump avait en effet appelé ses partisans à "cogner" les manifestants, en promettant de payer de sa poche les frais d'avocats. Le 23 février, restant sur la même ligne, il déclarait avoir envie de "donner un coup dans la figure" d'un perturbateur. "Si Trump est notre candidat, le parti républicain se définira par la violence", a de son côté mis en garde Marco Rubio lors d'une réunion publique près de Tampa Bay, en Floride, ce samedi. "Les présidents ne peuvent pas dire tout ce qui leur passe par la tête", a-t-il dit. Il a aussi confié avoir "de plus en plus de mal" à envisager de soutenir Donald Trump si ce dernier est choisi pour être le candidat des républicains. Côté démocrate, Hillary Clinton, qui est en tête de la course à la primaire, a aussi reproché à Trump son comportement pyromane : "Si vous jouez avec le feu, vous allez

causer un incendie incontrôlable. Cela ne s'appelle pas gouverner. C'est jouer au pyromane politique." "On fait les choses un peu différemment dans cette campagne : on RASSEMBLE les gens", a tweeter Bernie Sanders ce samedi. Coup d'arrêt de Barack Obama : les candidats à arrêter "les railleries de cour d'école". Lors d'une réunion de levée de fonds au Texas, il a déclaré, sans mentionner Donald Trump mais dans une référence limpide : "Ce sur quoi les gens en course pour la présidence devraient se concentrer, c'est comment peut-on faire pour que cela aille encore mieux. Pas d'insultes ni de railleries de cour d'école, pas de divisions fondées sur la race et la foi, et certainement pas de violences contre d'autres Américains." Pour autant, Donald Trump ne voit pas vraiment où est le problème. Pour lui, les violences de Chicago ne sont pas le résultat d'une rhétorique incendiaire mais de quelques "voyous", comme il l'a tweeter plus tard. Des "voyous" qui ont "carrément galvanisé l'Amérique", estime-t-il. "Je n'ai certainement pas incité à la violence", dit-il ainsi sur CNN. Le parti républicain des USA paraît plus homogène que le Parti démocrate bien qu'il soit également traversé par de nombreux courants internes souvent contradictoires. On discerne ainsi deux grands courants, l'un conservateur et l'autre modéré, tous deux divisés entre plu-

sieurs factions qui ne sont pas exclusives les unes des autres dont notamment : Les conservateurs.

Les conservateurs fiscaux (en), adeptes de la maîtrise des dépenses publiques ; Les conservateurs sociaux, adeptes de valeurs morales conservatrices ; la droite religieuse dans laquelle se classent les évangéliques du sud du pays, les mormons, les juifs orthodoxes ou les catholiques traditionalistes ; Les « patriotes », les nationalistes et les Security Oriented ; Les républicains libertariens, partisans d'un État fédéral réduit au minimum, parmi lesquels se recrutent de nombreux membres du mouvement des Tea Party tels Rand Paul. S'ils sont divisés sur les questions sociales (mariage homosexuel, avortement, etc.), ils estiment le plus souvent que l'État fédéral n'a cependant pas le droit d'interférer dans des domaines qui relèvent de la vie privée ; Les States' Rights Oriented, partisans du transfert maximum des compétences de l'État fédéral aux États fédérés ; Les néo-conservateurs, souvent des universitaires et des intellectuels, partisans d'un nouvel unilatéralisme américain sur le plan international (doctrine Bush) ; Les paléo-conservateurs, traditionnellement isolationnistes, protectionnistes et socialement conservateurs ; Les modérés et les libéraux : Les centristes, souvent fiscalement conservateurs et progressistes sur

les sujets de société. Parfois affublés du sobriquet de RINO par leurs détracteurs conservateurs, on y trouve notamment les républicains de Nouvelle-Angleterre ou les anciens partisans de Nelson Rockefeller ; Les Log Cabin Republicans (les républicains gays). Depuis les années 1980, on distingue un antagonisme assez prononcé, bien que non exclusif, entre les républicains de l'ouest, libertariens et individualistes, et ceux du Sud, chrétiens, concentrés sur les valeurs morales et religieuses. Le Parti républicain est globalement considéré comme un parti de centre-droit, socialement plus conservateur et économiquement plus libertarien que son homologue démocrate. Proche des milieux d'affaires, il compte très peu de soutiens chez les syndicats.

Le Parti républicain considère que c'est le seul Congrès des États-Unis qui doit légiférer au niveau national et que les juges, notamment ceux de la Cour suprême, n'ont pas à interpréter la constitution pour créer parallèlement d'autres normes à valeur législatives ou constitutionnelles (cas du droit à l'avortement avec l'arrêt *Roe v. Wade*). C'est ce que les républicains appellent l'activisme judiciaire. Les républicains centristes considèrent cependant que c'est le travail des juges d'interpréter la constitution et de protéger les droits des

citoyens contre l'abus du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif. Les républicains ont historiquement défendu le développement du pouvoir fédéral au détriment des pouvoirs des États. Mais ils ont ensuite opté pour une redéfinition des compétences en choisissant de limiter le pouvoir de l'État fédéral au profit des différents États constituant les Etats-Unis. Les libertariens sont ainsi les plus hostiles au pouvoir fédéral.

Dans cette optique libertarienne, le Parti républicain est hostile à un système de sécurité sociale universel tel qu'il existe au Canada et en Europe. Il défend le principe d'un système de santé individuel secondé par une sécurité sociale gratuite pour les plus âgés et les plus démunis. Le Parti républicain défend le principe d'une fiscalité modérée (baisse d'impôts), d'une intervention réduite au minimum de l'État dans l'économie. Ainsi, le principe du moindre État se résume dans la déclaration du président Ronald Reagan dans son discours inaugural en 1981 quand il déclara que « dans les temps de crise, le gouvernement n'est pas la solution à vos problèmes, le gouvernement est le problème ». Partisan du libéralisme économique, le Parti républicain préfère le développement des accords de libre-échange bilatéraux aux grands accords internationaux. D'ordinaire, il préconise la maîtrise des dé-

penses et le principe de l'équilibre budgétaire, sans nécessairement s'y tenir.

Le Parti républicain défend l'individualisme contre le collectivisme et le communautarisme et ses membres sont majoritairement hostiles à la politique de discret. L'imitation positive et aux quotas raciaux, globalement parce qu'ils refusent de faire de distinctions entre Américains. Partisans de l'école libre et donc de laisser aux parents le droit de choisir l'école de leurs enfants, les républicains sont favorables à l'évaluation qualitative de l'enseignement et des résultats scolaires dans les écoles publiques. La branche conservatrice du parti soutient le principe de la prière à l'école dans les établissements publics tout comme une partie de ce courant soutient la thèse du dessein intelligent (créationniste). Opposé au darwinisme. Au nom de la responsabilité individuelle, les républicains sont aussi souvent des partisans de la liberté de ports d'armes et de la répression maximum en matière de criminalité. Ainsi, ils sont très largement favorables à la peine de mort. Dans une moindre mesure, les républicains sont favorables également à la restriction du droit à l'avortement. Ils sont aussi très majoritairement hostiles au mariage homosexuel mais plus divisés sur les unions civiles homo-



sexuelles. Le parti est particulièrement divisé sur les recherches sur les cellules souches à partir d'embryons humains, sur les problèmes liés à l'environnement (protocole de Kyoto, forages en Alaska...) et sur la politique d'immigration à tenir envers les Hispaniques.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, un courant jusque-là discret et très minoritaire a pris de l'ascendant sur le Parti républicain. Le courant néo-conservateur a imposé une politique étrangère unilatéraliste et idéaliste concrétisée par une hostilité renforcée au multilatéralisme et à l'ONU, par la Guerre d'Afghanistan en 2001 puis surtout par la guerre en Irak à partir de 2003, le but étant d'apporter la paix et la démocratie au Moyen-Orient. Cette politique a été néanmoins remise en cause électoralement à la fin de l'année 2006. En 2006, la base sociale du Parti républicain se compose majoritairement d'hommes d'affaires, d'entrepreneurs et des membres de professions libérales. On y trouve majoritairement des hommes, des blancs d'ascendance WASP, des couples mariés avec enfants, des banlieusards, des habitants de zones rurales et des chrétiens (61 % des pratiquants, 59 % de protestants et 52 % de catholiques en 2004). En 2004, le président Bush a obtenu aussi le vote de 41 % des 20 % Américains les plus pauvres, 55 % des 20 % les plus riches et 53 %

des 60 % Américains des classes moyennes. Seulement 23-25 % des membres de la communauté homosexuelle votent pour les candidats du Parti républicain.

Le Parti républicain est fondé en 1854 à Pittsburgh pour s'opposer à la loi Kansas-Nebraska, autorisant la pratique de l'esclavage au Kansas. Les activistes républicains y voyaient la preuve du pouvoir des propriétaires d'esclaves, conspirant pour s'emparer du pouvoir fédéral et étendre l'esclavage à tout le pays. Il s'agissait pour ses fondateurs de proclamer les vertus républicaines comme l'opposition à l'aristocratie et à la corruption. Le programme du Parti républicain proposait une vision progressiste et libérale d'une société industrielle et éduquée, fondée sur la liberté individuelle, la promotion sociale par l'effort et le mérite, une société où la loi du marché l'emportait sur toutes les formes d'asservissement économiques comme l'esclavage. Les premiers partisans du Parti républicain sont alors les Whigs (libéraux) et les démocrates de Nouvelle-Angleterre et de la région des Grands Lacs comme les gouverneurs ou candidats au poste de gouverneurs comme Nathaniel P. Banks (Massachusetts), Hannibal Hamlin (Maine), Kinsley Bingham (Michigan), la majorité des membres du Parti

du sol libre opposé à l'esclavage se rallièrent à ce nouveau parti. C'est à Ripon, le 20 mars 1854, qu'eut lieu la première convention du Parti républicain. Le 6 juillet, à Jackson, les délégués républicains proclamèrent que le nouveau parti était opposé à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires et commença à sélectionner des candidats pour les élections au Congrès. Le parti s'organisa rapidement dans tout le pays à l'exception du Sud esclavagiste où il ne comptait quasiment aucun partisan. Son moralisme et son puritanisme lui acquièrent rapidement le soutien des Yankees de Nouvelle-Angleterre, de New York et du Mid-Ouest, et plus précisément des presbytériens, des méthodistes, des quakers et des luthériens d'origine scandinaves. A contrario, il échoue à emporter l'adhésion des catholiques, des épiscopaliens et des luthériens d'origine germanique. En 1856, son premier candidat à l'élection présidentielle est John Frémont sur un programme proposant « une terre libre, la liberté du travail, la liberté d'expression et des hommes libres ». Frémont est battu avec 33 % des voix par le démocrate James Buchanan (45 %), tandis que le vieux Parti whig s'effondre avec seulement 22 % des voix pour son candidat, l'ancien président Millard Fillmore. Néanmoins, le Parti républicain remporte un incontestable succès immé-

diat puisqu'il s'impose en Nouvelle-Angleterre, à New York et dans les États de la région des grands lacs. Frémont n'obtient cependant presque aucun suffrage dans le sud et échoue face à un candidat démocrate soutenu par un parti rassemblé, unissant les ségrégationnistes du sud et les démocrates « conciliants » du Nord. En 1860, le candidat du Parti républicain est Abraham Lincoln de l'Illinois. Le contexte de l'élection présidentielle est alors très différent de celui de 1856. L'unité démocrate a implosé et le parti présente deux candidats. L'un est un sudiste ségrégationniste, John Cabell Breckinridge, et l'autre un nordiste modéré, Stephen A. Douglas. C'est la chance du candidat républicain. Au soir des élections, Abraham Lincoln est en tête des candidats et par conséquent est élu président avec 39 % des voix alors que les démocrates divisés totalisaient ensemble 48 % des suffrages.

L'arrivée au pouvoir d'un républicain « yankee » (nordiste) soutenu par les abolitionnistes déclenche le processus qui mène à la guerre de Sécession. Lincoln parvint brillamment à rassembler les courants de son parti autour de lui et à faire front pour défendre l'intégrité de l'Union. Il reçut également dans un premier temps le soutien des démocrates du

nord, appelés alors démocrates de guerre tandis que les républicains-radicaux envisageaient déjà de sanctionner durement les sudistes à la fin de la guerre. Quand Lincoln proclama que le but de guerre serait l'abolition de l'esclavage, une partie des démocrates le lâchèrent pour devenir des « démocrates de paix » alors que les partis républicains de chaque État de l'Union se rangeaient à la cause abolitionniste, à l'exception des républicains du Kentucky. En 1862, alors que le pays est en pleine guerre civile, les républicains alliés aux démocrates de guerre remportèrent les élections de mi-mandat. Lincoln est à son tour réélu en 1864 mais est assassiné en avril 1865 par un partisan sudiste alors que la guerre vient de prendre fin avec la victoire des armées de l'Union.

Après la victoire des armées du Nord en 1865, les républicains vont dominer la vie politique nationale jusqu'en 1932. Ils imposent la reconstruction au Sud et privent brièvement de droit de vote les États sécessionnistes. En 1864, le Congrès passe sous la domination des républicains-radicaux, résolus à se venger lourdement contre les États confédérés pour avoir brisé l'unité de l'Union et à leur imposer de très dures sanctions économiques. Lincoln était méfiant envers les républicains-radicaux mais en choisissant Andrew Johnson comme

vice-président, un sudiste-unioniste, il espérait freiner les appels à la vengeance. Quand Johnson succède à Lincoln après l'assassinat de ce dernier, il rompt ses liens avec les radicaux et constitue une alliance des républicains et démocrates modérés afin de restituer aux sudistes leurs droits politiques. Cependant, lors des élections de 1866, les Radicaux remportent de nouveau la majorité des sièges au Congrès et imposent leur vision politique de la Reconstruction du Sud. Profitant de leur domination, ils tentent de destituer le président Johnson par la procédure d'impeachment mais échouent à une voix près.

En 1868, Johnson est contraint de renoncer à solliciter un nouveau mandat et laisse la présidence à un républicain-radical, le général Ulysses S. Grant, chef victorieux de l'armée de l'Union. Les radicaux sont alors à leur zénith politique, contrôlant la Maison-Blanche, le Congrès, le Parti républicain et l'armée. Ils visent alors à construire un bastion républicain dans le sud des États-Unis, basé sur le vote des anciens esclaves devenus des hommes libres, des scalawags (natifs du Sud collaborant avec le nouveau pouvoir), des soldats de l'Union cantonnés dans le Sud, et des Carpetbaggers (immigrés économiques venant du Nord pour faire fortune dans le sud, voyageant avec un

sac de voyage en toile à tapis). Dans ce but, les républicains du Sud s'organisent sous forme de ligues unionistes afin de mobiliser les électeurs et de combattre les anciens sécessionnistes dont certains s'organisent sous la bannière du Ku Klux Klan. Les premiers membres afro-américains du Congrès des Etats-Unis ont été élus sous l'étiquette Républicaine en novembre 1868. Il a fallu attendre 1934 pour que le parti démocrate ait ses premiers candidats noirs. Le président Grant soutint activement la politique des radicaux dans le Sud et la mise en place du 14<sup>e</sup> amendement sur le droit de vote et les droits civiques des hommes libres. Le vote de ces nouveaux électeurs (noirs, soldats de l'Union, Carpetbaggers) et la privation des droits civiques des anciens officiers et sous-officiers de l'armée confédérée et des partisans connus de la sécession permet la victoire de gouverneurs républicains.

Dès 1872 cependant, le Parti républicain connaît des dissensions internes alors que Grant est facilement réélu président contre Horace Greeley, un républicain dissident, soutenu par les libéraux du Parti républicain, menés par Carl Schurz, et les démocrates. Le Parti républicain, omnipotent qu'il est, est alors gangrené par la corruption alors qu'une opposition libérale interne s'active et demande la

réconciliation avec les États du Sud, en commençant par mettre fin à la vengeance politique, en rappelant les soldats yankees dans leurs foyers et en rendant leurs droits civiques aux anciens confédérés. En 1873, le pays connaît des problèmes économiques ce qui permet au Parti démocrate de ré émerger politiquement et de gagner la chambre des représentants, mettant fin à la domination des radicaux. Dans le Sud, des coalitions antirépublicaines (qui deviendront les « Dixiecrats ») parviennent progressivement à récupérer le contrôle des États, à mettre en fuite les Carpetbaggers, parfois avec violence, tout en réglant leurs comptes aux scalawags et en « dissuadant », par la peur, les anciens esclaves de profiter de leurs droits civiques.

En 1876, l'élection présidentielle met un terme définitif à la politique de Reconstruction. L'élection ayant été marquée dans certains États du Sud par la fraude et les intimidations en faveur des républicains, c'est une commission électorale bipartisane qui proclame finalement vainqueur le candidat républicain Rutherford B Hayes, minoritaire en voix, après que celui-ci eut promis de rapatrier au nord toutes les troupes fédérales et de rendre leur souveraineté aux trois derniers États sudistes encore sous contrôle fédéral. Ce



faisant, démontrant l'échec de la politique des radicaux dans le Sud, Hayes donne aux démocrates un contrôle absolu sur cette région jusqu'en 1864, caractérisé également par l'abandon politique des anciens esclaves et la quasi-disparition du Parti républicain sur le territoire des anciens États confédérés. Nast représentant le parti en éléphant fut repris pour symboliser le parti. De 1877 à 1932, malgré son échec dans le Sud, le Parti républicain reste le parti dominant de la vie politique américaine. Il bénéficie de l'assimilation populaire des démocrates à la rébellion (guerre de Sécession), à la minorité catholique (les Irlandais catholiques dominant alors le parti démocrate et dirigent de nombreuses grandes villes) et aux débits de boisson (les intérêts des débiteurs de boissons alcoolisées sont réputés proches des démocrates et non des puritains associés aux républicains). Divisée entre une aile progressiste et une aile conservatrice, la ligne politique générale du Parti républicain est modérée tantôt libérale tantôt conservatrice, tantôt isolationniste, tantôt internationaliste. La croissance économique est son credo. Il se fait le défenseur de l'économie capitaliste, de l'industrialisation du pays et du développement de ses moyens de transport. En 1884, il perd la présidence pour la première fois en 24 ans. Son candidat, James G. Blaine, perçu

comme corrompu est battu par le démocrate Grover Cleveland. En 1890, bien que proches des grands conglomérats et des grandes industries, le Parti républicain est l'initiateur des premières lois antitrust (Sherman Anti-Trust Act, Interstate Commerce Commission) afin de protéger les petits commerces et les agriculteurs. À partir de 1896 et de l'élection de William McKinley, les républicains s'imposent pour de nombreuses années à la Maison-Blanche et au Congrès, en consolidant l'adhésion de la classe moyenne et des industriels. Le Parti républicain est alors tout à la fois progressiste, capitaliste et puritain. C'est le parti du business. Son emprise est aussi locale où des candidats issus de ses rangs dirigent de nombreuses grandes villes du nord (Détroit avec Hazen Pingree, New York avec Seth Low, Toledo avec Rule Jones...).

Au début du XXe siècle, le mouvement populiste, opposé à la politique économique des Républicains jugées défavorables aux États de l'Ouest, est absorbé par les démocrates. Au contraire, le mouvement progressiste, puissant au début du XXe siècle, qui réclame une moralisation de la vie publique et une meilleure prise en compte des aspirations de la population, inspire certains dirigeants

républicains, comme le président Theodore Roosevelt. Dès son arrivée à la présidence en 1901, après l'assassinat de McKinley, il s'oppose aux grandes entreprises, aux trusts et réclame un pouvoir fédéral fort, capable de réglementer l'activité économique. Il proclame également que la prospérité doit être partagée et doit concerner toutes les races et toutes les religions. En 1908, les premières élections des sénateurs au suffrage direct donnent une large majorité aux républicains (60 républicains contre 40 démocrates). En 1910, les républicains perdent le contrôle de la chambre des représentants tandis qu'ils se divisent entre progressistes rooseveltiens et conservateurs. En 1912, Roosevelt rompt avec les républicains et se présente comme candidat progressiste contre le président sortant, le républicain William H. Taft. La division républicaine amène logiquement à un éparpillement des voix (35 % pour Roosevelt, 23 % pour Taft) et conduit le candidat démocrate, Woodrow Wilson (41 % des voix), à la Maison-Blanche et les démocrates à devenir majoritaire au Sénat. Le Parti républicain reprend la Maison-Blanche et le Congrès dès le début des années 1920 sur un programme économiquement et politiquement isolationniste et antiSDN. Warren G. Harding, Calvin Coolidge et Herbert Hoover, tous trois républicains, se succèdent à

la Maison-Blanche alors que les États-Unis connaissent une vague de prospérité économique sans précédent.

Le krach de 1929 plonge le pays dans la Grande Dépression et les politiques républicaines non interventionnistes axées prioritairement sur l'équilibre budgétaire paraissent inadaptées à stopper la montée du chômage et à freiner les faillites. En 1932, pour la première fois depuis la guerre de Sécession, les républicains perdent le contrôle de la majorité des grandes villes du pays. Ils vont ensuite perdre la Maison-Blanche, le Congrès, la majorité des postes de gouverneurs et le vote des noirs du Nord du pays. L'année 1936 est la pire année politique de l'histoire des républicains. Lors de l'élection présidentielle, le démocrate Franklin D. Roosevelt est triomphalement réélu contre le républicain Alf Landon. Seuls deux États, le Vermont et le Maine, restent alors fidèles au parti de Lincoln alors qu'au Congrès, 17 sénateurs et 88 représentants républicains rescapés font face à un « rouleau compresseur » composé de 79 sénateurs et 334 représentants démocrates. La droitisation du Parti républicain Robert Taft, leader au Sénat de la coalition conservatrice et coauteur de la loi Taft-Hartley. Réduit à un pôle minoritaire, le Parti républicain très divisé

doit se reconstruire. Il se replie d'abord principalement sur deux courants, l'un conservateur issu de l'ouest et du sud-est du pays et l'autre libéral issu de Nouvelle-Angleterre, tous deux emprunts d'un résidu de la pensée progressiste, autrefois incarnée par Teddy Roosevelt. En 1936, Alf Landon, le gouverneur du Kansas, un républicain favorable au New Deal, l'emporte sur le courant conservateur soutenu par Herbert Hoover et devient le candidat républicain à la présidence. Il est cependant laminé par Franklin Roosevelt. Le parti est alors de nouveau tiraillé entre les isolationnistes, opposants au New Deal comme le sénateur Robert Taft de l'Ohio et les libéraux du nord-est comme Thomas Dewey, le gouverneur de l'État de New York, plus favorable au New Deal. Ainsi, divisé, le parti est par conséquent incapable de faire front face aux démocrates. À partir de 1939, Robert Taft est la figure de proue des opposants à Roosevelt. Au Sénat, il fédère autour de lui les conservateurs et les démocrates du Sud sur des positions économiques isolationnistes, non interventionnistes en matière de politique étrangère et hostiles au New Deal.

Après 1941 et l'attaque de Pearl Harbor, les républicains jouent le jeu de l'union nationale derrière le gouvernement et au nom de la « *realpolitik* », en 1945, le Parti républicain

accepte l'implication forcée des États-Unis dans les affaires du monde dans le contexte de guerre froide bien qu'en 1947, les isolationnistes menés par Taft tentent encore de s'opposer à l'adhésion du pays à l'ONU et à saper la fondation de l'OTAN. Et c'est de justesse qu'ils approuvent le plan Marshall, pourtant concocté par un républicain. Le Parti républicain commence pourtant à regagner la faveur de l'opinion comme le démontrent ses victoires au Congrès en 1946 qui leur permet l'année suivante de faire adopter, en dépit de l'hostilité du président Harry Truman, la loi Taft-Hartley dont l'objet est de diminuer les prérogatives des syndicats et de limiter le droit de grève. En 1948, Thomas Dewey échoue cependant de justesse à l'élection présidentielle face à Harry Truman, jugé plus crédible pour défendre les États-Unis face au communisme. En effet, à cette époque, des républicains isolationnistes comme Robert Taft s'inquiètent davantage de la bureaucratie et du niveau des dépenses publiques que des conséquences du rideau de fer tombé sur l'Europe.

En 1952, le général Dwight Eisenhower, un internationaliste de la lignée politique de Dewey, partisan de l'alliance atlantique, l'emporte lors de primaires républicaines présidentielles sur Robert Taft. Eisenhower est

élu président en novembre 1952, mettant fin à 20 années de règne démocrate sur la Maison-Blanche alors que le pays est en plein maccarthisme. Il ne remet pas en cause le New Deal et étend le système de sécurité sociale, met en œuvre un système autoroutier inter-État, poursuit la politique américaine de son prédécesseur face au communisme et fait respecter dans l'ancien Sud confédéré, au besoin par l'armée, les arrêts de la Cour suprême des États-Unis en matière de déségrégation raciale. Eisenhower est réélu facilement en 1956 mais l'échec de Richard Nixon en 1960 face au candidat démocrate John F. Kennedy permet à l'aile conservatrice du parti de prendre de l'ascendant sur l'aile modérée, héritée de Dewey, en imposant ses candidats aux présidentielles

À partir des années 1960, les républicains récupèrent les thèmes conservateurs propres aux blancs du Sud et de l'ouest, comme la méfiance vis-à-vis de l'État fédéral et la défense des droits des États fédérés contre les empiètements du pouvoir central. Dans les années 1970, le parti opère une percée dans le Sud grâce à cette ligne conservatrice en accaparant le vote des électeurs blancs qui désertent avec leurs élus le parti démocrate dominé alors par l'aile gauche du parti. En reprenant ainsi dans le sud des thèmes comme la généralisation de

la prière à l'école, les droits des états fédérés, l'interdiction de l'avortement ou la défense des valeurs familiales, les républicains parviennent dans les années 1970 et 1980, à y faire élire des gouverneurs, pour la première fois depuis la fin de la période de reconstruction (la Géorgie se dote ainsi en 2001 de son premier gouverneur républicain en 124 ans). En même temps, le parti rompt avec la tradition isolationniste symbolisée autrefois par Robert Taft et entreprend une politique étrangère active dont l'objet est l'endigement du communisme par tous les moyens. Cette politique symbolisée par le Secrétaire d'État Henry Kissinger oblige néanmoins à quelques choix inattendus comme la reconnaissance de la République populaire de Chine, le début en 1972 des négociations sur la limitation des armements stratégiques avec l'URSS et le retrait des forces américaines du Viêt Nam.

Dans les années 1980, la « révolution conservatrice » lancée par le président Ronald Reagan finit d'ancrer nationalement le parti à droite, malgré l'intermède de 1989 à 1993 de la présidence de George Bush, représentant de l'aile réformiste. En 1984, Ronald Reagan est triomphalement réélu, remportant 49 des 50 États du pays puis contribuent à faire élire en 1988 son vice-président, George H. W. Bush,



à la présidence du pays. Cependant, en dépit de ces victoires présidentielles, le parti républicain peine à renverser la majorité démocrate du Congrès. En 1992, le parti est de nouveau victime de ses divisions. Le courant conservateur, qui n'a pas digéré les augmentations d'impôts du président, préfère alors soutenir un dissident, Ross Perot, privant George H. W. Bush d'une réélection annoncée. Les deux premières années du mandat du démocrate Bill Clinton à la Maison-Blanche, maladroitement gérées, permettent aux républicains de se rassembler sur un programme conservateur intitulé « contrat avec l'Amérique ». En 1994, pour la première fois depuis 40 ans, le parti républicain remporte les deux chambres du Congrès et redevient majoritaire. Il le restera jusqu'en 2007 (à l'exception des années 2001 2002 pour le Sénat).

Depuis les années 1980-90, le parti républicain remplace le parti démocrate dans ses anciennes zones d'influence, à savoir le Sud, mais perd bon nombre d'électeurs en Nouvelle-Angleterre, dans les Grands Lacs et sur la côte Ouest. Si le parti se maintient encore localement dans ses anciennes places fortes grâce à des élus modérés, il est nationalement ancré au sud et à l'ouest non côtier. En 2007, 20 des 26 sénateurs des États de l'ancienne Confédération sont républicains. Il y a 30 ans,

ils étaient tous démocrates. De 2001 à 2009, les républicains conservateurs étaient à la Maison-Blanche avec le président George W. Bush, et le vice-président, Dick Cheney, réélu en 2004. Depuis la révolution conservatrice menée sous Ronald Reagan dans les années 1980, le Parti républicain est dominé par sa branche conservatrice. Celle-ci s'est renforcée en 1994 avec la conquête du Congrès mené par Newt Gingrich et son « contrat pour l'Amérique » puis avec l'arrivée au pouvoir du Texan conservateur George W. Bush, fils du 41<sup>e</sup> président des États-Unis.

Cette branche conservatrice s'appuie sur ses bastions électoraux du Sud et de l'Ouest et repose sur un électorat essentiellement blanc (à dominante WASP), banlieusard et rural, patriote et évangélique. Cette posture conservatrice lui a aussi attiré, dans une moindre mesure, un soutien non négligeable de la communauté hispanique et des catholiques, traditionnellement démocrates. Par ailleurs, une majorité des républicains sont climato-sceptiques. Un sondage de 2015 du Pew Research Center indiquait que 64 % des individus s'identifiant comme démocrates reconnaissaient le changement climatique d'origine anthropique, contre 22 % chez les républicains. La branche libérale du Parti républicain (représentée par

Arnold Schwarzenegger, Arlen Specter, Olympia Snowe, Susan Collins, Gordon Smith, Jim Douglas, Rudolph Giuliani...) a été la victime de la droitisation du parti. Ses places fortes du nord-est et de la Californie se sont effondrées d'abord lors des élections présidentielles puis lors des élections locales et fédérales. Les élus républicains qui ont réussi à s'y maintenir sont souvent en dissidence de la ligne officielle conservatrice du parti et de l'administration de George W. Bush. À cause de l'impopularité du président, le parti a perdu le contrôle des deux chambres du Congrès dans les élections de mi-mandat en 2006. Une petite branche centriste incarnée par John McCain ou George H. W. Bush subsiste pour tenter de rassembler l'aile gauche et l'aile droite du parti et d'incarner ainsi la tradition historique modérée du Parti républicain. Ses représentants comme Rudolph Giuliani, John McCain et Mitt Romney furent les candidats favoris des sondages pour représenter le camp républicain lors de l'élection présidentielle en 2008 au côté de l'ancien sénateur (conservateur) du Tennessee et acteur de cinéma, Fred Dalton Thompson.

Le 4 septembre 2008, lors de la réunion de la convention nationale républicaine à Saint-Paul (Minnesota), les délégués républicains confirmèrent John McCain, qui s'était imposé

lors des élections primaires, comme candidat à l'élection présidentielle de 2008, ainsi que Sarah Palin, gouverneure de l'Alaska, comme candidate à la vice-présidence. Lors de l'élection du 4 novembre 2008, John McCain est battu par le candidat démocrate, Barack Obama. Lors des élections sénatoriales de mi-mandat de novembre 2010, le parti présente plusieurs candidats issus du mouvement des Tea Party, notamment dans le Nevada, le Kentucky et l'Alaska. Dans les élections, le parti a repris une majorité dans la Chambre des représentants avec 242 des 435 sièges, et il a augmenté sa minorité dans le Sénat avec 47 des 100 sièges. De plus, après l'élection, 29 des 50 États seront dirigés par un gouverneur républicain. Longtemps considéré comme le parti de l'« Amérique blanche », le parti républicain s'est féminisé et a accordé une place importante à la diversité depuis le début de la décennie, avec notamment l'élection des gouverneurs Jindal et Haley (d'origine asiatique), celle des gouverneurs Martinez et Sandoval (d'origine hispanique), ainsi que l'élection de nombreux membres issus des minorités ethniques au Congrès comme les sénateurs Marco Rubio, Ted Cruz et Tim Scott et la représentante Mia Love<sup>15</sup>. On peut également souligner la candidature d'Herman Cain, un temps favori et premier afro-américain à avoir eu une

chance de décrocher l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle 2016, notons la candidature de Ben Carson, des sénateurs Cruz et Rubio et du gouverneur Jindal pour décrocher l'investiture républicaine. Le 1er février 2016, les caucus de l'Iowa ont vu la victoire de Ted Cruz. Il est ainsi devenu le premier Latino-Américain, tous partis confondus, à gagner une primaire. Lors des élections présidentielles, que ce soit aux Etats-Unis ou en France, on retrouve des similitudes, telles que l'émergence du troisième homme. C'est celui qui assurera le spectacle. Il y a souvent une prime à la nouveauté. Mais gare aux «bulles spéculatives». On se souvient d'Howard Dean en 2004, candidat aux primaires démocrates, jeune, bon tribun, il représentait le candidat du renouveau: il a perdu, et tout le monde l'a oublié. Donald Trump incarne aussi la nouveauté. Homme d'affaires, milliardaire, il n'est pas issu du milieu politique. Avec son franc-parler, il détonne, provoque, amuse ; en un mot, il ne laisse personne indifférent. On l'aime ou on le déteste. Il assure le spectacle, ce dont sont très friands les Américains. Leur rapport à la politique est lié au spectacle et au divertissement collectif. En définitive, Trump fait la promotion des primaires ; il rend passionnant ce qui, sans lui, aurait été bien plus terne. Les médias contribuent à la construction des personnages

politiques, mais ils peuvent aussi les détruire. L'électeur, surtout américain, aime voter pour un gagnant. Trump incarne ce gagnant, riche, puissant, qui paraît avoir tout réussi dans la vie. Même si Trump perd, il restera quelque chose du «trumpisme» - ce courant anti-élites et admiratif de la réussite sociale et économique. Les médias pointent du doigt l'aspect divertissement de sa campagne, dénoncent cette politique-spectacle. Est-ce hypocrite puisqu'ils en vivent?

Il n'y a pas un jour où les médias ne parlent de l'impitoyable homme d'affaires. Très populaire de l'autre côté de l'Atlantique, ce dernier reste relativement méconnu en Europe. En dehors du fait que l'homme est immensément riche et se fixe désormais un objectif prioritaire: «Redonner tout son sens et sa force au rêve américain.» Mais qui est vraiment Donald Trump, et surtout comment a-t-il amassé ses milliards? S'il aime à le faire croire, Donald Trump n'est pas du tout un self-made-man. Son père était propriétaire d'une société new-yorkaise prospère dans l'immobilier, ce qu'il lui a permis de bénéficier d'un solide capital de départ pour bâtir son empire. Mais à l'inverse du paternel, le fils Trump (né en 1946) a vite rêvé de sortir de

Brooklyn où était basée la société familiale. «Papa, je veux vraiment aller à Manhattan pour construire de grands buildings», racontait-il à l'époque dans une première biographie. En 1971, il finit par déménager au cœur de la cité newyorkaise, là où s'élève depuis 1983 le symbole par excellence de sa fortune: le célèbre Trump World Tower. La première pierre d'un prestigieux parc immobilier comprenant également le Trump Tower de Chicago, le Trump Taj Mahal d'Atlantic city (un casino) ou encore le récent Trump SoHohotel à New York.

Attiré par les feux des projecteurs, Donald Trump prend vite goût à côtoyer le gratin mondain. Mais sans forcément se laisser trop éblouir. Au contraire, il réalise très rapidement que la célébrité le mènera à la richesse (et non l'inverse). Selon un publicitaire cité par *Le Figaro*, «Trump a vite compris que son nom est une excellente marque et il parvient à le louer à des partenaires contre de substantiels revenus». De nombreuses tours, immeubles et autres complexes immobiliers (dont il n'est pas propriétaire) portent ainsi son nom à travers le monde, ce qui lui permet d'encaisser sans trop de risques de mirobolantes royalties qui se comptent en plusieurs centaines de millions de dollars.

Ce succès le pousse à décliner «la marque Trump» à toutes les sauces. Du «Trump steak» au parfum Donald J. Trump, en passant par la Trump Vodka ou la Trump Ice (eau en bouteille). «Sa stratégie se tient, expliquait au Wall Street Journal un avocat américain. Elle se résume à déposer autant de marques, de produits et de services que possible, puis voir ce qui fonctionne ensuite.» Donald Trump est coutumier des faillites : La crise immobilière survenue dans les années 90 le met sur la paille une première fois. Rebelote en 2005, lorsque ses casinos à Atlantic City sombrent. «Trump est un phénix qui renaît toujours de ses cendres», aiment à penser certains. A tel point que, malgré les railleries qui circulent sur son compte au sein des luxueux salons financiers de Wall Street, l'homme d'affaires séduit le peuple américain. Le succès de *The Apprentice* sur NBC depuis 2004 l'illustre parfaitement. Ce programme de télé-réalité, coproduit par Trump productions, opposait deux équipes de jeunes candidats prêts à tout pour décrocher la palme, soit un contrat d'un an dans une de ses sociétés, avec un salaire annuel de départ de 250 000 dollars. Alors que pour la chaîne américaine, c'est le jackpot en termes d'audience (et de publicités), dont un record historique lors de la première finale avec 28 millions de téléspectateurs, pour Trump cette activité finit



par lui rapporter jusqu'à 15 millions de dollars l'épisode. Toujours en collaboration avec NBC, cet adepte de belles femmes (trois mariages) et de belles bagnoles est également propriétaire de plusieurs concours de beauté, dont celui de Miss Univers depuis 1996. Ses échecs comme ses réussites, Donald Trump aime les partager à l'aide de livres au titre choc: «Think big and kick ass in business» («Pensez grand et bottez des fesses dans les affaires»), «How to get rich» («Comment devenir riche») ou encore «Think like a billionaire» («Pensez comme un milliardaire»). Reste la grande inconnue: à combien s'évalue sa fortune réelle ? Au mois de juillet, le candidat républicain dévoilait sa déclaration de biens et d'actifs fournie à la Commission fédérale électorale. Dans ce document, il indique avoir encaissé 362 millions de dollars en 2014 et cela «hors revenus issus du capital, des loyers et autres royalties». Propriétaire de 23 biens immobiliers, il y déclare avoir 168 sources différentes de revenus et tirer sa richesse de 515 fonctions différentes. Il estime sa fortune nette à 8,7 milliards de dollars, voire au-delà des 10 milliards en tenant compte de ses dernières déclarations. Un montant largement contesté par les analyses réalisées par Forbes et Bloomberg. Alors que le premier évoque une fortune nette plus proche des 4

milliards, l'index de Bloomberg descend même à 2,9 milliards en se basant essentiellement sur l'ensemble de ses propriétés (gratte-ciel, club de golfs, casinos, etc.). «Ils ne savent pas de quoi ils parlent», s'est offusqué Trump sur CNN. A se demander du coup si ce n'est pas là sa dernière provocation en date, sachant à quel point sa fortune fait fantasmer une bonne partie de l'Amérique. "En raison des déclarations désobligeantes récentes de Donald Trump sur les immigrants, NBC Universal met un terme à sa relation d'affaires avec M. Trump. Les concours annuels de Miss USA et Miss Univers, qui font partie d'une entreprise commune entre NBC et Trump, ne seront pas diffusés sur NBC. Et comme Trump l'a déjà indiqué, il ne participera pas à (l'émission) *The Apprentice*", a déclaré NBC Universal dans un communiqué. Univision, le premier réseau de chaînes hispaniques aux Etats-Unis, avait annoncé jeudi dernier une mesure similaire, dénonçant des propos "insultants" lors de sa déclaration de candidature à la Maison Blanche le 16 juin. Quelques heures plus tard, la mexicaine Televisa, plus grande chaîne hispanophone au monde a elle aussi annoncé dans un communiqué qu'il lui semblait "inacceptable" de poursuivre ses relations commerciales avec Donald Trump, dont les déclarations ont "offensé tout le peuple mexicain".



# EMMANUEL MACRON

En 2004, à l'issue de ses études à l'ENA, il intègre le corps de l'Inspection générale des finances (IGF). Emmanuel Macron devient l'un des protégés de Jean-Pierre Jouyet qui dirige alors l'IGF. Il participe notamment à des missions sur la « valorisation de la recherche », la « fraude aux prélèvements obligatoires et son contrôle » et « la répartition des prélèvements obligatoires entre générations et la question de l'équité intergénérationnelle ». En 2006, Laurence Parisot lui propose le poste de directeur général du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) qu'elle préside mais Emmanuel Macron décline. En août 2007, il est nommé rapporteur adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française (« Commission Attali »). En mars 2010, il est nommé par décret membre de cette commission. Il y rencontre notamment Peter Brabeck, alors P-DG de Nestlé, contact qui lui a permis chez Rothschild & C<sup>ie</sup> de conseiller le rachat par Nestlé de la filiale de lait infantile de Pfizer en 2012.

Le 30 juin 2008, Emmanuel Macron est co-rapporteur de la commission sur les professions du droit. En 2016, il démissionne de l'inspection des finances. En tant qu'énarque, il devait dix ans de services à l'État ; n'en ayant effectué que six (ses deux ans comme ministre n'étant pas comptés), il doit s'acquitter de la somme de 54 000 euros. En septembre 2008, il se met en disponibilité de la fonction publique et devient banquier d'affaires chez Rothschild & C<sup>ie</sup>. Recruté par François Henrot sur recommandation de Jacques Attali et de Serge Weinberg, il indique que l'échec de son militantisme local, et l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, l'ont poussé vers cette activité. L'un de ses premiers dossiers est le rachat de Cofidis, spécialiste du crédit à la consommation, par le Crédit mutuel. En 2010, Emmanuel Macron offre son aide bénévole à la « Société des rédacteurs du Monde » (SRM), dans le contexte de la revente du journal *Le Monde*. Mais il est aussi en relation secrète avec Alain Minc, alors que celui-ci soutient une offre Perdriel-Prisa-Orange, et alors que cette offre paraissait à la SRM « particulièrement dangereuse ». Après une scène romanesque racontée par le vice-président de la SRM Adrien de Tricornot, il est mis fin à ce double jeu. Macron est promu, fin

2010, associé au sein de la banque, après avoir travaillé sur la recapitalisation du journal *Le Monde* et sur le rachat par Atos de Siemens IT Solutions and Services. Il bat ainsi le record de précocité de Grégoire Chertok mais cette nomination apparaît pour certains observateurs comme un « mystère ». En février 2012, il conseille Philippe Tillous-Borde, le PDG de Sofiprotéol qui prend 41 % du capital de Lesieur Cristal. La même année, il est nommé gérant et dirige l'une des plus grosses négociations de l'année, le rachat par Nestlé de la filiale « laits pour bébé » de Pfizer. Cette transaction, évaluée à plus de neuf milliards d'euros, lui permet de devenir millionnaire. François Henrot dira de lui qu'« il aurait été, s'il était resté dans le métier, un des meilleurs en France, sans doute même en Europe ». L'expression « Mozart de la finance », parfois utilisée, est cependant critiquée par certains observateurs. Entre décembre 2010, date de sa nomination comme associé-gérant, et mai 2012, celle de son arrivée à l'Élysée, Emmanuel Macron indique avoir gagné 2 millions d'euros brut<sup>72</sup>. Selon ses déclarations de revenus et de patrimoine faites à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique, il a gagné plus de 2 800 000 euros bruts entre 2009 et 2013.

Macron commence à militer au Mouvement des citoyens (MDC) pendant près de deux ans, mais son adhésion à ce parti n'est pas établie. Alors à Sciences Po, il effectue un stage au cabinet de Georges Sarre, maire du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris et proche de Jean-Pierre Chevènement. Il vote pour ce dernier au premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Il explique : « Autant la deuxième gauche m'a inspiré sur le social, autant je considère que son rapport à l'État reste très complexé. Je me suis toujours interrogé sur le rôle de l'État, et c'est pour cette raison que je me tourne, plus jeune, vers Jean-Pierre Chevènement ». À la suite du 21 avril 2002, il considère que l'échec de Lionel Jospin et du Parti socialiste (PS) s'explique notamment par l'incapacité de la gauche à tenir un discours de fermeté sur les questions de sécurité. Membre du PS à partir de l'âge de 24 ans, il y est actif, c'est-à-dire à jour de sa cotisation, de 2006 à 2009. Il collabore également avec la fondation Jean-Jaurès à partir de 2006. Macron rencontre François Hollande en 2006, par l'intermédiaire de Jean-Pierre Jouyet, et s'engage à ses côtés à partir de 2010. Lors de l'élection présidentielle de 2007, il fait partie du groupe les Gracques, composé d'anciens patrons et de hauts fonctionnaires, qui appelle à une alliance entre Ségolène

Royal et François Bayrou. Il essaie ensuite d'obtenir du PS une investiture aux élections législatives qui suivent en Picardie. Cependant, les socialistes de Picardie refusant de le choisir, il n'est pas candidat. Cet échec, associé à la victoire de Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle de 2007, l'encourage à donner un nouveau tournant à sa carrière. En 2007, alors qu'il est soutenu par une grande partie des commerçants du Touquet-Paris-Plage, il renonce à se présenter aux élections municipales, refusant de s'encarter à l'UMP. Il indique avoir « décliné une offre au cabinet Woerth en 2007 » car « cela n'était pas conforme à [ses] opinions ». En 2010, il décline la proposition, portée par Antoine Gosset-Grainville et validée par le palais de l'Élysée, de devenir le directeur de cabinet adjoint du Premier ministre, François Fillon. Il soutient François Hollande lors de la primaire présidentielle socialiste de 2011 et ce avant l'affaire du Sofitel, alors que Dominique Strauss-Kahn était en tête des sondages.



De juillet à décembre 2011, il anime un cénacle d'experts et d'économistes, le groupe de la Rotonde, composé des économistes Philippe Aghion, Gilbert Cette et Élie Cohen, qui fait un rapport tous les 15 jours au candidat. Ce groupe prône « un véritable choc de compétitivité », idée que Michel Sapin, chargé du projet présidentiel, ne retient pas. Le 15 mai 2012, ayant réintégré la fonction publique, Emmanuel Macron devient secrétaire général adjoint de l'Élysée en tandem avec Nicolas Revel. Il seconde le nouveau secrétaire général, Pierre-René Lemas. Nicolas Prissette relève que « dès les premières semaines du quinquennat, le secrétaire général adjoint de 34 ans retient l'attention du microcosme : jeune, sémillant, atypique, pas très à gauche. Les journaux lui consacrent des articles. On s'intéresse davantage à ce personnage qu'au secrétaire général Pierre-René Lemas, qui occupe pourtant le poste clé parmi tous les autres, au cœur du pouvoir ». Dès l'été 2012, « l'ancienne cellule économique [de l'Élysée], dont Macron est désormais le plus haut gradé, concocte un plan choc : le passage temporaire aux 37 heures, jusqu'à la fin 2014, avec un bilan prévu pour voir si les Français peuvent repasser aux 35 heures, et la concentration des hausses

d'impôts sur les plus hauts revenus. Le secrétaire général adjoint plaide dans le même temps pour un maintien de la défiscalisation des heures supplémentaires ». Ces propositions sont déclinées par François Hollande. Emmanuel Macron est notamment l'un des artisans, voire à l'origine du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et du pacte de responsabilité et de solidarité. Concernant ce dernier, il s'oppose à Nicolas Revel, chargé des questions sociales et « dont la fibre socialiste est plus affirmée », sur l'opportunité d'inscrire le projet dans le collectif budgétaire voté avant l'été 2014. Il contribue par ailleurs au choix de l'Élysée de ne pas légiférer sur les salaires des patrons et de privilégier un code de bonne conduite. Il confie avoir songé à quitter son poste « à l'automne 2013 [...] car notre réforme des retraites n'était pas à la hauteur de ce qu'on devait faire. » Il apparaît dans la liste des invités à la réunion du groupe Bilderberg de 2014 en sa qualité de secrétaire général adjoint de la présidence de la République.

Le 10 juin 2014, l'Élysée annonce qu'il quitte le cabinet de François Hollande et que Laurence Boone reprend les dossiers économiques et financiers. Son titre et rang protocolaire de secrétaire général adjoint de l'Élysée n'est en revanche pas conféré à celle-ci, qui ne

reprend que le titre de chef du pôle économie et finance. Les observateurs expliquent son départ par ses déceptions de ne pas entrer dans le premier gouvernement de Manuel Valls et de ne pas obtenir gain de cause sur l'approfondissement des réformes engagées par le gouvernement, ou encore par l'arrivée comme secrétaire général de Jean-Pierre Jouyet, « beaucoup plus au fait des questions économiques et financières, mais aussi des questions européennes, que ne l'était son prédécesseur Pierre-René Lemas ». Alors qu'il espérait récupérer le poste de secrétaire général, il est également déçu de la décision de François Hollande de nommer ce dernier à la tête de la Caisse des dépôts et consignations. Jouyet indique qu'Emmanuel Macron quitte le cabinet de la présidence « pour mener des projets personnels dans les domaines de l'enseignement et de la recherche ».

Il cherche, selon les sources, à créer une société de conseil financier, « une sorte de TOEFL multidisciplinaire pour évaluer les élèves » ou « un fonds d'investissement pour financer des projets innovants, notamment dans le domaine de l'éducation ». Il obtient un poste universitaire à l'université de Berlin au début de l'été 2014 et obtient, avec l'aide d'Alain Minc, le titre de *Senior Research fellow* (en) en économie politique à la London

School of Economics pour y devenir maître de conférences en *policy-mix* européen ; il a également cherché, par l'intermédiaire de Philippe Aghion, à obtenir un poste à l'université Harvard. Une candidature lui est proposée dans sa ville natale d'Amiens lors des élections municipales de 2014 mais il refuse l'offre. Alors que Manuel Valls propose à François Hollande, à l'issue de ces élections, de lui confier le ministère du Budget dans gouvernement, le président de la République écarte cette idée en raison de cette absence de mandat électoral.

Le 26 août 2014, il est nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Valls II en remplacement d'Arnaud Montebourg, dont il conserve la moitié du cabinet. Plusieurs personnalités ont été envisagées avant lui : Bertrand Delanoë, Louis Gallois, Gérard Collomb ou encore Pascal Lamy ; il est suggéré par Jean-Pierre Jouyet. Alors inconnu du grand public, il devient le plus jeune ministre de l'Économie depuis Valéry Giscard d'Estaing dans le premier gouvernement de Georges Pompidou en 1962. Il est qualifié par certains médias et acteurs politiques d'« anti-Montebourg » et de « symbole » d'un virage social-libéral de l'exécutif. La passation de pouvoir entre les ministres a lieu le 27 août 2014 au ministère

de Bercy. Il a pour directeur de cabinet Alexis Kohler, qui fut directeur de cabinet adjoint de Pierre Moscovici de juin 2012 à mars 2014, quand celui-ci était ministre de l'Économie et des Finances. Plusieurs de ses lieutenants sont issus des réseaux de Dominique Strauss-Kahn, dont Cédric O, Benjamin Griveaux et Stanislas Guerini. Prenant la suite du projet de « loi sur la croissance et le pouvoir d'achat » porté par Arnaud Montebourg, qui se donnait pour objectif de « restituer 6 milliards d'euros de pouvoir d'achat » aux Français, il présente au mois de décembre 2014 au Conseil des ministres, le projet de loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, aussi appelé « loi Macron », qui a pour objectif de « déverrouiller l'économie française » en modifiant notamment la réglementation concernant le travail le dimanche, les professions réglementées, les transports et le permis de conduire, l'ouverture du marché autocar et la vie des entreprises et des salariés. Par peur de ne pas trouver de majorité sur ce texte, le gouvernement Valls II décide de ne pas faire voter cette réforme auprès des parlementaires et d'utiliser l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, pour la faire adopter. Après son adoption le 10 juillet et une saisine du Conseil constitutionnel par l'opposition, la loi est promulguée le 6 août 2015.

L'OCDE estime que les mesures d'Emmanuel Macron généreront une hausse du PIB « de 0,3 % à un horizon de cinq ans et de 0,4 % à un horizon de 10 ans ». À l'été 2016, Ludovic Subran, chef économiste de l'assureur Euler Hermes, estime à seulement un « demi-dixième de point » (soit 0,05 %) l'apport de la loi Macron à la croissance de la France. Elle a pour mesure phare la libéralisation du marché des autocars longue distance, dits « autocars Macron ».

En avril 2015, Emmanuel Macron fait passer la part de l'État dans le capital de Renault de 15 % à près de 20 %, sans en avertir le PDG Carlos Ghosn. Il impose ensuite l'application de la nouvelle loi Florange qui permet de donner un droit de vote double aux actionnaires « historiques », ce qui confère à l'État la minorité de contrôle. Devant les remontrances de Nissan qui s'inquiète de cette progression au capital, l'État s'accorde à limiter sa puissance au sein de Renault et s'interdit d'agir chez Nissan. En mai 2016, Emmanuel Macron appelle Carlos Ghosn, PDG de Renault, à revoir sa rémunération de 2015 à la baisse en menaçant de « légiférer ». Les salariés licenciés de l'usine Ecopla en Isère, cédée à un groupe italien, lui reprochent son inaction, tandis que le député Pierre Ri-

beaud déplore « une absence de prise de conscience » de sa part. Interrogé sur ce sujet, Emmanuel Macron reconnaît « des échecs » et « des limites à l'action publique » : « le rôle des responsables politiques, ce n'est pas de démontrer en toute circonstance des capacités, des protections que parfois ils n'ont plus ». Quelques jours après sa démission, l'annonce de la fermeture du site d'Alstom à Belfort lui attire des critiques, y compris de la part du palais de l'Élysée et de Michel Sapin, son successeur et ancien collègue à Bercy, qui déclare « qu'il avait levé le pied depuis un an », ou encore de son prédécesseur Arnaud Montebourg. Il dénonce quant à lui la décision d'Alstom, affirme qu'elle n'avait jamais été communiquée au gouvernement et qu'il a agi sur le dossier en 2015 pour « éviter un plan social et des licenciements ». *Mediapart* souligne qu'à Bercy, Emmanuel Macron s'est « privé de plusieurs moyens d'influencer les décisions stratégiques du groupe Alstom, surtout lors du rachat par le groupe américain General Electric de ses activités énergie – il a notamment refusé de se servir d'un décret, adopté en mai 2014, permettant à l'État de s'opposer à une prise de contrôle d'une entreprise française par un groupe étranger. Il a également donné à General Electric un avantage décisif dans les coentreprises

détenues par les deux groupes ». Il met en cause « une surcapacité du secteur ferroviaire français » et affirme que « l'idée que l'on puisse régler ces situations uniquement par la commande publique, c'est une fausse piste sur le moyen et long terme ». Selon le journaliste économiste Jean-Michel Quatrepoint, dans le cas d'Alstom et d'autres fleurons industriels qui ont été cédés, il y a un « lien direct entre la désindustrialisation de la France, son déficit abyssal du commerce extérieur, sa perte d'influence dans le monde, la lente attrition des emplois qualifiés et les désastres industriels à répétition que notre pays a connu depuis vingt ans ». Jean-Michel Quatrepoint, sur le plan de la Défense, souligne également l'« erreur stratégique à long terme » de la récupération par General Electric de Alstom Satellite Tracking Systems, spécialisée dans les systèmes de repérage par satellite.

En septembre 2015, il se rend en Israël et dans les Territoires palestiniens. Il consacre l'essentiel de sa visite de 48 heures, au numérique et aux nouvelles technologies. D'après le journaliste Marc Endeweld, « les Français l'ont vraiment découvert à la télévision en mars 2015 », lors de son passage dans l'émission *Des paroles et des actes*. En avril 2015, *Le Monde* estime qu'à travers ses prises



de parole, Emmanuel Macron « assume désormais son social-libéralisme en pleine lumière, même si son cabinet réfute tout changement d'attitude ou de discours ». Fin 2015, il hésite à quitter le gouvernement en raison du projet de réforme sur la déchéance de la nationalité, avec lequel il exprime son désaccord ; il y renonce car celui-ci « ne fait pas partie de [son] périmètre ministériel ».

En janvier 2016, il dépose à l'Élysée et à Matignon un projet de loi, dit « Macron 2 » ou « nouvelles opportunités économiques » (NOÉ), qui est annulé par un arbitrage de l'exécutif. Manuel Valls s'oppose tout particulièrement à ce qu'il présente ce nouveau projet de loi, dont le contenu est confié à d'autres ministères. En février 2016, dans le cadre d'une réunion au palais de l'Élysée visant à arbitrer le contenu du projet de loi El Khomri, il accepte de s'effacer au profit de la ministre du Travail, à condition que le projet de loi comprenne deux dispositions qu'il avait prévu d'inclure dans le sien : la réécriture du licenciement économique et le plafonnement des indemnités prud'homales. Si Myriam El Khomri proteste et obtient alors gain de cause selon plusieurs témoignages, ces mesures sont finalement intégrées peu après dans le texte. Dans le même temps, il est rétrogradé dans

l'ordre protocolaire du gouvernement à l'occasion du remaniement réduit de février 2016.

Le 6 avril 2016, à Amiens, il fonde le parti En marche !, qu'il veut « transpartisan » et qu'il définit comme étant à la fois de droite et de gauche. Avec cette initiative, il assume pour la première fois son ambition de se présenter à une élection présidentielle. Plusieurs députés lui apportent alors leur soutien. Ce lancement fait l'objet d'une forte couverture médiatique. Il s'accompagne de tensions avec François Hollande sur la question de la loyauté d'Emmanuel Macron à son égard, et d'une dégradation de ses relations avec le Premier ministre Manuel Valls. Emmanuel Macron entretient également de mauvais rapports avec Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, mais aussi avec les secrétaires d'État Axelle Lemaire (numérique), dont il a la tutelle, et Christian Eckert (budget). Bénéficiant alors d'une très bonne image dans l'opinion, il voit celle-ci se dégrader en juin 2016, après une altercation filmée avec des syndicalistes. Plusieurs journaux (L'Express, Les Échos, Le 1, L'Opinion) soutiennent plus ou moins ouvertement son action<sup>43</sup> ; il est également un ami d'Éric Le Boucher, cofondateur et éditorialiste de *Slate*. La presse lui consacre de nombreuses unes, et

la presse people obtient de très bonnes ventes en lui consacrant ses gros titres. Certains observateurs évoquent ainsi la « macronite », désignant une attitude démesurément bienveillante à l'égard d'Emmanuel Macron, dont seraient atteintes la presse, voire l'opinion publique. D'autres acteurs, issus de la gauche radicale (Jean-Luc Mélenchon, François Ruffin), utilisent le terme pour dénoncer son positionnement politique et son influence au sein de la gauche.

Le 8 mai 2016, il est invité par le maire d'Orléans, Olivier Carré, à présider les Fêtes johanniques, organisées chaque année pour célébrer la libération de la ville par Jeanne d'Arc. Selon l'entourage de Macron (repris entre autres par LCI et France Info), il entendrait, à cette occasion, « rattacher [...] à l'idéal républicain » la figure de Jeanne d'Arc, que l'extrême droite s'est appropriée indûment, dans des circonstances tout autres. Dans son discours, il établit un parallèle implicite entre la vie de Jeanne d'Arc et sa propre trajectoire. Certains observateurs soulignent que cette initiative lui permet d'estomper son image de haut fonctionnaire et d'ancien banquier d'affaires « en créant la surprise, par le rapprochement avec une figure historique hors du commun ».

Il devient, en août 2016, le premier ministre d'un gouvernement socialiste à se rendre au Puy du Fou, où il déclare qu'il n'est « pas socialiste ». *Libération* y voit « l'occasion de rester dans les bonnes grâces d'un public réputé plus catholique que la moyenne. Son départ du gouvernement de Manuel Valls est évoqué à plusieurs reprises par la presse à partir de l'été 2015. Il envisage de démissionner en janvier 2016, après l'annulation de son nouveau projet de loi, puis après le meeting qu'il organise le 12 juillet 2016, au lendemain duquel Manuel Valls demande son renvoi à François Hollande ; il se voit alors contraint de repousser l'échéance en raison de l'attentat du 14 juillet 2016 à Nice et de l'attentat de l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray. Lors de son entretien du 14 juillet 2016, François Hollande déclare qu'Emmanuel Macron est tenu à la « solidarité » gouvernementale et à la nécessité de « servir jusqu'au bout » sans « démarche personnelle et encore moins présidentielle ». Le 30 août 2016, il démissionne de sa fonction de ministre de l'Économie pour se consacrer à son parti politique, En marche ! Il est remplacé par Michel Sapin, qui se voit attribuer cette fonction en plus de celle de ministre des Finances qu'il exerçait déjà. François Hollande déclare alors qu'Emmanuel Macron l'a « trahi avec mé-

thode ». Jusqu'ici, certains médias avaient spéculé sur le fait qu'Emmanuel Macron pouvait agir au bénéfice des intérêts électoraux à venir de François Hollande. Peu avant sa démission, Emmanuel Macron avait confié en privé : « Je ne serai jamais le rabatteur de Hollande ». Quelques jours plus tard, Emmanuel Macron déplore le fait que le gouvernement ait « fait beaucoup de choses à moitié », contrairement à ce qu'il préconisait. D'après un sondage de l'Ifop, 84 % des Français approuvent alors le choix d'Emmanuel Macron de quitter ses fonctions ministérielles. Sous son action, le produit intérieur brut connaît des variations irrégulières, tandis que près de 91 000 nouveaux demandeurs d'emploi de catégorie A ont été enregistrés entre son arrivée et son départ du gouvernement. En septembre 2015, il se rend en Israël et dans les Territoires palestiniens. Il consacre l'essentiel de sa visite de 48 heures, au numérique et aux nouvelles technologies. D'après le journaliste Marc Endeweld, « les Français l'ont vraiment découvert à la télévision en mars 2015 », lors de son passage dans l'émission *Des paroles et des actes*. En avril 2015, *Le Monde* estime qu'à travers ses prises de parole, Emmanuel Macron « assume désormais son social-libéralisme en pleine lumière, même si son cabinet réfute tout changement d'attitude ou de discours ». Fin 2015, il

hésite à quitter le gouvernement en raison du projet de réforme sur la déchéance de la nationalité, avec lequel il exprime son désaccord ; il y renonce car celui-ci « ne fait pas partie de [son] périmètre ministériel ».

En janvier 2016, il dépose à l'Élysée et à Matignon un projet de loi, dit « Macron 2 » ou « nouvelles opportunités économiques » (NOÉ), qui est annulé par un arbitrage de l'exécutif. Manuel Valls s'oppose tout particulièrement à ce qu'il présente ce nouveau projet de loi, dont le contenu est confié à d'autres ministères. En février 2016, dans le cadre d'une réunion au palais de l'Élysée visant à arbitrer le contenu du projet de loi El Khomri, il accepte de s'effacer au profit de la ministre du Travail, à condition que le projet de loi comprenne deux dispositions qu'il avait prévu d'inclure dans le sien : la réécriture du licenciement économique et le plafonnement des indemnités prud'homales. Si Myriam El Khomri proteste et obtient alors gain de cause selon plusieurs témoignages, ces mesures sont finalement intégrées peu après dans le texte. Dans le même temps, il est rétrogradé dans l'ordre protocolaire du gouvernement à l'occasion du remaniement réduit de février 2016.

Le 6 avril 2016, à Amiens, il fonde le parti En marche !, qu'il veut « transpartisan » et

qu'il définit comme étant à la fois de droite et de gauche. Avec cette initiative, il assume pour la première fois son ambition de se présenter à une élection présidentielle. Plusieurs députés lui apportent alors leur soutien. Ce lancement fait l'objet d'une forte couverture médiatique. Il s'accompagne de tensions avec François Hollande sur la question de la loyauté d'Emmanuel Macron à son égard, et d'une dégradation de ses relations avec le Premier ministre Manuel Valls. Emmanuel Macron entretient également de mauvais rapports avec Michel Sapin, ministre des Finances et des Comptes publics, mais aussi avec les secrétaires d'État Axelle Lemaire (numérique), dont il a la tutelle, et Christian Eckert (budget). Bénéficiant alors d'une très bonne image dans l'opinion, il voit celle-ci se dégrader en juin 2016, après une altercation filmée avec des syndicalistes. Plusieurs journaux (*L'Express*, *Les Échos*, *Le 1*, *L'Opinion*) soutiennent plus ou moins ouvertement son action ; il est également un ami d'Éric Le Boucher, cofondateur et éditorialiste de *Slate*.

La presse lui consacre de nombreuses unes, et la presse people obtient de très bonnes ventes en lui consacrant ses gros titres. Certains observateurs évoquent ainsi la « macronite », désignant une attitude démesurément bienveillante à l'égard d'Emmanuel Macron,

dont seraient atteintes la presse, voire l'opinion publique. D'autres acteurs, issus de la gauche radicale (Jean-Luc Mélenchon, François Ruffin), utilisent le terme pour dénoncer son positionnement politique et son influence au sein de la gauche. Le 8 mai 2016, il est invité par le maire d'Orléans, Olivier Carré, à présider les Fêtes johanniques, organisées chaque année pour célébrer la libération de la ville par Jeanne d'Arc. Selon l'entourage de Macron (repris entre autres par LCI et France Info), il entendrait, à cette occasion, « rattacher [...] à l'idéal républicain » la figure de Jeanne d'Arc, que l'extrême droite s'est appropriée indûment, dans des circonstances tout autres. Dans son discours, il établit un parallèle implicite entre la vie de Jeanne d'Arc et sa propre trajectoire. Certains observateurs soulignent que cette initiative lui permet d'estomper son image de haut fonctionnaire et d'ancien banquier d'affaires « en créant la surprise, par le rapprochement avec une figure historique hors du commun ».

Il devient, en août 2016, le premier ministre d'un gouvernement socialiste à se rendre au Puy du Fou, où il déclare qu'il n'est « pas socialiste ». *Libération* y voit « l'occasion de rester dans les bonnes grâces d'un public réputé plus catholique que la moyenne. Façon de



prendre date, si d'aventure le leader d'En marche ! Devait affronter François Bayrou sur la route de l'Élysée ». En mars 2016, Emmanuel Macron exprime son souhait que François Hollande se présente à l'élection présidentielle de 2017 en le présentant comme « le candidat légitime ». Avec la formation d'En marche !, en avril 2016, il assume pour la première fois son ambition de se présenter à une élection présidentielle. De nombreux observateurs politiques et des médias avancent alors qu'il envisage de le faire dès 2017, notamment en raison de collectes de fonds qu'il organise. Il indique qu'il envisage de se présenter à cette occasion après sa démission du gouvernement et annonce sa candidature le 16 novembre 2016. Selon les sources, il dispose en décembre 2016 de 200 ou de 400 promesses de parrainage. Publié en novembre 2016, son premier ouvrage, intitulé *Révolution*, est tiré à 200 000 exemplaires et figure parmi les meilleures ventes de livres en France (plus de 69 000 à la fin de l'année, soit la 6<sup>e</sup> position parmi les livres de personnalités politiques). Rejetant les appels de Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, et de Manuel Valls, il refuse de participer à la primaire de la gauche de 2017, disant ne pas vouloir « s'enfermer dans des querelles de clans ». Il est suivi alors par le sénateur et maire socia-

liste de Lyon, Gérard Collomb, et le principal entourage de ce dernier. Jean-Christophe Cambadélis menace les membres du parti qui soutiendraient Emmanuel Macron de sanctions, voire d'exclusions. *Le Monde* souligne que « jamais aventure personnelle comme la sienne n'a été couronnée de succès sous la V<sup>e</sup> République. Jean Lecanuet, Alain Poper ou Michel Rocard s'y sont essayés avant lui, tous ont échoué à conquérir l'Élysée ».

Fin 2016, le responsable communication du candidat déclarait avoir déjà récolté 3,7 millions d'euros de dons pour la présidentielle, c'est-à-dire entre deux et trois fois le budget de François Fillon ou Alain Juppé pour la primaire de la droite. Son parti politique ne bénéficiant pas encore de financement public, l'ensemble de cette somme provient de dons de particuliers. En novembre 2016, Benoît Hamon (PS) presse Emmanuel Macron de révéler la liste de ses donateurs, mettant entre autres en avant les conflits d'intérêts possibles liés à son statut d'ancien associé de la banque Rothschild. Ce dernier refuse cette transparence taxant la demande de « démagogique ». Conseiller santé d'Emmanuel Macron, dont le projet préconisait de mieux rembourser les médicaments contre l'hypertension artérielle sévère qui est activité-clé du laboratoire pharmaceu-

tique Servier, le médecin Jean-Jacques Mourad doit démissionner de l'équipe de campagne après la révélation de ses liens financiers personnels avec cette entreprise.

Dans leur ouvrage intitulé *Dans l'enfer de Bercy*, les journalistes Marion L'Hour et Frédéric Says relèvent qu'Emmanuel Macron a utilisé à lui seul 80 % de l'enveloppe annuelle des frais de représentation accordée à son ministère, soit plus de 120 000 € en huit mois en organisant de nombreux dîners avec des personnalités très diverses. Il est alors accusé par les députés Christian Jacob (LR) et Philippe Vigier (UDI) d'avoir utilisé cet argent pour mettre en avant En marche ! Il affirme n'avoir rien à se reprocher et que les 120 000 euros dépensés lui ont servi à « recevoir [ses] homologues, des entrepreneurs, des femmes et des hommes de la vie française » dans le cadre de son rôle de ministre. Selon *Le Monde*, Macron aurait pu cibler « des interlocuteurs plus susceptibles de l'aider à préparer sa future campagne présidentielle qu'à alimenter ses activités de ministre » et dépensé 80 % du budget annuel de fonctionnement de son ministère en huit mois, mais il est peu probable qu'il soit poursuivi. S'il confirme les dépenses, son successeur au ministère de l'Économie Michel Sapin n'y voit quant à lui rien d'illégal, considérant que Macron « n'a pas dépen-

sé plus » d'argent qu'il n'en avait le droit. Il déplore en revanche son désengagement vis-à-vis de ses fonctions lors de ses derniers mois au ministère. Emmanuel Macron répond qu'il s'agit de propos diffamatoires, qu'« aucun centime » de son budget ministériel n'a été dépensé pour soutenir son parti et qu'il s'est montré très actif « comme doit l'être un ministre », voyageant notamment beaucoup.

De nombreux observateurs soulignent ou s'interrogent sur la « bulle médiatique » dont il ferait l'objet. *Mediapart* relève que « presque une cinquantaine de couvertures de magazine » lui sont consacrées entre novembre 2016 et janvier 2017, contre « une poignée » pour Jean-Luc Mélenchon, généralement situé une position derrière lui dans les intentions de vote et qui rencontre un succès similaire dans les meetings et sur internet. Emmanuel Macron est parfois présenté comme étant le « candidat des médias », parmi lesquels il bénéficie du soutien de Xavier Niel et Pierre Bergé, copropriétaires du groupe le Monde, et de Claude Perdriel, ancien propriétaire du *Nouvel Observateur*. Divers documents et articles d'analyse montrent comment sa stratégie de campagne électorale est développée selon des méthodes marketing, le candidat étant lancé comme un produit com-

mercial. Derrière la gestion de cette communication, est mis en avant le savoir-faire de Maurice Lévy PDG de Publicis Groupe qui compte parmi ses conseillers. Il recueille des soutiens y compris dans des titres de la presse américaine et britannique tels que le *Financial Times* ou *Foreign Policy*. Le magazine *Marianne* montre que BFM TV, dont l'un des actionnaires de référence est Patrick Drahi, diffuse au total autant de minutes de meetings du candidat Macron que de l'ensemble de ses quatre principaux concurrents réunis, ce qu'il qualifie de « véritable matraquage télévisuel ». Le fait que Bernard Mourad, ancien dirigeant du groupe de médias de Patrick Drahi, ait rejoint en tant que conseiller l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron, ainsi qu'une poignée de main échangée avec Ruth Elkrief renforcent les interrogations sur ses liens avec les journalistes et les médias.

Certains comparent sa dynamique et son positionnement à la candidature de François Bayrou en 2007. Ce dernier le critique vivement par ailleurs en le comparant plutôt à la candidature de Nicolas Sarkozy lors de la même élection. Le 22 février 2017, François Bayrou annonce qu'il n'entend pas se présenter à l'élection présidentielle et propose une alliance à Emmanuel Macron, qui l'accepte. À la suite de diverses affaires concernant le candi-

dat de la droite et du centre, François Fillon, qui était largement favori depuis plusieurs semaines, Emmanuel Macron rattrape son retard dans les intentions de vote au premier tour. Dans les sondages, il prend la deuxième place, parfois même la première place, et il est donné gagnant face à la candidate du Front national au second tour. Critiqué pour le flou entourant son programme, Emmanuel Macron finit par présenter son programme, qu'il appelle « Mon contrat avec la nation », le 2 mars 2017. Le 18 mars 2017, le Conseil constitutionnel publie la liste des candidats à l'élection présidentielle et indique qu'Emmanuel Macron a obtenu 1 829 parrainages d'élus, soit moins que François Fillon (3 635) et Benoît Hamon (2 039), qui bénéficient de l'implantation locale de leurs partis politiques.

La candidature d'Emmanuel Macron reçoit le soutien officiel de personnalités telles que Pierre Bergé, Cédric Villani, Alain Minc, Jacques Attali, Bernard Kouchner, Daniel Cohn-Bendit, François Bayrou, Bertrand Delanoë, Michael Bloomberg, Robert Hue, Jean-Baptiste Lemoine, Jean-Louis Missika, Renaud Ducreuil, Geneviève Fioraso, Barbara Pompili, Jean-Yves Le Drian, Philippe Douste-Blazy, Dominique Perben, Manuel Valls<sup>246</sup>,

, Renaud, Jean-Louis Debré. 81 parlementaires, dont 54 socialistes, apportent leur soutien à Emmanuel Macron, ce qui pousse la droite à le présenter comme le candidat de la gauche et comme le « dauphin » de François Hollande.

Après avoir apporté son soutien, Bertrand Soubelet prend ses distances avec Emmanuel Macron, de par « les ralliements successifs tous azimuts et symboliques à bien des égards, à commencer par ceux de l'actuel gouvernement ». Le 22 mars 2017, le *Canard enchaîné* indique que le parti d'Emmanuel Macron travaille à une alliance électorale avec le Parti socialiste, afin d'avoir une majorité en cas de victoire ; le 28 mars, Emmanuel Macron exclut toute alliance d'appareil puisqu'il explique, avant l'annonce du soutien de Manuel Valls, que les élus d'autres partis devront le quitter s'ils veulent rallier En marche ! Au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril 2017, il est le candidat obtenant le plus de suffrages (24,01 %) et se qualifie donc face à Marine Le Pen pour le second tour. Dans son discours suivant le scrutin, il remercie François Fillon et Benoît Hamon, qui lui ont apporté leur soutien en vue du second tour, et appelle à un large rassemblement derrière lui.

Pendant l'entre-deux tours, Emmanuel Macron reçoit le soutien de plusieurs personnalités dont François Hollande dès le 24 avril, puis le 30 avril, celui de Jean-Louis Borloo, ou encore celui de Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères de l'Algérie. Le 4 mai 2017, à trois jours du second tour de l'élection présidentielle, il reçoit le soutien de l'ancien président des États-Unis, Barack Obama. Dans une vidéo, Obama souligne que « la réussite de la France importe au monde entier » et conclut son intervention par un « En marche ! », suivi d'un « Vive la France ! ». Mais l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron commet une erreur en traduisant les « liberal values » évoquées par Barack Obama par « valeurs libérales », là où il aurait plutôt fallu lire « valeurs progressistes », le mot « libéral » n'ayant pas du tout le même sens des deux côtés de l'Atlantique. Pendant l'entre-deux tours, Emmanuel Macron reçoit le soutien de plusieurs personnalités dont François Hollande dès le 24 avril, puis le 30 avril, celui de Jean-Louis Borloo, ou encore celui de Ramtane Lamamra, ministre des Affaires étrangères de l'Algérie. Le 4 mai 2017, à trois jours du second tour de l'élection présidentielle, il reçoit le soutien de l'ancien président des États-Unis, Barack Obama. Dans une vidéo, Obama souligne que « la réussite de la



France importe au monde entier » et conclut son intervention par un « En marche ! », suivi d'un « Vive la France ! ». Mais l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron commet une erreur en traduisant les « liberal values » évoquées par Barack Obama par « valeurs libérales », là où il aurait plutôt fallu lire « valeurs progressistes », le mot « libéral » n'ayant pas du tout le même sens des deux côtés de l'Atlantique. Le débat télévisé qui oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen le 3 mai est d'une violence inhabituelle. Emmanuel Macron est plutôt considéré comme le vainqueur de cette confrontation. D'après Gérard Courtois, éditorialiste au *Monde*, ce débat est le premier à avoir sensiblement modifié le rapport de forces entre les deux candidats finalistes d'une élection présidentielle au regard de l'agrandissement de l'écart observé entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

La presse est unanime : le débat télévisé entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron a été d'une brutalité inédite et confus à trois jours du second tour de l'élection présidentielle. Les deux finalistes se sont affrontés « au cours d'un débat d'entre-deux-tours d'une brutalité inédite qui a souvent manqué de hauteur et sans parvenir à instaurer un dialogue à la hauteur de l'enjeu », résume en une *Le Figaro*. « Pour la première fois, on a ressenti une

vraie volonté de ne pas écouter l'autre [...], une détestation parfois mal contrôlée », souligne *La Dépêche du Midi*. Un « débat brutal, violent de bout en bout », reconnaît *Le Monde* sur son site internet. « Jamais un débat de l'entre-deux-tour n'aura été aussi vif », précise en une *Le Parisien*. « On attendait un débat tendu, il fut brutal. Pas une seconde de courtoisie ou d'amabilité ou tout simplement de politesse », poursuit en pages intérieures le quotidien pour qui « pour le fond des programmes, on reste sur sa faim ». « Il y a beaucoup à dire sur les projets d'Emmanuel Macron, mais pas comme cela. Pas avec une grosse artillerie qui tire au hasard toujours le même boulet », s'emporte Laurent Joffrin, dans *Libération*. « On savait que ce serait du lourd et du brutal », ironise Patrice Chabanet, du *Journal de la Haute-Marne*. Avant de poursuivre plus sérieusement : « On a été servi. Le débat a été violent et l'électeur n'a rien appris de nouveau sur le fond. Il a assisté à un combat de rue. »

Le thème du combat de boxe inspire les éditorialistes. Les deux candidats se sont rendu « coup pour coup sur le ring explosif du débat présidentiel », relève Philippe Palat, du *Midi Libre*. Et pour lui, c'est « sans doute l'une des confrontations télévisées les plus

brutales, les plus chaotiques ». Xavier Brouet, du *Républicain lorrain*, a vu lui aussi un « rude combat » dans lequel « ne manquait que les gants de boxe ». « Le match a bien eu lieu. Celui des idées ? Pas sûr », ajoute-t-il. Denis Daumin, de la *Nouvelle République du centre-ouest*, a vu « la finale d'un gala de boxe » au cours « d'un débat s'égarant ou s'enlisant souvent ». « Tels deux boxeurs, ils ont commencé par quelques uppercuts. Au total, les échanges tenaient largement du dialogue de sourds », enrage Hubert Coudurier, du *Télégramme*. Ce fut « un duel au corps à corps, fougueux, direct, parfois cafouilleux à force de parole coupée », s'indigne Dominique Jung, des *Dernières Nouvelles d'Alsace*. Michel Urvoy, de *Ouest-France*, a assisté pour sa part à « un dialogue assez confus sur la forme, plus bruyant qu'éclairant, et sur le fond, rien de nouveau ». « Plus généralement, l'un a fait preuve d'un réalisme - budgétaire, fiscal... - au risque de paraître prudent. L'autre aligne des promesses - sociales surtout - dont il est impossible, au terme de ces échanges, d'apprécier le coût budgétaire [...] », souligne l'éditorialiste. « On attendait un échange de haut niveau, on a eu des invectives », constate avec une certaine amertume Bernard Stephan, dans *La Montagne*. Hervé Chabaud, de *L'Union/L'Ardennais*, a assisté lui à « une

cacophonie assommante, un brouhaha insupportable ». Et Philippe Marcacci, de *l'Est Républicain*, de regretter que « le débat que mérite l'élection présidentielle n'ait pas lieu ». « S'il n'est pas sûr que le résultat de dimanche s'en trouve bouleversé, ce débat d'entre-deux-tours fera date dans l'histoire politique française », résume Laurent Bodin dans *L'Alsace*. La faute, enfin et surtout, à une candidate, Marine Le Pen, qui a passé la majeure partie de son temps à attaquer son adversaire plutôt qu'à répondre aux questions qui lui étaient posées. Sur sa méthode pour relancer l'économie française ou pour réduire le nombre de chômeurs, notamment, la candidate du Front national n'a formulé aucune proposition. Et lorsque lui a été donnée l'occasion en fin d'émission de parler du sujet de son choix, celle-ci a préféré s'en prendre une fois de plus à son adversaire, qu'elle a dépeint tout au long de la soirée comme étant une créature de François Hollande et du monde de la finance : " Macron est le candidat de la mondialisation sauvage, de l'ubérisation, de la précarité, de la brutalité sociale, de la guerre de tous contre tous, du saccage économique de nos grands groupes, du dépeçage de la France par les grands intérêts économiques, du communautarisme. Et tout cela piloté par M. Hollande", a ainsi lancé Marine Le Pen en introduction, appelant à de

multiples reprises le candidat d'En Marche ! "M. le ministre de l'Économie" ou encore "M. le conseiller de M. Hollande". La stratégie de la candidate frontiste était claire : raccrocher sans cesse Emmanuel Macron au bilan du gouvernement sortant et lui accoler coûte que coûte l'étiquette socialiste, tout en le mettant directement en cause en citant divers dossiers industriels. "Vous n'êtes pas la candidate de l'esprit de finesse" ni "de la volonté d'un débat démocratique équilibré et ouvert", lui a rétorqué Emmanuel Macron. "Mensonges !", "Grandes bêtises !", "Vous ne connaissez pas vos dossiers !", l'a-t-il aussi régulièrement accusée durant les 2 h 30 de direct, tout en s'attachant à endosser le costume du présidentiable en listant ses différentes propositions pour chaque thème abordé. Marine Le Pen s'est toutefois montrée plus à l'aise sur ses sujets de prédilection : le terrorisme et l'insécurité, accusant notamment son adversaire de "complaisance pour le fondamentalisme islamiste". "Il faut que l'on expulse tout de suite les fichés S étrangers qui sont sur notre territoire, a-t-elle affirmé. Tous ceux qui, étrangers sur notre territoire, ont un lien avec le fondamentalisme islamiste : dehors, dehors ! Tous ceux qui sont binationaux, on mettra en œuvre la déchéance nationale." Emmanuel Macron a lui aussi lancé des attaques contre

Marine Le Pen, pointant notamment ses récentes "bidouilles" sur sa proposition de sortie de l'euro ou sur le financement de certaines de ses réformes, comme l'abaissement de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans. Le plus mémorable d'entre eux – lorsque la présidente du Front national a tenté de railler les propos du candidat d'En Marche ! sur les militants frontistes, de plus en plus présents "dans les campagnes", en citant la série télévisée *Les Envahisseurs* – n'a d'ailleurs pas tardé, pour le plus grand plaisir des internautes, à devenir viral sur les réseaux sociaux. Mais pour ceux que les parodies et autres mêmes Internet n'amuse guère et qui espéraient un débat ayant un minimum de tenue, il était sans doute préférable, à ce moment très précis, d'oublier le concept même de stature présidentielle.

Un rapport présenté le 25 avril 2017 par l'entreprise japonaise de cybersécurité Trend Micro affirme qu'En marche ! A été la cible de tentatives d'hameçonnage en mars. Selon Trend Micro, le responsable de ces attaques informatiques est le groupe de hackers russes Pawn Storm, également connu sous le nom de Fancy Bears, Tsar Team ou APT28, déjà accusé d'avoir visé le Parti démocrate durant la campagne présidentielle d'Hillary Clinton aux États-Unis. Ce groupe

est soupçonné de liens avec les services de sécurité russes, ce qui serait le signe de la volonté de Moscou d'influencer les scrutins des pays occidentaux. Le porte-parole du Kremlin nie toute implication dans la campagne française.

Le 5 mai 2017, des milliers de documents internes à l'équipe d'Emmanuel Macron (e-mails, photos et documents comptables représentant 9 gigaoctets de données) sont postés sur Pastebin, un site qui permet le partage anonyme de documents. Ces documents sont relayés à 20 h 35 par le forum 4chan, notamment fréquenté par l'extrême droite américaine et par des comptes Twitter pro-Trump, avec la mention « #MacronLeaks », avant d'être relayés à 21 h 31 par WikiLeaks, qui leur donne une visibilité mondiale, et à 23 h 40 par Florian Philippot, bras droit de Marine Le Pen. Dans un communiqué de presse diffusé à 23 h 55, quelques minutes avant la clôture de la campagne officielle, l'équipe d'Emmanuel Macron annonce avoir été « victime d'une action de piratage massive et coordonnée donnant lieu ce soir à la diffusion sur les réseaux sociaux d'informations internes de nature diverse (mails, documents comptables, contrats...) ». Elle prévient que « ceux qui font circuler ces documents ajoutent à des documents authentiques nombre

de faux documents afin de semer le doute et la désinformation ». Le 6 mai, la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale demande aux organes de presse « de ne pas rendre compte du contenu de ces données, en rappelant que la diffusion de fausses informations est susceptible de tomber sous le coup de la loi, notamment pénale ».

Le 7 mai 2017, il est élu président de la République au second tour de scrutin avec 66,10 % des suffrages exprimés contre 33,90 % pour Marine Le Pen, lors d'un second tour qui marque des taux record de 25,44 % d'abstention, 6,35 % de votes blancs et 2,21 % de votes nuls<sup>272</sup>. Le lendemain, il démissionne de la présidence d'En marche ! Catherine Barbaroux assure l'intérim, pour mener la campagne des élections législatives de juin, les sondages accordant à son parti la première place au premier tour. Emmanuel Macron participe aux commémorations de la fin de la Seconde Guerre mondiale le 8 mai 2017, aux côtés de François Hollande, à la suite de l'invitation de ce dernier<sup>276</sup>. Le 14 mai 2017, Emmanuel Macron est investi président de la République française. Le lendemain, il confie la fonction de Premier ministre à Édouard Philippe, membre des Républicains (LR), parti de François Fillon. Édouard Philippe forme



un gouvernement comprenant des personnalités de gauche, de droite, du MoDem et des membres de la société civile. Ce gouvernement, qui comprend 18 ministres et quatre secrétaires d'État, ne respecte pas l'engagement de campagne d'Emmanuel Macron de nommer 15 ministres au maximum. Emmanuel Macron effectue, durant les premières semaines de sa présidence, plusieurs déplacements, rencontres et conférences à l'international : rencontre avec Angela Merkel à Berlin, sommet de l'OTAN, où il a son premier tête-à-tête avec Donald Trump, sommet du G7, rencontre à Versailles avec le président russe, Vladimir Poutine. Il répond à Donald Trump après l'annonce de la sortie des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat ; dans sa réponse, prononcée en français puis en anglais, il conclut en paraphrasant le président américain en déclarant « *Make our planet great again* ».

Le début du quinquennat d'Emmanuel Macron est également marqué par l'affaire Richard Ferrand, du nom du ministre de la Cohésion des territoires, accusé de conflits d'intérêts, et par des accusations d'emplois fictifs visant le MoDem, parti de François Bayrou, tout juste nommé ministre de la Justice. Ces scandales interviennent en pleine préparation d'une loi sur la « moralisation » de la vie politique portée par François Bayrou. Qualifié

par certains observateurs de social-libéral ou de social-démocrate , soutenu à l'aile droite du Parti socialiste et par une partie de la droite, il est en faveur du rétablissement de l'équilibre des finances publiques et du libre jeu du marché, c'est-à-dire partisan d'une politique comme celles menées par Clinton, Blair ou Schröder en leur temps et s'apparentant à la troisième voie. En 2014, il se présente comme socialiste et rejette l'étiquette de libéral « si l'idée, c'est de laisser fonctionner le marché comme étant la loi du plus fort ». Il se définit finalement comme tel à partir de l'automne 2015, à la fois sur les plans politique et économique, tout en précisant, selon les occasions, que le libéralisme est « une valeur de la gauche » ou n'est « ni de droite ni de gauche », et qu'il n'est pas « ultra-libéral », préconisant « un socle de solidarité collective, de régulation ». Lors d'une visite en Vendée en août 2016, il déclare : « L'honnêteté m'oblige à vous dire que je ne suis pas socialiste ». Il précise ensuite faire partie d'un « gouvernement de gauche » et voulant « servir l'intérêt général », comme tout « ministre de la République ». Dans son ouvrage *Révolution* publié en novembre 2016, il se présente à la fois comme un « homme de gauche » et un « libéral », « si par libéralisme on entend confiance en l'homme ». Selon l'his-

torien Gilles Richard, spécialiste de l'histoire des droites au XXe, Emmanuel Macron est un « libéral-libertaire » qui associe néolibéralisme économique et libéralisme socioculturel et appelle autant à l'acceptation de la mondialisation économique que culturelle. Avec son parti En marche !, il entend dépasser le clivage existant entre la gauche et la droite, à l'instar de François Bayrou ou de Jacques Chaban-Delmas par le passé, estimant que « le vrai clivage dans notre pays est entre progressistes et conservateurs ». Ses prises de position mêlent des mesures considérées comme étant « de gauche » et d'autres « de droite », lui valant d'être situé à l'« extrême centre ». Il rejette toutefois le qualificatif de centriste, affirmant qu'il n'est « pas un nouveau Lecanuet ». Le politologue Luc Rouban relève que ce positionnement est « un classique qui s'est concrétisé par les tentatives réitérées des candidats centristes depuis des décennies. Seul Valéry Giscard d'Estaing s'est fait élire sur ce positionnement et sa politique a été celle d'un homme de droite ». Avec le lancement d'En marche ! et le recours à une rhétorique antisystème, il est également qualifié de populiste par certains observateurs et en particulier par Manuel Valls, sous la forme d'une accusation ; Emmanuel Macron rejette ce qualificatif.

D'après *Les décodeurs du Monde*, 41 % de ses propositions en 2017 sont originales ; 37 % sont proches de celles de François Hollande en 2012 (proximité soulignée par Richard Ferrand, secrétaire général d'En marche !) ; 21 % sont proches de celles de François Fillon en 2017 ; et 19 % sont proches de celles de Benoît Hamon en 2017. Cette proximité avec des idées de gauche comme de droite provoque des critiques et des moqueries présentant Emmanuel Macron « toujours d'accord avec tout le monde ». Celui-ci assume ce qu'il considère comme étant du « pragmatisme » et réplique que « ce qui épuise notre vie politique, c'est qu'on puisse faire croire [...] qu'on est en désaccord sur tout quand on est adversaires ». Nicolas Truong, dans le journal *Le Monde* met en exergue, dans les modes de raisonnement d'Emmanuel Macron, l'influence de Paul Ricoeur dont il a été brièvement un des assistants, et le respect des points de vue opposés lorsqu'ils sont exposés dans le cadre d'une argumentation rationnelle : « le macronisme est un syncrétisme.

Aussi bien un bonapartisme social qu'un progressisme libéral, aussi bien un dégagisme oligarchique qu'un libéralisme transcendantal. ». Il est perçu comme une manifestation de la demande de renouvellement

du personnel politique mais des intellectuels et commentateurs politiques s'interrogent aussi sur le but de sa candidature à l'élection présidentielle 2017, ainsi que sur l'origine des financements de sa campagne et la teneur réelle de son programme électoral. Proche, à partir de 2002, de l'ancien Premier ministre socialiste Michel Rocard et considéré comme un des héritiers de ce dernier, Macron se réclame lui-même de sa filiation et indique qu'il « est celui qui [l]'a fait venir à l'action politique », tout en se disant « très différent » de lui, notamment concernant l'attachement au PS. Commentant, peu avant sa mort, son profil et celui de Manuel Valls, qui s'inscrit également dans sa filiation, Michel Rocard évoque deux hommes « formés par un parti amputé » et évoluant dans une société où « la conscience de porter une histoire collective a disparu alors qu'elle était notre ciment ». Pierre-Yves Cosse souligne que si « leurs orientations politiques convergent », « Michel Rocard attache une grande importance théorique et pratique à des dispositifs se situant à la marge du capitalisme, l'économie sociale et toutes les formes d'expérimentation sociale », tandis qu'« Emmanuel Macron a une connaissance et une pratique approfondie des mécanismes de financement et fait confiance aux banques » ; de même, sur le plan de la « méthode poli-

tique », de nombreux « points communs » côtoient « deux différences majeures ; l'argent et les partis politiques ». Emmanuel Macron revendique également une filiation politique avec Pierre Mendès France et François Mitterrand. Il est parfois comparé à Valéry Giscard d'Estaing : tous deux sont en effet inspecteurs des finances, deviennent ministres très jeunes avec des attributions dans le domaine de l'économie et des orientations proches en la matière, affichent très tôt l'ambition d'être élu président de la République et apparaissent comme des figures de renouveau dans la vie politique française. Valéry Giscard d'Estaing reconnaît lui-même en 2016 qu'Emmanuel Macron lui ressemble « probablement un peu », mais conseille à ce dernier d'acquérir une expérience ministérielle plus longue. Certains analystes soulignent néanmoins que si l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 a bel et bien constitué une surprise, ce dernier disposait alors d'une expérience gouvernementale et politique plus importante et du soutien d'un groupe parlementaire conséquent.

Il est également comparé à Georges Pompidou, tous deux ont brièvement milité au parti socialiste, sont passés chez Rothschild & Cie, ont développé un intérêt pour les humanités et

collaboré avec un président de la République avant de prendre leurs distances ou encore à Edgar Faure pour ses propos contre « l'immobilisme » et sa volonté de transcender le clivage gauche-droite. Pour l'historien Mathias Bernard, « Emmanuel Macron se rattache à la tradition centriste en France » tout en s'en distinguant par « la façon dont il assume complètement le présidentia- lisme et la personnalisation du pouvoir propre à la V<sup>e</sup> République ». Emmanuel Macron émerge en même temps que des mouvements européens aux positions similaires tels que La Rivière en Grèce, le Choix civique pour l'Ita- lie de Mario Monti, NEOS en Autriche ou encore Ciudadanos en Espagne. Albert Rivera, président-fondateur de Ciudadanos, apporte son soutien à Emmanuel Macron pendant sa campagne présidentielle en voyant en lui un « réformiste ».

Le parcours politique d'Emmanuel Macron est jalonné de déclarations qui déclenchent des polémiques et se voient parfois baptisées du nom générique de « macronades » dans les médias ; ceux-ci se demandent dans quelle mesure ces propos peuvent être spontanés ou, au contraire, intégrer une stratégie de commu- nication. Le terme plus péjoratif de « macrone- rie » est également utilisé. Un an avant l'élection présidentielle de 2012, il consacre un

article aux contraintes qui pèsent sur l'action politique dans la revue *Esprit*. Face à l'apparition, « depuis une vingtaine d'années », d'« un *hiatus* entre l'émergence des problèmes de long terme, complexes, structurels, parfois mondiaux, et des urgences économiques, sociales, démocratiques dont le non-traitement immédiat est perçu comme insupportable par les opinions publiques », il présente l'échéance électorale à venir comme un « spasme [...] autour duquel tout se contracte et lors duquel tous les problèmes doivent trouver une réponse », et met en cause l'inadaptation de « la notion de programme politique » aux nécessités de l'action politique. Plaidant pour la « recomposition » de cette dernière, il propose une « redéfinition claire des responsabilités politiques » entre les différentes collectivités territoriales ; « l'animation permanente du débat », qu'il rattache à « la double vertu du parlementarisme et de la démocratie sociale » ; et l'attribution au personnel politique de la responsabilité d'énoncer « une vision d'ensemble, un corpus théorique de lecture et de transformation du social », plutôt qu'« un discours technique qui égrène des mesures ». En juillet 2015, dans une interview donnée à l'hebdomadaire *Le I*, il regrette l'absence de la figure du roi dans la vie politique française : « Il y a dans le processus



démocratique et dans son fonctionnement un absent. Dans la politique française, cet absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort. La Terreur a creusé un vide émotionnel, imaginaire, collectif : le roi n'est plus là ! [...]. »

Certains médias ont rappelé que cette position prétendument royaliste faisait référence à la notion de monarque républicain. Après avoir démissionné du gouvernement, il indique avoir pour modèles le général de Gaulle et François Mitterrand, qui avaient selon lui « une capacité à éclairer, une capacité à savoir, une capacité à énoncer un sens et une direction ancrées dans l'histoire du peuple français » ; il ajoute qu'il ne croit pas au « président normal », image sur laquelle François Hollande avait fait campagne, qu'il identifie à « une présidence de l'anecdote, de l'événement et de la réaction [qui] banalise la fonction ». En septembre 2015, lors d'un forum organisé par le journal *Le Monde*, Emmanuel Macron affirme qu'il n'a pas l'intention de se présenter aux élections législatives de 2017 et déclare qu'être député « pour peser au parti, pour être qui ministre, qui Premier ministre, qui président de la République », « est le cursus honorum d'un ancien temps ». Il préconise d'« introduire davantage

de proportionnelle, sans nuire à l'efficacité de notre système démocratique ».

En octobre 2016, lorsqu'il expose la première synthèse de son « diagnostic sur l'état de la France », il propose d'introduire le scrutin proportionnel à l'Assemblée nationale et, « de façon massive », au Sénat ; de limiter le cumul des mandats, y compris dans le temps ; de mettre en place des incitations ou des sanctions financières pour l'introduction des personnes non encartées sur les listes électorales ; de mettre en place des formations pour aider les citoyens à accéder aux fonctions d'élus et pour aider les responsables politiques à revenir à la vie normale ; d'obliger le président de la République à rendre des comptes chaque année de son mandat devant une commission de citoyens tirés au sort ; d'obliger les ministres à passer une audition parlementaire avant d'être nommés<sup>368</sup> ; de « subordonner l'accès à la vie électorale à un casier judiciaire vierge ». Macron est présenté par certains observateurs comme europhile et fédéraliste. Mais Il indique quant à lui qu'il n'est « pas un européiste, pas un eurosceptique, ni un fédéraliste au sens classique », mais présente En marche ! comme « la seule force politique pro-européenne » en France. En la matière, il se

réclame de la « philosophie [...] portée durant nombre d'années par Jacques Delors ».

En juin 2015, il publie avec son homologue allemand Sigmar Gabriel une tribune plaidant pour une poursuite de l'intégration européenne. Ils y préconisent la poursuite « des réformes structurelles [...], des réformes institutionnelles (notamment dans le domaine de la gouvernance économique) », mais également un rapprochement « des systèmes fiscaux et sociaux (via, par exemple, des salaires minimums mieux coordonnés ou une harmonisation de l'impôt sur les sociétés) ». Il prône la création d'un poste de « commissaire responsable de la zone euro, ainsi qu'un Parlement de la zone euro » et un budget commun pour celle-ci. Il se dit « favorable au renforcement des mesures anti-dumping, qui doivent être plus rapides et plus puissantes, comme aux États-Unis. Nous devons également mettre en place au niveau européen un contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques, pour protéger une industrie essentielle à notre souveraineté ou garantir la maîtrise européenne des technologies clés ». En juillet 2015, tout en mettant en cause la « question biaisée » du référendum grec, il appelle à ne pas provoquer « une sortie automatique » de la Grèce de la zone euro et à « ne pas faire le traité de Versailles de la zone euro » en cas

de victoire du « non ». Il estime que les dirigeants grecs et européens ont « coproduit » la crise de la dette publique grecque. Il considère également que l'accord conclu à l'été 2015 entre la Grèce et ses créanciers, impulsé notamment par François Hollande, « ne purge pas le sujet de la dette », rejoignant ainsi les critiques du Fonds monétaire international. En juin 2016, il critique la politique de rigueur imposée à la Grèce, qu'il ne juge pas soutenable, et prône la mise en place conjointe de « mécanismes de solidarité budgétaire et financière » et d'un mécanisme de restructuration des dettes publiques dans la zone euro. Très critique du rôle de François Hollande dans la crise grecque, Yánis Varoufákis, ministre des Finances du premier gouvernement d'Alexis Tsípras, se montre élogieux envers Emmanuel Macron, qui était selon lui « le seul ministre français de l'administration de François Hollande qui semblait comprendre ce qui était en jeu au sein de la zone euro » et qui a, d'après lui, « essayé de jouer les intermédiaires entre nous et la troïka de nos créanciers même si on ne lui a pas permis de jouer ce rôle ». Concernant le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA puis TTIP), il estime en juin 2016 que « les conditions ne sont pas remplies » mais appelle à ne pas « fermer la porte de toute éternité » et dé-

fend « la nécessité d'un lien fort avec les Américains ».

En février 2017, Emmanuel Macron est le seul candidat à la présidentielle ouvertement favorable à l'Accord économique et commercial global (CETA) établi entre le Canada et l'Union européenne. Il critique le blocage du gouvernement wallon, tout en reconnaissant que ses revendications sont pertinentes ; il estime ainsi qu'il ne fallait pas faire valider le traité par les Parlements nationaux car « cela décrédibilise l'Europe ». Entre les deux tours de l'élection présidentielle, il s'engage à créer une commission « indépendante » chargée d'évaluer, dans les trois premiers mois, les conséquences sanitaires et environnementales de ce traité.

En mars 2017, Emmanuel Macron est invité à la *Hertie School of Governance* de Berlin sur le thème « Quel avenir pour l'Europe ? », avec l'homme politique Sigmar Gabriel et le philosophe allemand Jürgen Habermas. Habermas rappelle sa vision de l'Europe autour de l'« unification » et la « solidarité », et termine son allocution en louant Macron, candidat à la présidentielle française. Macron affirme ensuite que « l'aventure européenne est par essence « mue par une logique de désir » », et non pas une logique de séparation.

Cette rencontre est qualifiée d'« événement » par *Die Welt* qui dénonce cependant l'« illusion d'unité qu'incarnait cette troïka », au motif que Macron n'est plus socialiste et « fait en sorte que le Parti socialiste français, potentiel allié de Sigmar Gabriel, connaisse le même sort que le parti frère néerlandais [qui a chuté à moins de 6 % des suffrages le 15 mars] ». Jürgen Habermas réitère son soutien à Macron juste avant les élections et écrit que sa victoire serait « une véritable rupture dans l'histoire de la République française depuis l'après-guerre ». Il souhaite la création d'un « Erasmus pour tous » avec l'obligation pour les étudiants de passer six mois en scolarité ou en apprentissage à l'étranger. Lors des meetings de sa campagne présidentielle, il fait acclamer l'Union européenne et ses partisans sont encouragés à brandir des drapeaux européens, soit « du jamais vu » depuis la campagne d'Europe Écologie menée à l'occasion des élections européennes de 2009 selon Jean Quatremer.

Ses propositions présidentielles pour la défense sont dans la continuité de ligne menée par Jean-Yves Le Drian, incluant une implication dans l'OTAN, mais il s'en singularise par sa volonté de mettre en place un service national universel et obligatoire d'un mois. Ses rela-

tions avec la Russie sont l'objet de différentes supputations. Ministre de l'Économie, Emmanuel Macron se donne pour objectif la levée des sanctions économiques. Candidat à l'élection présidentielle, ses affinités profondes demeurent obscures aux observateurs tant russes que français. Le 29 mai 2017, le président de la République Macron rencontre le président russe au château de Versailles et annonce la création d'un « forum franco-russe des sociétés civiles, le dialogue du Trianon ». En déplacement au Proche-Orient début 2017, il se définit dans une position médiane « à mi-chemin de la politique d'ostracisation du régime Assad et de soutien exclusif à la rébellion » suivie par la France depuis 2011. Toutefois en avril 2017, Emmanuel Macron a proposé une éventuelle intervention militaire contre le régime d'Assad. Opposé au mouvement BDS, il refuse de se prononcer sur la reconnaissance de l'État de Palestine.

Durant la campagne présidentielle de 2012, alors qu'il est davantage favorable à la suppression de niches fiscales, il déclare en petit comité au sujet de la proposition de François Hollande de taxe à 75 % sur les très hauts revenus : « C'est Cuba sans le soleil ! ». Lorsque le ministre de l'Industrie Arnaud Montebourg tente de sauver les emplois menacés du site ArcelorMittal de Florange, il affirme que

la « gauche romantique » doit ouvrir les yeux, et ajoute : « La gauche est censée changer le réel mais, compte tenu des contraintes, changer le réel sera compliqué. » S'il n'est pas hostile à l'option de nationaliser les hauts fourneaux, il estime qu'Arnaud Montebourg s'enferme trop dans cette unique solution.

En octobre 2013, il déclare à *Mediapart* : « On ne peut plus présenter la gauche comme l'extension infinie des droits. [...] L'idéologie de gauche classique ne permet pas de penser le réel tel qu'il est. Il nous manque des outils – il faut le reconnaître. La gauche n'a pas assez repensé ses objets. [...] Ce qu'on appelle de manière un peu vieillotte le « socialisme de l'offre », c'est faire attention à la répartition de la charge entre les différents acteurs de l'économie. [...] Ce « socialisme de l'offre » suppose donc de revisiter un des réflexes de la gauche, selon lequel l'entreprise est le lieu de la lutte des classes et d'un désalignement profond d'intérêts. [...] La gauche moderne est celle qui donne la possibilité aux individus de faire face, même aux coups durs. Elle ne peut plus raisonner en termes de statuts. La société statutaire où tout sera prévu va inexorablement disparaître. »

Dans une interview accordée au *Point* la veille de sa nomination comme ministre de



l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Valls II, il déclare : « Nous pourrions autoriser les entreprises et les branches, dans le cadre d'accords majoritaires, à déroger aux règles de temps de travail et de rémunération. C'est déjà possible pour les entreprises en difficulté. Pourquoi ne pas étendre à toutes les entreprises, à condition qu'il y ait un accord majoritaire avec les salariés? » Le cabinet du Premier ministre indique alors que le gouvernement « n'a pas l'intention de revenir sur la durée légale du travail à 35 heures », dont la modification éventuelle « relève de discussions entre partenaires sociaux » que l'exécutif « respectera ».

Début janvier 2015, Emmanuel Macron donne une interview au journal *Les Échos*, dans laquelle il déclare : « Il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires. » Cette prise de position déclenche un tir de barrage depuis son camp, y compris de la part du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis. Au-delà du Front de gauche et du PCF qui expriment le rejet de cette idée, la phrase entraîne des commentaires ironiques à droite. En définitive, la presse doute que ce genre de sortie aide le ministre à faire passer sa loi. Emmanuel Macron juge « intéressante » l'idée d'instituer un revenu de base. En novembre 2016, il prône

la fin des 35 heures pour les jeunes. Il réfute cependant cette mesure en décembre lors d'un meeting de campagne, en déclarant que la durée légale du temps de travail « doit rester à 35 heures ». Durant la campagne présidentielle, il reprend une des mesures phares de Nicolas Sarkozy en l'aménageant : l'exonération de charges sociales sur les heures supplémentaires.

Pour l'universitaire Frédéric Lebaron, « la croyance économique portée par Emmanuel Macron est un concentré de la doctrine promue par l'oligarchie financière publique depuis des décennies ». Certains observateurs soulignent l'absence de nouveauté de la plupart de ses propositions de campagne en matière économique et sociale ou leur continuité avec la ligne des précédents gouvernements socialistes et de la sienne en tant que ministre de l'Économie. Certaines de ses prises de position en matière d'économie s'avèrent isolées sur l'échiquier politique français, telles que l'adaptation du temps de travail à l'âge des salariés ou le droit au chômage en cas de démission ; d'autres sont défendues à droite, comme la nationalisation de l'Unédic ou le droit au chômage pour les travailleurs indépendants. Il salue les réformes économiques menées au Royaume-Uni dans les années 1980 et

prône le « modèle scandinave ». En 2017, Jean Pisani-Ferry, coordinateur de son programme, déclare que « l'avenir de la France, ce ne sont pas les réformes britanniques des années 80 » et prône lui aussi le « modèle scandinave » concernant l'« approche du travail ». L'universitaire Bruno Palier considère cependant que si le programme d'Emmanuel Macron comporte bien « des réformes qui ressemblent à celles mises en œuvre par l'État-providence des pays scandinaves » telles que le « développement de la formation professionnelle », « la création d'un système unique de retraite et [...] la flexisécurité », « il lui manque cependant [...] la logique globale de ce modèle fondé sur l'égalité et l'investissement dans le capital humain, mais aussi sa cohérence économique, qui est basée sur l'innovation, la montée en gamme et la qualité ». En février 2017, il annonce vouloir supprimer 120 000 postes de fonctionnaires en ne renouvelant pas certains postes, « 70 000 venant des collectivités et 50 000 de l'État ».

Sur le plan économique, le journaliste spécialisé Romaric Godin note dans *La Tribune* que le programme d'Emmanuel Macron évite soigneusement de traiter la question de la régulation financière. Selon lui, les rapports privilégiés qu'entretient le candidat avec le milieu de la haute finance et des banques d'af-

faïres posent d'autant plus question que ce milieu pense détenir depuis quarante ans la «vérité» d'un certain ordre financier mondialisé dont les excès et les dérégulations aboutissent pourtant aujourd'hui à des crises économiques majeures. L'économiste Eric Heyer, de l'OFCE, estime qu'Emmanuel Macron tient un « double discours » au sujet de la rémunération : « D'un côté, le coût du travail des smicards est trop élevé, de l'autre les salaires des grands patrons sont trop faibles ». Sur plusieurs points, Emmanuel Macron tient, à quelques mois de distance, des propos contradictoires ou opposés : c'est le cas notamment pour les 35 heures, le droit du travail, l'indemnisation dégressive du chômage, le diesel, le cannabis, la colonisation ou le mariage pour les couples de même sexe. Parmi les promesses de la campagne présidentielle de 2017, il déclare vouloir exonérer 80 % des Français de la taxe d'habitation, l'État prenant en charge le déficit de ressources pour les communes.

En juillet 2016, lors du premier meeting d'En marche !, il annonce être contre l'interdiction du voile à l'université, prenant les propos de Manuel Valls à ce sujet à contre-pied : « Je ne crois pas pour ma part qu'il faille inventer de nouveaux textes, de nouvelles lois, de nouvelles normes, pour aller

chasser le voile à l'université, pour aller traquer ceux qui lors des sorties scolaires peuvent avoir des signes religieux ». Réagissant à des propos tenus par Manuel Valls et Jean-Pierre Chevènement sur la pratique de l'islam, il « dénonce les considérations qui demandent à des citoyens d'être « discrets », parce que les précédents historiques où l'on a demandé la discrétion en matière de religion ne sont pas à l'honneur de la République. Le 12 septembre 2016, il rencontre le 14<sup>e</sup> dalaï-lama. Après l'élection de Macron à la présidence de la République française, rappelant leur conversation lors de cette rencontre, le dalaï-lama lui écrit en le félicitant : « Comme la France est l'un des piliers de l'Union européenne, je suis convaincu que vous pourrez jouer un rôle actif avec succès en relevant les défis qui nous attendent ». Le 6 octobre, il se plaint « des écoles confessionnelles qui enseignent la haine de la République, professent des enseignements essentiellement en arabe ou, ailleurs, enseignent la Torah plus que les savoirs fondamentaux ». Cette déclaration déclenche une vive polémique et des réactions du Fonds social juif unifié (FSJU), responsable des écoles confessionnelles juives.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Marianne* le 1<sup>er</sup> octobre 2016, Emmanuel Macron déclare au sujet des musulmans :

« Dans le champ public, je ne leur demande qu'une seule chose : qu'ils respectent absolument les règles. Le rapport religieux renvoie à la transcendance et, dans ce rapport-là, je ne demande pas aux gens d'être modérés, ce n'est pas mon affaire. Dans sa conscience profonde, je pense qu'un catholique pratiquant peut considérer que les lois de la religion dépassent les lois de la République. Simplement, à chaque instant où il est dans le champ public, les lois de la République prévalent sur les lois religieuses ».

En matière de santé, Emmanuel Macron entend « décloisonner les professions », en faisant notamment « entrer des praticiens privés à l'hôpital ». Il ne remet pas en cause le dispositif du tiers payant mais estime qu'il faut revenir sur le paiement des médecins à l'acte « pour faire face à la surcharge de travail » ainsi qu'à « une nouvelle sociologie de médecins qui veulent travailler autrement », mais aussi pour « un problème d'efficacité ». Il propose de « construire une stratégie pluriannuelle qui permette d'intégrer les investissements massifs nécessaires, les innovations technologiques et organisationnelles », et de « refonder » l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM). Il estime que le plan Juppé de 1995 concernant

l'assurance maladie était une réforme « nécessaire, mais sur le plan démocratique elle n'avait pas été expliquée ». Il propose de « prendre en charge à 100 % l'optique, l'audition et le dentaire », une mesure qui, selon le quotidien *Les Échos*, coûterait 4,4 milliards sans que le candidat ne précise si ce surcoût sera payé par la Sécurité sociale ou par les mutuelles. Emmanuel Macron estime que le projet de réforme avorté sur la déchéance de la nationalité n'était pas une « solution concrète » et juge que « la prolongation sans fin de l'état d'urgence pose des questions, et des questions légitimes » ; il prône des moyens accrus pour les services de renseignement. Il appelle de ses vœux un rétablissement de la police de proximité et considère que « sur la gestion de certains grands risques il faut déléguer aux associations », voire au secteur privé. Il estime que sa proposition de mettre à disposition de chaque jeune majeur un « *pass culture* » de 500 euros pourrait participer à encourager « les jeunes à découvrir la culture de leur pays et entend les éloigner du terrorisme ». Il voudrait obliger les entreprises proposant des services de messagerie chiffrés à coopérer avec la justice sur les affaires terroristes.

Emmanuel Macron considère en 2015 que la France peut accueillir davantage d'immigrés, qu'il juge bénéfiques d'un point de vue économique. En 2015, il se dit confiant sur la capacité de la France à accueillir davantage d'immigrés, dont il salue l'arrivée sur le sol européen, notamment sur le plan économique. Il estime en 2016 que Frontex « n'est pas un programme suffisamment ambitieux » et appelle à davantage d'investissements « sur les garde-côtes, les garde-frontières, car qui entre à Lampedusa ou ailleurs concerne chaque pays européen ». Il associe cette mesure à « un véritable système de carte d'identité commun ». Concernant les demandes d'asile, il estime que « les délais d'examen [...] doivent être considérablement abrégés » et que toutes les personnes dont les demandes échouent « doivent être reconduites à la frontière ». En janvier 2017, contrairement à plusieurs socialistes, dont Manuel Valls, il apporte son soutien à la politique d'accueil des migrants conduite par Angela Merkel en Allemagne. En avril 2017, il propose des sanctions à l'encontre de la Pologne et de la Hongrie en raison de leur refus d'accepter sur leur sol des migrants, ce qui suscite l'indignation des représentants polonais.



Dans la perspective de la Conférence de Paris de 2015 sur le climat, il appelle à « accélérer la transition écologique » et prône un « équilibre entre impératif écologique et exigence économique », objectif que recherche selon lui le gouvernement en luttant « sur cinq fronts » : « innovation » ; « simplification » ; « renforcer notre efficacité énergétique et [...] réduire le recours aux énergies fossiles » ; « compétitivité énergétique » ; action « en Europe et à l'international ». En 2016, il propose que la France « sécuris[e] ses approvisionnements dans les matières les plus stratégiques au moyen de trois leviers : l'économie circulaire et la récupération des matières contenues dans les produits en fin de vie [...] ; la diversification des approvisionnements pour s'affranchir des risques géopolitiques [...] et faire jouer la concurrence ; la création de nouvelles mines en France, de taille raisonnée et obéissant aux meilleurs standards environnementaux et sociaux ». Pendant sa campagne, il indique vouloir respecter les engagements de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte, fermer toutes les centrales à charbon encore existantes en France et ne plus donner de nouveau permis d'exploitation des hydrocarbures.

Durant l'été 2016, il prend la défense du diesel, auquel il estime qu'il ne faut « pas faire la chasse » car il « reste au cœur de la politique industrielle française ». Cette prise de position pour ce carburant polluant s'inscrit dans les suites de l'Affaire Volkswagen et lui vaut les foudres de son camp politique. Macron s'exprime également en faveur de la filière nucléaire, qui est selon lui « un choix français et un choix d'avenir ». Concernant le projet d'aéroport du Grand Ouest, il estime d'abord qu'il « relève d'un modèle qui n'a plus cours aujourd'hui » mais « qu'il faut lancer la construction parce que la consultation a eu lieu ». Il indique ensuite qu'il se donnerait six mois, s'il était élu président, pour statuer sur ce projet après un examen comparatif avec l'alternative d'un aménagement de l'aéroport de Nantes Atlantique, sous l'autorité d'un « médiateur indépendant ». Il dit également refuser toute « évacuation de la ZAD par la violence ». Sur la question de la chasse, il considère que « ceux qui opposent environnement et chasse ont un combat de retard » et entend défendre les revendications des chasseurs. L'association écologiste L214 le juge « très défavorable » aux droits des animaux et lui attribue la note globale de 5 sur 20 pour ses positions sur les thèmes les concernant. Greenpeace considère « bien fade » son pro-

gramme environnemental. Toutefois, le 1<sup>er</sup> juin 2017, il s'élève contre la décision de Donald Trump de retirer les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, lors d'une allocution télévisée qu'il prononce en français puis en anglais où il explique que Trump a commis « une faute pour l'avenir de notre planète » et qu'il « n'y a pas de plan B car il n'y a pas de planète B », rappelle « l'implication totale » de la France et de beaucoup d'autres pays pour pleinement respecter cet accord, et conclut son intervention en paraphrasant le slogan de campagne du président américain (« Make America Great Again ») par « Make our Planet Great Again », une formule qui fait le tour du monde.

Emmanuel Macron propose de relancer « de manière brutale » la production de logements par « une politique de l'offre », quitte à « réduire » des « normes », « certains droits et certaines capacités de recours » pour « accélérer les opérations » immobilières. Pour *L'Obs*, les propositions d'Emmanuel Macron en matière d'éducation s'inscrivent dans les pas « des ministres de l'Éducation qui se succèdent rue de Grenelle depuis dix ans » et « font largement consensus » ; elles s'inscrivent « dans l'esprit de la loi de refondation de l'école de l'ex-ministre de l'Éducation Vincent Peillon (priorité

au primaire), avec un soupçon de libéralisme de droite (plus d'autonomie aux écoles) et un message rassurant envoyé aux élites sociales (maintien des classes prépas et des grandes écoles puisque le système marche) ». Il propose que les réseaux d'éducation prioritaire (ex-ZEP) enrôlent des professeurs expérimentés, mieux payés, et disposant d'une plus grande liberté pédagogique. Avec pour objectif de renforcer la mixité sociale au collège, il propose d'enrichir l'offre scolaire dans les collèges de quartiers populaires pour qu'ils attirent les bons élèves du secteur, voire des élèves venus d'ailleurs par dérogation ; ces mesures font l'objet d'une expérimentation du gouvernement à la rentrée 2016. Il conforte le besoin d'un collège unique et propose une réforme de la carte scolaire. Selon lui, l'enseignement professionnel « doit devenir une priorité de l'Éducation Nationale » mais il évoque une réforme organisationnelle proche de celle mise en place en Allemagne, avec la proposition d'une décentralisation. « L'État doit définir les programmes et le cadre de l'enseignement professionnel, et la gestion de ces filières doit être transférée aux régions ».

Il confirme le besoin d'une autonomie accrue des universités avec la mise en place de deux systèmes universitaires : des universités

de proximités qui assureraient des formations courtes (licence) en lien avec les bassins d'emploi régionaux et des universités d'envergure internationale, plus sélectives, délivrant des diplômes jusqu'au master et au doctorat.

En 2010, confronté à des difficultés financières, le journal *Le Monde* cherche de nouveaux investisseurs. Emmanuel Macron, alors banquier chez Rothschild, se propose de conseiller à titre gracieux la Société des rédacteurs du Monde, actionnaire majoritaire du journal avec les autres salariés du groupe et les lecteurs. Le 3 septembre 2010, alors que les journalistes rencontrent les conseillers de Pierre Bergé, l'un des futurs repreneurs de l'entreprise, Adrien de Tricornot, spécialiste pour *Le Monde* des questions économiques et financières et vice-président de la Société des rédacteurs du Monde, rencontre Emmanuel Macron dans le sillage d'Alain Minc. Ce dernier a ses bureaux dans le même immeuble et conseille un autre groupe pour le rachat du journal. En 2015, Adrien de Tricornot obtient une autre preuve du « double jeu » d'Emmanuel Macron lors de la publication du livre *L'ambigu Monsieur Macron* : un courrier proposé par Emmanuel Macron et rédigé à l'origine par la société d'Alain Minc.

Dans son édition du 31 mai 2016, *Le Canard enchaîné* affirme qu'Emmanuel Macron sous-évalue son patrimoine de 253 255 € par rapport à l'évaluation faite par l'administration fiscale, qui vérifie les déclarations réalisées auprès de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Cette sous-évaluation concerne la valeur de sa maison au Touquet, que l'intéressé affirme avoir fait expertiser en 2012 par un expert auprès de la cour de cassation qui l'aurait évalué 1 200 000 euros, alors que l'administration fiscale considère qu'elle vaut 1 453 255 euros. Cette réévaluation par l'administration fiscale fait passer le patrimoine des époux Macron mécaniquement au-dessus du seuil d'imposition à l'impôt de solidarité sur la fortune, entraînant un retard d'impôt de 4 174 euros pour 2013 et de 2 264 euros pour 2014.

Emmanuel Macron échappe à un redressement fiscal au moyen d'une déclaration rectificative conforme à l'évaluation que le fisc a retenue, « après un an et demi de discussions » selon Médiapart. Invoquant son état de ministre, il nie toutefois publiquement que cette évaluation reflète la réalité, déclarant à *L'Express* le 13 juin 2016 : « Si j'avais été un citoyen normal, j'aurais discuté. Mais il n'était pas sain que, ministre à Bercy, je m'engage

dans une discussion, même si je n'ai pas l'administration fiscale sous mon autorité. ». Par ailleurs, le *Canard enchaîné* révèle également que Macron n'a réévalué son appartement du XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris que de 5 % entre 2007 et 2013, alors que l'indice des prix dans cet arrondissement a augmenté de 33 % sur la même période. L'intéressé déclare à ce sujet : « J'ai acheté cher ».

Indépendamment de ce premier épisode, le journal *La Croix* publie le 12 mars 2017 un entretien avec Emmanuel Macron durant lequel il est questionné sur le décalage apparent entre ses très hauts revenus chez Rothschild et une déclaration de « patrimoine financier limité à 200 000 euros ». Au vu des réponses données, l'association Anticor, engagée depuis 2002 dans la défense l'éthique en politique, saisit le 13 mars 2017 la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), lui demandant de vérifier le caractère « exhaustif, exact et sincère » de la déclaration du candidat à la présidentielle. Elle s'interroge en effet sur un « manque de cohérence entre les revenus et le patrimoine déclarés » d'Emmanuel Macron. Les données, reprises largement dans la presse, sont qu'Emmanuel Macron a déclaré 3,3 millions d'euros de revenus entre 2009 et 2014, dont 2,8 millions d'euros perçus entre 2009 et 2012 comme banquier d'affaires

à la Banque Rothschild, et un patrimoine net (patrimoine brut réduit des dettes) de seulement 200 000 euros dans sa déclaration officielle de patrimoine en novembre 2014. Le 27 mars 2017, la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique répond à Anticor, après investigations, que cette déclaration de patrimoine paraît exhaustive et sincère. Anticor n'envisage alors pas de recours. À noter que sa déclaration de situation patrimoniale au 16 mars 2017<sup>476</sup> ne fait apparaître aucun bien immobilier que ce soient des biens propres, des biens de la communauté (son régime matrimonial étant la communauté légale) ou des biens indivis.

Le 13 mars 2017, le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire sur des soupçons de « favoritisme, complicité et recel de favoritisme » à l'encontre de Business France. Cette enquête, confiée à l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFF), fait suite à un rapport de l'Inspection générale des finances qui soupçonne des irrégularités lors d'un déplacement d'Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, au *Consumer Electronics Show* de Las Vegas en janvier 2016. L'organisation du déplacement, décidé en urgence par Emmanuel Macron, est confiée sans appel



d'offres à Havas par Business France, organisme de promotion dépendant du ministère de l'Économie. Selon *Le Canard enchaîné*, qui a révélé l'affaire, le coût de la soirée a atteint 381 759 euros. Emmanuel Macron y a été ovationné par plus de 500 personnalités et dirigeants de start-up françaises. Cependant, pour le ministre de l'Économie et des Finances Michel Sapin, Emmanuel Macron, son cabinet et le ministère de l'Économie « sont totalement hors de cause ». « C'est un dysfonctionnement de Business France. Il lui appartenait, si elle considérait que les délais étaient trop courts, de dire qu'elle ne pouvait pas organiser l'événement selon les règles, ce qui n'a pas été fait », ajoute-t-il, précisant avoir « naturellement missionné l'IGF » lorsqu'il a été « informé de ces dysfonctionnements ». « Si l'inspection concluait à l'existence d'un non-respect des règles, elle devrait saisir la justice mais cette saisine ne concerne en aucun cas Emmanuel Macron, son cabinet ou le ministère », insiste-t-il. Emmanuel Macron crée la polémique le 17 septembre 2014, en disant publiquement qu'une partie non négligeable des employés bretons de Gad sont « illettrés » avant de regretter ses propos. Alors ministre de l'Économie, il se rend à Lunel et s'emporte face à des grévistes en lançant « Vous n'allez pas me faire peur

avec votre tee-shirt. La meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler ». La députée socialiste des Hautes-Alpes Karine Berger, soutien de Benoît Hamon, rapporte que lors du débat sur la loi de séparation des banques de dépôt et d'investissement, le secrétaire général adjoint de l'Élysée l'a appelée à plusieurs reprises « pour lui demander de retirer deux amendements non favorables à ses amis banquiers ». Le 13 janvier 2017, en déplacement à Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais), l'ancien ministre de l'Économie est accusé par certains élus de tout bord politique de « mépriser » les habitants du bassin pour avoir affirmé que l'alcoolisme et le tabagisme se sont peu à peu installés dans le bassin minier.

Dans son livre *Révolution*, publié en novembre 2016, il « plaide pour une dépénalisation de la détention en petite quantité du cannabis afin de désengorger les tribunaux ». Toutefois, dans un entretien accordé au *Figaro* en février 2017, il réfute totalement l'idée en déclarant qu'il « ne croit pas à la dépénalisation des petites doses ni aux peines symboliques, cela ne règle rien ». La semaine suivante, son soutien Gérard Collomb explique que Macron préfère sanctionner par une amende directe de 100 euros un délit lié au cannabis au lieu de convocations au tribunal pour des rappels à la

loi et des peines symboliques. Il précise donc tenir une position de dépenalisation mais pas de légalisation. Il est critiqué pour évoquer, également dans son livre *Révolution*, « des éléments de civilisation » dans la colonisation de l'Algérie : « Oui, en Algérie, il y a eu la torture, mais aussi l'émergence d'un État, de richesses, de classes moyennes, c'est la réalité de la colonisation. Il y a eu des éléments de civilisation et des éléments de barbarie. ». En février 2017, il revient sur ses propos en déclarant à la chaîne algérienne Echorouk News qu'« il est inadmissible de faire la glorification de la colonisation » et qu'il l'a « toujours condamné ». Il ajoute également : « La colonisation fait partie de l'histoire française. C'est un crime contre l'humanité<sup>488</sup> ». Cette sortie est abondamment commentée dans la presse. Pour l'historienne Sylvie Thénault, « le contexte suggère que ses déclarations visent à chercher des voix dans un électorat qui serait sensible à une condamnation de la colonisation ». Macron déclare le 4 février 2017 : « Il n'y a pas de culture française. Il y a une culture en France. Elle est diverse ». Le 21 février suivant, à Londres, il réitère ses propos en affirmant qu'« il n'y a pas de culture française » et qu'il n'a jamais vu l'« art français ». Ces déclarations lui attirent des critiques du monde politique et culturel

français. Sur le plateau de l'émission télévision *Quotidien* peu après, il cite en exemple Pablo Picasso en demandant s'il est une figure ou non de la culture française. Le 16 février 2017, il crée une controverse en regrettant « l'humiliation » qu'auraient subie les opposants au mariage pour tous, suscitant de nombreuses réactions, notamment de la part des personnes LGBT et de Christiane Taubira. Lors de l'« affaire » Mohamed Saou, Macron apporte son soutien à ce dernier sur *Beur FM* alors qu'il se pense hors antenne : « il a fait un ou deux trucs un peu plus radicaux, c'est ça qui est compliqué. Mais à côté de ça, c'est un type qui est très bien Mohamed en plus ». Il est alors accusé de complaisance à l'égard de l'islamisme. Après sa remarque inappropriée à propos des kwassa kwassa lors d'un déplacement en Bretagne le 1<sup>er</sup> juin 2017 « le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien, c'est différent » qui suscite des réactions très vives dans le monde politique comme au sein de la communauté comorienne, Emmanuel Macron s'entretient avec le président comorien Azali Assoumani avec lequel il convient de « travailler dans un esprit d'apaisement et de confiance mutuelle ».

Macron est membre de la promotion 2012 des « Young Leaders » de la French-American

Foundation. Il est également administrateur du théâtre de la Ville, à Paris, et trésorier de Bibliothèques sans frontières de 2007 à 2012.

Dans *Les Guignols de l'info*, Emmanuel Macron est présenté, peu après sa nomination en tant que ministre de l'Économie en août 2014, sous les traits d'un bébé capricieux en costume cravate, opposé au programme politique de François Hollande et proche de Pierre Gattaz. Une marionnette d'adolescent est utilisée par la suite avant de faire place à un double en latex plus ressemblant. L'imitateur Marc-Antoine Le Bret lui prête sa voix. Dans les chroniques des humoristes Nicolas Canteloup et Laurent Gerra, Macron est respectivement caricaturé en jeune homme huppé voulant faire ses preuves et en protégé de sa femme (plus âgée) qui lui prépare son agenda. Régis Mailhot le décrit comme un « produit médiatique à forte rentabilité immédiate, qui possède un positionnement marketing inédit et excitant pour le vendeur d'infos. Un ex-banquier de chez Rothschild, devenu ministre de l'Économie d'un gouvernement socialiste... Pour un journaliste, c'est un peu comme apprendre que Christine Boutin est testeuse de lubrifiant dans un bar gay au Vatican».

# TRAJECTOIRE OBLIQUE

Trump et Macron étaient inconnus du monde politique avant leur exploit présidentiel. Ils vont bouleverser à eux deux le paysage politique de leur pays respectif. Macron vient du monde des finances où il a fait carrière. Trump est le riche héritier d'une famille qui a fait fortune dans l'immobilier et qu'il a su faire fructifier les dividendes. Trump est venu en politique car pour lui les hommes de son pays ne sont plus capables de rendre la gloire à l'Amérique. Macron est venu en politique aussi pour cela : changer les vieux clivages et les institutions de la Ve république. Mais ou le parcours de Macron est exceptionnel, c'est qu'il quitta son poste de ministre des finances pour créer sa formation politique En marche ! depuis c'est une légende. Ses adversaires l'attendaient au tournant car venant de la gauche. Lui faire porter la responsabilité du gouvernement de François Hollande impopulaire. La stratégie de Macron fut de dire qu'il

n'est ni de gauche, ni de droite, et cela fut un pari gagnant. Sa formation politique est une formation politique hybride qui compte en son sein une diversité de gens talentueux d'horizon divers pour rebâtir la France. Macron le jupitérien porte bien son surnom, il est le dieu des rois. Trump, comme la planète mars n'est pas prête à accueillir sur son sol martien des humains car il lui faudra plus qu'un quinquennat pour voir se réalisé ce projet.

La réussite de Trump en politique c'est son parlé fracassant comme celui d'un gansta révolté contre le système. Ceux qui l'aiment sont les déçu de la politique de son pays. Les américains de seconde zone qui veulent aussi goûté au rêve américain qu'il représente. Il leur a promis de les rendre riche comme lui. Ses mesures révolutionnaires comme l'abrogation de l'Obamacare, construire le mur entre l'Amérique et les Mexique, ou encore interdire l'Amériques à certain pays qui abritent ou soutiennent la cause djihadistes. Cela a fait mouche : c'est ce qu'attendaient un grand nombre d'américain. Après ce fut le massacre à la tronçonneuse : il va éliminer un par un ses adversaires dans une flopée d'injures et de moqueries. Les américains aiment le spectacle, c'est un pays de spectacle en tout. Mais au lendemain de sa victoire c'est les chimères qui

immergent, faisant place à l'utopie politique. Macron lui a la bénédiction du dieu Jupiter qui l'a fait roi des rois.

Macron, alias Jupiter, est le Benjamin de l'élection présidentielle. Il est devenu à 39 ans (en 2017) le plus jeune président de la Ve République. Il est né le 21 décembre 1977 à Amiens. Il est le fils d'un couple de médecins. Selon la journaliste Anne Fulda, auteur de *Emmanuel Macron, un jeune homme si parfait*, Ses parents le désiraient bien avant sa naissance. Cela s'explique par le fait qu'ils avaient malheureusement perdu son aînée. Macron est aussi très proche de sa grand-mère: « Dès l'âge de 5 ans, une fois l'école terminée, c'est auprès d'elle qu'il passait de longues heures à apprendre la grammaire, l'histoire, la géographie, et aussi à lire. (Confession dans son livre *Révolution*). C'est aussi un élève brillant. Souvent, après les cours, il venait voir le directeur dans son bureau pour discuter de choses et d'autres. Il se posait beaucoup de questions, il lui fallait des réponses. (Témoignage au *Parisien* d'Arnaud de Bretagne, son ancien professeur d'histoire-géo de 1re, au lycée jésuite la Providence). Emmanuelle Macron intègre par la suite le prestigieux lycée parisien Henri IV où il obtient un bac S avec mention très bien avant d'intégrer



une khâgne. Son échec au concours de l'École normale supérieure ne le démonte pas et il poursuit son cursus par un DEA de philosophie, avant d'intégrer Sciences Po Paris. « Il n'a jamais vraiment eu d'activité militante. Il n'allait pas dans les réunions de section », déclarait à son sujet un camarade de promo, Aurélien Lechevallier dans *Society*. Poursuivant sur sa lancée, Macron entre à l'ENA dans la promotion Senghor (qui réunit notamment Boris Vallaud, plus tard secrétaire général adjoint de l'Élysée de François Hollande, et Sébastien Veil, le petit-fils de Simone Veil). Mais Macron refusera toujours d'être qualifié de produit du système. Une fois ses études terminées, Macron démarre sa carrière à l'inspection générale des Finances. Et c'est en 2008, qu'il devient ensuite banquier d'affaires dans la société Rotchschild, l'une des banques d'affaires les plus influentes en France. Un épisode qui marquera tant sa vie professionnelle que son image, ses détracteurs pendant la campagne le renvoyant toujours à son passé de banquier. Chez Rotchschild, il gravit rapidement les échelons et se fait remarquer par quelques faits d'armes, comme *la négociation du rachat de Pfizer par Nestlé en 2012*. « Avec ce mélange, rarissime, surtout à un si jeune âge, de rapidité intellectuelle, de puissance de travail, de sûreté dans le juge-

ment et de charme, il aurait été, s'il était resté dans le métier, un des meilleurs en France, sans doute même en Europe », a dit de lui François Henrot, directeur de la banque Rothschild, dans Rue 89. La forte rémunération d'Emmanuel Macron lors de son passage chez Rothschild, suscitera plus tard la curiosité des médias. Mais Emmanuel Macron quitte Rothschild, pour rejoindre François Hollande en tant que conseiller sur l'économie avant la présidentielle de 2012. Là encore, il épouse cette carrière politique avec brio et connaît une ascension éclairée. Il devient ensuite secrétaire général adjoint de l'Élysée, entre 2012 et 2014. Mais ce n'est que l'été 2014 que les Français font connaissance avec lui. C'est alors que François Hollande le nomme ministre de l'Économie, en remplacement d'Arnaud Montebourg. L'occasion pour Manuel Valls de faire son éloge dans l'émission *Le Supplément de Canal Plus*: « Emmanuel est brillant, intelligent, il a un parcours original, il est attaché à ses terres du Nord et de la Picardie, il a une conscience sociale, il sait aussi ce qu'est le monde ouvrier ». Macron devient rapidement un des ministres les plus populaires du gouvernement. Il est plébiscité par les patrons de start-up et représente pour beaucoup de Français le renouveau de la classe politique. « Il possède

l'incroyable capacité de donner l'impression d'être proche de son interlocuteur. Il nimbe toutes ses relations professionnelles d'une chaleur, d'une attention à l'autre bien peu communes dans les sphères du pouvoir », dit de lui Anne Fulda, dans son ouvrage. Bon orateur, Macron s'affiche volontiers dans les médias et n'hésite pas à sortir du cadre, via ses déclarations sur les 35 heures par exemple. Quitte à hérisser une partie du PS. « Macron ? Comment vous dire Ras-le-bol », lance ainsi le 23 septembre 2015 la maire PS de Lille Martine Aubry.

Son passage à Bercy est aussi marqué par la loi qui porte son nom. Elle entraîne là aussi des réformes qui sont loin de faire l'unanimité : libéralisation du transport en autocar, liberté d'installation des notaires, extension des ouvertures le dimanche pour les commerçants, accélération des procédures devant la justice prud'homale ou modification des règles du licenciement collectif. Parallèlement, la vie privée de Macron intrigue. Les médias s'intéresse à sa vie sentimentale atypique, car il est marié à Brigitte Trogneux, de 24 ans son aînée, qui était enseignante dans le lycée dans lequel il était élève à Amiens. Macron n'hésite d'ailleurs pas à mettre en scène sa vie maritale, en acceptant la publication de photos de son couple à *Paris-Match*, avant de

le regretter. Il fait aussi l'objet d'une rumeur : on lui prête une liaison avec le PDG de Radio France, Mathieu Gallet. Mais Macron décide de l'affronter et dément publiquement cette double vie. Multipliant les déclarations transgressives, Macron crée son mouvement En Marche ! en avril 2015, alors qu'il est encore ministre. Les observateurs du monde politique comprennent alors que l'homme a des ambitions présidentielles, mais lui entretient le suspense. Emmanuel Macron pense que François Hollande, très affaibli dans les sondages, ne se représentera pas à la présidentielle. Fin août 2016, Macron démissionne de Bercy. Mais ce n'est que le 16 novembre de la même année, qu'il se déclare candidat à l'élection présidentielle.

Les électeurs américains ne s'identifient plus à un parti spécifique et se définissent, dans leur grande majorité, comme "indépendants". Trump est la preuve de cet effondrement, menaçant les républicains, s'ils ne jouent pas franc jeu avec lui, de se présenter comme une troisième force, ce qui assurerait la victoire aux démocrates, voire à Trump lui-même. En l'état, ses positions politiques sont un savant mélange des menus que proposent les deux grands partis existants. Il ne se présente pas contre l'État providence mais plutôt

comme son protecteur. Il ne suggère pas non plus des allègements fiscaux massifs. Il ne fait pas de courbettes à l'aile chrétienne évangélique, très puissante, des Républicains. Dans le même temps, il ridiculise l'administration Obama, qu'il estime faible et corrompue, notamment dans sa façon de gérer les relations internationales et les crises à l'étranger. Il accuse l'incompétence du gouvernement dans son ensemble. Il conspue les instances régulatrices du commerce. Sa réponse à tous les problèmes épineux, c'est qu'il est celui qui saura "redorer le blason de l'Amérique". C'est ce que dit l'inscription sur sa casquette blanche et rien n'est plus américain par les temps qui courent que ce slogan simple et presque désespéré. Aux États-Unis, avec l'absence de plafonds de dépenses pour une campagne électorale, il est impossible d'envisager une carrière politique lorsqu'on ne dispose pas au départ, d'une solide fortune personnelle. Ici, la fortune précède la prise du pouvoir. Un « pauvre » à la tête de l'Etat -voir d'une ville- est un phénomène impossible en Amérique ou ailleurs dans le monde civilisé. La fortune de Donald Trump le préserve de négocier en permanence avec les dirigeants des grands groupes industriels. « Richesse et politique se retrouvent dans le même champ. La mondialisation financière et la mort des idéologies que nous vivons mettent

fin à une brève parenthèse de deux siècles dans l'Histoire de l'humanité, parenthèse qui aura tenté de dissocier le lien profond, consubstantiel, historique entre pouvoir politique et pouvoir financier, qui se sont toujours confondus dans la nuit des temps » (Marianne). Lors des élections présidentielles, que ce soit aux Etats-Unis ou en France, on retrouve des constantes, telles que l'émergence du troisième homme. C'est celui qui assurera le spectacle. Il y a souvent une prime à la nouveauté. Mais gare aux « bulles spéculatives ». On se souvient d'Howard Dean. En 2004, candidat aux primaires démocrates, jeune, bon tribun, il représentait le candidat du renouveau: il a perdu, et tout le monde l'a oublié.

Trump incarne la nouveauté. Homme d'affaires, milliardaire, il n'est pas issu du milieu politique. Avec son franc-parler, il détonne, provoque, amuse ; en un mot, il ne laisse personne indifférent. On l'aime ou on le déteste. Il assure le spectacle, ce dont sont très friands les Américains. Leur rapport à la politique est lié au spectacle et au divertissement collectif. En définitive, Trump fait la promotion des primaires ; il rend passionnant ce qui, sans lui, aurait été bien plus terne. Les médias contribuent à la construction des personnages politiques, mais ils peuvent aussi les détruire.

L'électeur, surtout américain, aime voter pour un gagnant. Trump incarne ce gagnant, riche, puissant, qui paraît avoir tout réussi dans la vie. Donald Trump a gagné l'élection américaine le 8 novembre dernier, mais il a laissé le vote populaire à Hillary Clinton qui l'a emporté de près de trois millions de voix. Depuis, rien ne semble s'arranger. En janvier dernier, peu avant son investiture, nous racontions que jamais un président n'avait eu de chiffres aussi faibles en matière de popularité, à quelques jours de son investiture, depuis que les instituts de sondage avaient commencé à les comptabiliser en 1992, lors de la première élection de Bill Clinton. Et visiblement, c'est de pire en pire. Selon les comptes effectués par le site *FiveThirtyEight*, spécialisé dans l'analyse des chiffres et des sondages, il a fallu à peine deux semaines au nouveau président américain pour que les courbes d'approbation et de désapprobation de son action ne se croisent. *Salon*, magazine à tendance progressiste avait d'ailleurs tenu à saluer ce record du président républicain.

Depuis, de plus en plus d'Américains sondés semblent insatisfaits de son action. Selon les derniers chiffres, seuls 40,4% des sondés l'approuvent, contre 53,2%. Même en comptant les marges d'erreur, et les sondages qui font figure d'exception, difficile de voir com-

ment la situation pourrait être inversée. Et en comparant avec les autres présidents au début de leur mandat, on constate que l'impopularité de Donald Trump est historique. En remontant au premier mandat d'Harry Truman, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1945, aucun président ne semble avoir atteint une telle cote d'impopularité si tôt dans son premier mandat. Certes, la cote d'approbation de Gerald Ford s'en rapproche après un mois au pouvoir. Le président américain venait alors d'annoncer qu'il gracieait Richard Nixon, ce qui a eu pour effet de stopper immédiatement toutes les procédures judiciaires en cours à l'encontre de l'ancien président. Pour autant si la cote de popularité de Ford a plongé (passant de 71% à 49%) celle de désapprobation de ses actions n'a jamais dépassé les 30% sur la même période. Même George W. Bush, qui avait élu dans des conditions similaires à celles de Donald Trump, en 2000, (à savoir sans remporter le vote populaire) n'avait pas connu un tel problème d'impopularité.

Si Donald Trump a de son propre chef retiré les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, le président doit maintenant affronter un Congrès divisé sur ses réformes de la santé, de l'impôt, du budget et secoué par la tentaculaire affaire russe. Les parlementaires retour-



ment lundi sur la colline du Capitole à Washington, où le novice en politique Donald Trump fait l'expérience depuis quatre mois du contrôle limité qu'il exerce sur son propre camp républicain, pourtant majoritaire dans les deux chambres du Congrès.

L'homme d'affaires, qui avait promis de "curer le marigot" de Washington, n'a pour l'instant pas réussi à imposer une seule réforme législative d'importance. Les décrets qu'il a pris - comme ceux en matière d'immigration, retoqués par la justice - ou la sortie de l'accord de Paris sont de la prérogative du pouvoir exécutif. M. Trump n'a que sept semaines entre la reprise de la session parlementaire lundi et les vacances d'été fin juillet pour faire passer ses projets de réformes emblématiques : l'abrogation et le remplacement de la loi Obamacare par une nouvelle législation pour le système de santé, une baisse des impôts et un budget d'austérité. Un projet de loi pour remplacer Obamacare avait été adopté de justesse le 4 mai par la Chambre des représentants et le Sénat travaille sur sa propre version. Avant qu'un texte commun ne soit éventuellement examiné, voté et promulgué. Une première mouture avait été abandonnée en mars faute de soutien parmi les élus républicains, infligeant un revers majeur à M. Trump. Et le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McCon-

nell, a reconnu qu'il serait difficile de faire passer un second texte au Sénat, où son camp dispose de 52 sièges contre 48 aux démocrates. Inconnu il y a encore quelques années, Emmanuel Macron a su sortir du lot. Brillant et véritable as de la communication, il se démarque totalement des autres personnalités politiques: à la fois par son âge (39 ans), son parcours professionnel (non élu, non "politique"), sa vie personnelle (marié à son ancienne professeure de français de 20 ans son aînée). Avec son visage d'ange, ses valeurs humanistes et son analyse d'économiste, l'homme séduit, interpelle, intéresse. Traître pour certains, audacieux pour d'autres, il a, jusqu'à présent, maîtrisé à la perfection le calendrier des événements: créant son parti avant sa démission, publiant sa "Révolution" au moment de l'annonce de sa candidature et lançant sa campagne en pleine primaire de la droite et du centre.

### *Ni à droite, ni à gauche*

Avec la création de son parti et l'audace de sa démission, Emmanuel Macron a réussi à faire oublier qu'il était ministre de François Hollande, encarté au PS et issu du système méritocratique français, étant diplômé de la très prestigieuse ENA. En se positionnant au-

dessus des partis, il crée réellement la nouveauté et nous assistons depuis –est-ce vraiment un hasard- à une grande faiblesse des appareils politiques. Macron rassemble aussi bien à gauche qu'à droite. Il part du constat simple et si juste qu'on peut gouverner avec les meilleurs, de droite et de gauche. Son mouvement ni à droite, ni à gauche, met enfin en œuvre ce que bon nombre de Français rêvaient de voir appliquer: la concertation citoyenne. Pas étonnant donc de voir 400 personnalités de renom grossir les rangs de son équipe. Pas étonnant non plus de voir l'engouement des jeunes et des femmes pour sa campagne.

Avec ou sans programme, Macron parle vraiment aux gens parce qu'il leur donne l'impression de faire cas d'eux. Il communique de face et n'essaye pas de divulguer ou d'éviter les médias: c'est bien lui qui sait utiliser au mieux la puissance médiatique et non le contraire. Macron n'hésite pas à évoquer les rumeurs concernant sa vie privée, ne se détourne pas quand on lui pose une question, parle en meeting comme un acteur qui fait du one man show. Qu'on l'aime ou non, il est impossible de nier sa parfaite maîtrise de la situation. Ex-outsider, il a, désormais, toutes les chances de devenir notre prochain président de la République.

# Références

## *1- MARS alias TRUMP*

Nicole Bacharan, Faut-il avoir peur de l'Amérique ? Paris, éditions du Seuil, 2005, ISBN 978-2-02-079950-8, p. 62 ↑ Ces dernières années, commission sur le 11 septembre, sur la guerre en Irak ↑ sauf pour les affaires de secret défense ↑ Nicole Bacharan, Faut-il avoir peur de l'Amérique ?, Paris, éditions du Seuil, 2005, ISBN 978-2-02-079950-8, p. 67 ↑ Mais pendant la guerre du Viêt Nam, les reportages sur le front ont fait évoluer l'opinion américaine ↑ a, b et c Robert Barnes, Court Ties Campaign Largess to Judicial Bias [archive], Washington Post, 9 juin 2009 ↑ (en) Pew Research Center - Political Polarization in the American Public [archive] ↑ lire Complexe militaro-industriel américain et Victory Program. Sur les autres projets Wikimedia : Politique aux États-Unis, sur Wikinews

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, 1835 (1er volume), 1840 (2e volume) Charles-Philippe David, Louis Balthazar, Justin Vaïsse, *La Politique étrangère des États-Unis : fondements, acteurs, formulation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003. (ISBN 978-2-72460919-6) Werner Sombart, Pierre Weiss (trad.), *Pourquoi le socialisme n'existe-t-il pas aux États-Unis ?*, 1re édition en 1906, Paris, PUF, 1992 Denis Lacorne (dir.) *Les États-Unis*, Librairie Arthème Fayard et Centre d'études et de recherches internationales, Millaud, 2007

(en) Donald J. Trump, *Trump: The Art of the Deal*, Ballantine Books, 2004, 384 p. (ISBN 9780345479174) (en) Donald J. Trump, *Time to Get Tough: Make America Great Again!*, HarperBusiness, 2008, 384 p. (ISBN 978-0061547843) (en) Donald J. Trump, *Think Like a Champion: An Informal Education in Business and Life*, Running Press Miniature Editions, 2010, 192 p. (ISBN 978-0762438563) (en) Donald J. Trump, *Think Big: Make It Happen in Business and Life*, Regnery Publishing, 2015, 256 p. (ISBN 978-1621574958) (en) Donald J. Trump, *Crippled America (en): How to Make America Great Again*, 2015 (ISBN 9781501137969)

Philippe Nemo, *Histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Âge*, PUF Qua-

drige, 2007 Samuel Noah Kramer, L'Histoire commence à Sumer, Arthaud, 1986 Francis Joannès, Dictionnaire de la civilisation mésopotamienne, Robert Laffont, 2001 Philippe Raynaud, Dictionnaire de philosophie politique, PUF, 2006 Pierre Milza, Les Fascismes, Seuil, 2001 Guillaume Bernard, Jean-Pierre Deschodt, Michel Verpeaux, dir., Dictionnaire de la politique et de l'administration, PUF, 2011 Jean-Pierre Vernant, Les Origines de la pensée grecque, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige », 2007, 10e éd. (1re éd. 1962) (ISBN 978-2-13-054565-1).

Parti républicain Américain ↑ (en) « US Political Parties - 2016 Presidential Election - ProCon.org » [archive], sur 2016election.procon.org (consulté le 3 avril 2016). ↑ En 1865, le vice-président Andrew Johnson, d'origine démocrate mais élu sur le ticket républicain, accéda à la présidence après l'assassinat du président républicain Abraham Lincoln et maintint l'orientation politique du gouvernement ↑ (en) Article [archive], USA Today, 22 janvier 2004

Pour son premier mandat, Mickael Bloomberg a été élu comme candidat républicain puis réélu comme candidat indépendant mais avec l'investiture du GOP. ↑ en poste au 18 janvier 2011 ↑ New Jersey ↑ Virginie ↑ [1] [archive]

et [2] [archive] ↑ Republican gains [archive] ↑ In state capitols, GOP engineers historic shift [archive], USA Today ↑ Depuis 2006, une coalition comprenant des démocrates et des républicains dirigeait le [Sénat de l'Alaska]. Une telle coalition pourrait se reformer lors de la prochaine session. ↑ Les résultats pour le sénat de l'État de New York sont toujours en attente au 5 novembre 2010 bien qu'une légère majorité républicaine semble se dessiner. ↑ « In the present crisis, government is not the solution to our problem; government is the problem ». - Ronald Reagan ↑ (en) Thomas Nast and the G.O.P. Elephant (1874) [archive] ↑ Catholics Divided Over Global Warming [archive], Large Partisan, Racial/Ethnic Divisions in Views of Global Warming, Table 7, 15 juin 2015 ↑ Ils sont l'avenir du parti républicain [archive] ↑ Herman Cain : l'Obama républicain [archive] ↑ <http://latino.foxnews.com/latino/politics/2016/0.2/01/ted-cruz-makes-history-first-hispanic-winceaus/> [archive] ↑ Donald Trump veut interdire l'entrée des musulmans aux États-Unis [archive], lefigaro.fr ↑ Présidentielle américaine : Donald Trump rêve d'un mur avec le Mexique [archive], sudouest.fr ↑ États-Unis : Donald Trump, champion de l'isolationnisme en politique étrangère [archive], la-croix.com ↑ Donald Trump propose

de torturer les terroristes [archive], lematin.ch  
 ↑ Ted Cruz pour battre Donald Trump, le remède pire que le mal ? [archive], huffingtonpost.fr  
 ↑ Jeb Bush, l'humiliation du fils préféré [archive], lapresse.ca  
 ↑ Primaire républicaine : Marco Rubio jette l'éponge, humilié par Donald Trump en Floride [archive], 20minutes.fr  
 ↑ Primaire républicaine : le succès de Trump met le parti républicain dans l'embarras [archive], rfi.fr  
 ↑ Toilettes, allusions sexuelles : Trump plus vulgaire que jamais [archive], tfl.fr  
 ↑ En plein débat, Trump fait allusion à son pénis [archive], lemonde.fr  
 ↑ Donald Trump tape à tout-va sur les arabes, les noirs et les étrangers [archive], slate.fr  
 ↑ Donald Trump : toutes les raisons pour lesquelles il va gagner (et toutes celles pour lesquelles il est condamné à perdre) [archive], atlantico.fr  
 ↑ Election Statistics - Office of the Clerk [archive]  
 ↑ Hollywood's GOP Favors McCain, Giuliani [archive]  
 Parti démocrate Américain ↑ (en) N. Scott Arnold, *Imposing Values: Liberalism and Regulation*, Oxford University Press, 7 avril 2011 (ISBN 9780199705290, lire en ligne [archive]), p. 3 : « Modern liberalism occupies the left-of-center in the traditional political spectrum and is represented by the Democratic Party in the United States » ↑



[https://www.princeton.edu/~starr/articles/article\\_s12/Starr\\_Center-left-liberalism.html](https://www.princeton.edu/~starr/articles/article_s12/Starr_Center-left-liberalism.html) [archive] ↑  
<http://www.theatlantic.com/politics/archive/2014/06/in-democratic-primaries-the-leftadvances/372990/> [archive] ↑  
<http://progressive-alliance.info/participants3/> [archive] ↑ (en) « US Political Parties - 2016 Presidential Election - ProCon.org » [archive], sur [2016election.procon.org](http://2016election.procon.org) (consulté le 3 avril 2016). ↑ Corinne Lesnes, « Le Parti démocrate américain en quête d'un nouveau souffle », *Le Monde.fr*, 28 août 2008 (ISSN 1950-6244, lire en ligne [archive]) ↑ Agnès Fontana, « Le Parti démocrate », in *Encyclopédie de la culture politique contemporaine*, éd. Hermann, p. 216 ↑ Source : Résultat des élections américaines de 2012, *Huffington Post*, le 9 novembre 2012 [archive] ↑ (en) Conservatives Hang On to Ideology Lead by a Thread [archive] ↑ [http://www.liberation.fr/planete/2016/02/01/primaires-americaines-quels-candidats-quelsprogrammes\\_1430182](http://www.liberation.fr/planete/2016/02/01/primaires-americaines-quels-candidats-quelsprogrammes_1430182) [archive] ↑ a et b Jeffrey Mervis, "Politics doesn't always rule", *Science*, 3 juillet 2015: Vol. 349 no. 6243p. 21-23, DOI: 10.1126/science.349.6243.21 ↑ Election Statistics - Office of the Clerk [archive] ↑ Joseph Lieberman, sénateur démocrate sortant, et Bernie Sanders ont été élus en tant que candidats indépendants, l'un contre le

candidat officiel démocrate et l'autre soutenu par le Parti démocrate ↑ (en) « How Groups Voted in 1976 - Roper Center » [archive], sur Roper Center (consulté le 23 novembre 2015) ↑ (en) « How Groups Voted in 1988 - Roper Center » [archive], sur Roper Center (consulté le 23 novembre 2015) ↑ (en) « AllPolitics - Presidential Election Exit Poll Results » [archive], sur edition.cnn.com (consulté le 7 décembre 2015) ↑ (en) « CNN.com Election 2004 » [archive], sur edition.cnn.com (consulté le 20 mars 2016) ↑ (en) « Local Exit Polls - Election Center 2008 - Elections & Politics from CNN.com » [archive], sur edition.cnn.com (consulté le 7 décembre 2015) ↑ (en) « President Exit Polls » [archive], sur The New York Times (consulté le 7 décembre 2015) ↑ (en) « Johansson: Americans 'Disappointed' By Bush's Re-Election » [archive], sur contractmusic.com, 23 août 2005 (consulté le 8 décembre 2014) ↑ (en) Philip Sherwell, « Eva Longoria Is Obama's Newest Hispanic Political Power Chip » [archive], sur Business Insider, 27 janvier 2013 (consulté le 8 décembre 2014) ↑ Amel Brahmi, « Convention démocrate. Eva Longoria avec Obama: « Yes we can ! » » [archive], sur Le Parisien, 7 septembre 2012 (consulté le 8 décembre 2014) ↑ (en) George S. McNeal, « George Clooney Calls The Story That He Is Running For Office

'Made Up' » [archive], sur Forbes, 28 juin 2014 (consulté le 8 décembre 2014) ↑ (en) « Barack Obama: George Clooney is a 'good man and a good friend' » [archive], sur The Telegraph, 20 août 2012 (consulté le 8 décembre 2014) ↑ (en) Kurt Badenhausen, « Michael Jordan Hosts \$3 Million Obama Fundraiser In New York » [archive], sur Forbes, 22 août 2012 (consulté le 8 décembre 2014) ↑ (en) Sarah Muller, « Madonna Downplays Her Physical Threats Against Sarah Palin: 'It's A Metaphor' » [archive], sur MTV, 14 octobre .2008 (consulté le 8 décembre 2014)

### *Présidents républicains des USA*

Abraham Lincoln (1861-1865) Andrew Johnson (1865-1869) Ulysses Grant (1869-1877) Rutherford B. Hayes (1877-1881) James Garfield (1881) Chester Arthur (1881-1885) Benjamin Harrison (1889-1893) William McKinley (1897-1901) Theodore Roosevelt (1901-1909) William H. Taft (1909-1913) Warren G. Harding (1921-1923) Calvin Coolidge (1923-1929) Herbert Hoover (1929-1933) Dwight Eisenhower (1953-1961) Richard Nixon (1969-1974) Gerald Ford (1974-1977) Ronald Reagan (1981-1989) George H. W. Bush (1989-1993) George W. Bush (2001-2009)

*Vice-présidents républicains*

Hannibal Hamlin de 1861 à 1865 Andrew Johnsonnote 6 en 1865 Schuyler Colfax de 1869 à 1873 Henry Wilson de 1873 à 1877 William A. Wheeler de 1877 à 1881 Chester Arthur en 1881 Levi Morton de 1889 à 1893 Garret Hobart de 1897 à 1901 Theodore Roosevelt en 1901 Charles W. Fairbanks de 1905 à 1909 James Sherman de 1909 à 1913 Calvin Coolidge de 1921 à 1923 Charles Dawes de 1925 à 1929 Charles Curtis de 1929 à 1933 Richard Nixon de 1953 à 1961 Spiro Agnew de 1969 à 1973 Gerald Ford de 1973 à 1974 Nelson A. Rockefeller, de 1974 à 1977 George Bush, de 1981 à 1989 Dan Quayle, de 1989 à 1993 Dick Cheney, de 2001 à 2009

Personnalités républicaines actuelles Paul Ryan, président de la chambre des représentants Kevin McCarthy, chef de la majorité à la chambre des représentants Mitch McConnell, chef de la majorité au Sénat.

Autres personnalités politiques Rudolph Giuliani, maire de New York de 1993 à 2001,

John McCain, sénateur de l'Arizona depuis 1987 et candidat à la présidence en 2008, Sarah Palin, gouverneur de l'Alaska et candidate à la vice-présidence en 2008 Fred Dalton Thompson, sénateur du Tennessee de 1995 à 2003, Jeb Bush, gouverneur de Floride de 1999

à 2007, George Pataki, gouverneur de New York de 1995 à 2007, Arnold Schwarzenegger, gouverneur de Californie de 2003 à 2011, Chuck Hagel, sénateur du Nebraska depuis 1997, Mitt Romney, gouverneur du Massachusetts de 2003 à 2007 et candidat à la présidence en 2012. Michael Bloomberg, maire de New York de 2002 à 2013, Richard Riordan, maire de Los Angeles de 1993 à 2001, Tom DeLay, représentant du Texas de 1985 à 2006 Chris Christie, gouverneur du New Jersey et probable candidat du parti en 2016. Michael Steele, ancien président du comité national républicain entre le 30 janvier 2009 et le 14 janvier 2011.

Personnalités républicaines à Hollywood  
L'industrie du cinéma américain est connue aux États-Unis pour être un bastion du « libéralisme » (progressisme) américain et du parti démocrate. Certains s'amuse à comparer la cérémonie des Oscars avec une assemblée de généreux donateurs au parti démocrate. Cependant, des stars se sont affichées comme républicaines ou ont soutenu des candidats républicains lors des élections présidentielles. Par le passé, le Parti républicain pouvait toujours compter sur le soutien de John Wayne, Cecil B. DeMille, Gary Cooper, Glenn Ford, Stewart, Cary ou Sonny Bono. D'anciens démocrates les avaient ralliés comme Ronald

Reagan (sous Eisenhower), Frank Sinatra (sous Richard Nixon), Charlton Heston (sous Ronald Reagan) ou Lara Flynn Boyle (sous George W. Bush). Plus récemment, d'autres acteurs, cinéastes ou producteurs du monde du spectacle ont affiché leur appartenance au parti de Reagan ou soutenu les candidats républicains lors d'élections présidentielles. Parmi ceux-ci, on peut citer Arnold Schwarzenegger, Bruce Willis, Clint Eastwood, Robert Duvall, James Woods, Dennis Hopper, Jon Voight, Tom Selleck, Kelsey Grammer, Gary Sinise, Marc Cherry, Jerry Bruckheimer, Rip Torn, Adam Sandler, Melissa Gilbert, Bruce Boxleitner, Dennis Miller, Britney Spears, Heather Locklear, Sarah Michelle Gellar, Freddie Prinze Jr. ou encore, plus récemment, Angie (star de la série Rizzoli & Isles).

## 2- *JUPITERE* alias *MARCON*

Emmanuel Macron, *Révolution*, XO, 2016, 270 p. (ISBN 9782845639669)

*Revolution: Wir kämpfen für Frankreich*, ed. Morstadt, 2017.

*Rivoluzione*, ed. La Nave di Teseo, 2017.

*Revolutie!*, ed. Xander Uitgevers, 2015.

*Macron par Macron*, éditions de l'Aube, 2017.

## Articles

Emmanuel Macron, « La lumière blanche du passé : Lecture de *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, de Paul Ricoeur », *Esprit*, vol. 8/9, n° 266/267, 2000, p. 16-31 (lire en ligne [archive])

Yves Lichtenberger, Emmanuel Macron et Marc-Olivier Padis, « La réhabilitation inattendue de l'université au sein de l'enseignement supérieur », *Esprit*, vol. 12, 2007 (lire en ligne [archive])

Henri Guillaume et Emmanuel Macron, « Enseignement supérieur, recherche, innovation. Quels acteurs ? », *Esprit*, vol. 12, 2007 (lire en ligne [archive])

Emmanuel Macron, « Les labyrinthes du politique. Que peut-on attendre pour 2012 et après ? », *Esprit*, mars-avril 2011, p. 106-115 (lire en ligne [archive])

Éric Suleiman (pseudonyme), « Deux réformes pour mieux réguler le système financier », dans Patrick Weil (dir.), *80 propositions qui ne coûtent pas 80 milliards*, Grasset, 2012 (lire en ligne [archive])

Éric Suleiman (pseudonyme) et Patrick Weil, « Cesser de faire supporter le coût de l'assurance maladie et des prestations familiales par le travail », dans Patrick Weil (dir.), *80 propositions qui ne coûtent pas 80 milliards*, Grasset, 2012 (lire en ligne [archive])

Emmanuel Macron, « Construire une « alliance de Paris pour le climat » », *Annales des Mines - Responsabilité et Environnement*, vol. 2, n° 78, 2015, p. 3 (lire en ligne [archive]).

Emmanuel Macron, « Avant-propos », *Annales des Mines - Responsabilité et Environnement*, vol. 2, n° 82, 2016, p. 3 (lire en ligne [archive])

Emmanuel Macron, « La France doit être en première ligne », *Inventer demain : 20 projets pour un avenir meilleur*, 2016, p.89-91

François-Denis Poitrinal et Guillaume Grundle (préf. Michel Chabanel, propos lim. Emmanuel Macron, av.-propos Pierre-Olivier Sur), *Le Capital-Investissement : guide juridique et fiscal*, Paris, Association française des investisseurs pour la croissance (AFIC)-RB, 2015, 834 p. (ISBN 978-2-86325-714-2, noticeBnF n° FRBNF44517439)



Yann Algan et Thomas Cazenave (dir.) (préf. Emmanuel Macron), *L'État en mode start-up*, Paris, Eyrolles, 2016, 150 p. (ISBN 978-2-21256-466-2)

*Design d'aujourd'hui 2016 : 156 créations qui font avancer le design : l'observateur du design* (préf. Emmanuel Macron, av.-propos Anne-Marie Boutin), Paris, Dunod, 2016, 228 p. (ISBN 978-2-10-073889-2, SUDOC 19011312X)

Chargé du pôle de l'économie et de la finance.

Christophe Sirugue devient secrétaire d'État à l'Industrie sous la direction de Michel Sapin.

Devant Louis-Napoléon Bonaparte élu à 40 ans en 1848. Il est aussi le plus jeune chef d'État français depuis la désignation en 1799 de Napoléon Bonaparte comme Premier Consul à 30 ans.

Et le cinquième plus jeune dans le monde, derrière le capitaine-régent de Saint-Marin Vanessa D'Ambrosio (29 ans), le dictateur nord-coréen Kim Jong-un (34 ans), l'émir du Qatar Tamim ben Hamad Al Thani (36 ans) et le roi du Bhoutan Jigme Khesar Namgyel Wangchuck (37 ans en 2017).

Le responsable des fédérations au PS Alain Fontanel indique quelques jours après sa nomination à Bercy qu'Emmanuel Macron n'est

pas à jour de cotisation. Source : Macron, militant PS depuis 2006, n'est plus à jour de cotisation depuis 5 ans [archive], *Le Nouvel Observateur*, 29 août 2014.

« Foi, laïcité, Europe : Emmanuel +Macron en 7 extraits » [archive], *lavie.fr*, 15 décembre 2016.

Anne-Aël Durand, Eléa Pommiers et Maxime Delrue, « Elu président à l'âge de 39 ans, Emmanuel Macron sera le plus jeune chef d'Etat en fonction dans une démocratie », *Le Monde.fr*, 7 mai 2017 (ISSN 1950-6244, lire en ligne [archive])

« Seuls trois chefs d'État sont plus jeunes que Macron: devinez lesquels » [archive], sur *Le Huffington Post* (consulté le 8 mai 2017)

Georges Charrières, « Emmanuel Macron, un Amiénois à l'Élysée » [archive], *Le Courrier picard*, 16 mai 2012.

Vincent Delorme, « Emmanuel Macron ministre : un Amiénois à Bercy » [archive], *France Bleu Picardie*, 27 août 2014 (consulté le 27 août 2014).

Anne Fulda, « Emmanuel Macron - Le cerveau droit de Hollande » [archive], *Le Figaro Ma-*

*gazine*, semaine du 14 décembre 2012, pages 32-35.

Qui sont le frère et la sœur d'Emmanuel Macron? [archive]

« Sacrées mémés de Bagnères-de-Bigorre ! », *ladepeche.fr*, 12 avril 2017 (lire en ligne [archive])

« Emmanuel Macron candidat aux législatives de 2017 en Hautes-Pyrénées ? » [archive], sur *www.ladepeche.fr*, *La Dépêche du Midi*, 11 juillet 2015 (consulté le 29 janvier 2016).

Christian Vignes, « Macron, une histoire haut-pyréenne » [archive], sur *www.ladepeche.fr*, *La Dépêche du Midi*, 10 septembre 2014 (consulté le 29 janvier 2016).

Odile Benyahia-Kouider, Ils ont marqué 2012 : Emmanuel Macron, l'enfant prodige de l'Élysée [archive], *Le Nouvel Observateur*, 28 décembre 2012.

« Emmanuel Macron en meeting à Pau devant 5 500 personnes » [archive], sur *SudOuest.fr* (consulté le 9 mai 2017)

« D'où vient Emmanuel Macron ? », *lesechos.fr*, 24 avril 2017 (lire en ligne [archive])

« Foi, laïcité, Europe : Emmanuel Macron en 7 extraits », *lavie.fr*, 15 décembre 2016 (lire en ligne [archive])

Portrait : Emmanuel Macron [archive], Faits et Documents n° 346 du 16 au 30 novembre 2012.

Europe 1 [archive]

« Macron, mon copain d'avant » [archive], sur *leparisien.fr* (consulté le 12 mai 2016)

Vincent de Féligonde, Emmanuel Macron, ancien conseiller du prince aux manettes de Bercy [archive], *La Croix*, 26 août 2014

Jordan Grevet, « "Emmanuel Macron, un ministre pas si brillant..." », *Closer*, 13 octobre 2014 (lire en ligne [archive])

Mémoire : *Le Fait politique et la Représentation de l'histoire chez Machiavel*.

Mémoire : *L'Intérêt général : lecture et principes de la philosophie du droit de Hegel*.

Even Vallerie, « Remaniement. Emmanuel Macron, un ex-banquier à l'Économie » [archive], Ouest-France Entreprise, le 27 août 2014

Emmanuel Macron, de la philosophie au ministère de l'Économie [archive], *Philosophie Magazine*, 27 août 2014.

« Emmanuel Macron, promotion 2001 » [archive], sur *Sciences Po* (consulté le 10 mai 2017)

Arrêté du 9 avril 2004 portant affectation aux carrières des élèves de la promotion 2002-2004 « Léopold Sédar Senghor » de l'École nationale d'administration [archive] sur le site Légifrance.

« La promotion Voltaire (1980), l'une des plus prestigieuses de l'ENA » [archive], sur *gqmagazine.fr* (consulté le 13 mai 2017)

« Conseil d'Etat, 10-9 sous-sect. réun., 10 janvier 2007, M. Etienne Grass et autres, n°279864, Rec. Lebon 8 » [archive], sur *Legifrance.gouv.fr*, 10 janvier 2007 (consulté le 12 mai 2016)

Charlotte Chabas, « Emmanuel Macron, de « Mozart de l'Élysée » à ministre de l'économie », *Le Monde.fr*, 27 août 2014 (lire en ligne [archive]).

Emmanuel Macron, le coup droit de Hollande [archive], *Jeune Afrique*, le 3 mars 2015.

<http://www.courrier-pi-card.fr/archive/recup%3A%252Fregion%252Fpolitique-ce-banquier-enarque-amienois-qui-remplace-montebourg-ia0b0n425378> [archive]

*Challenges*, n° 450, p. 63

Endeweld 2015

Marie Boscher, « Emmanuel Macron vous présente sa femme, Brigitte [archive] », *Femme actuelle*, 4 juin 2015.

Fabrice Leviel, « Emmanuel Macron, le nouveau ministre de l'Économie, réside au Touquet [archive] », *La Voix du Nord*, 28 août 2014.

« VIDEO. Les images du mariage d'Emmanuel Macron et de Brigitte Trogneux diffusées » [archive], sur *leparisien.fr*, 22 novembre 2016

Gaël Rivallain, « Ce banquier énarque amiénois qui remplace Montebourg » [archive], *Le Courrier picard*, 27 août 2014 (consulté le 27 août 2014).

Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin, « Le fantasme Macron », *Le Monde*, n° 22029, 13 novembre 2015, p. 10 :

« À 16 ans, élève de première, lauréat du concours général de français, Emmanuel Macron est tombé amoureux de sa professeure de français, Brigitte Trogneux, mère de trois enfants et de vingt-quatre ans son aînée. »

E.C., « Emmanuel Macron, l'homme pressé », *Paris Match*, 28 août 2014 (lire en ligne [archive]).

« Qui est Brigitte Trogneux, l'épouse d'Emmanuel Macron? », *L'Express*, 25 juin 2015 (lire en ligne [archive]) :

« Professeure de français passionnée de littérature, Brigitte Trogneux enseignait au lycée La Providence d'Amiens lorsqu'elle a eu Emmanuel Macron comme élève de première. Elle a alors 36 ans et lui 17. »

Grégoire Biseau, « Avec Macron, l'Élysée décroche le poupon », *Libération*, 17 septembre 2012 (lire en ligne [archive]).

« Vidéo: rencontre, mariage, les films souvenirs du couple Macron », *Femme Actuelle*, 18 novembre 2016 (lire en ligne [archive])

David Bensoussan, « Les redoutables réseaux de Macron » [archive], sur *challenges.fr*, 9 septembre 2014 (consulté le 1<sup>er</sup> septembre 2016).

Jérôme Lefilliâtre, « Ces journaux qui en pincent pour Macron » [archive], sur *liberation.fr*, 12 juillet 2016 (consulté le 30 août 2016).

« Henry Hermand, mentor de Macron, est mort » [archive], sur *lemonde.fr*, 6 novembre 2016 (consulté le 6 novembre 2016).

« Présidentielle, ça roule pour Macron », *Paris Match*, semaine du 9 au 15 février 2017, pages 36-41.

[http://www.liberation.fr/france/2017/02/07/macron-gay-la-fabrique-d-une-rumeur\\_1546935](http://www.liberation.fr/france/2017/02/07/macron-gay-la-fabrique-d-une-rumeur_1546935) [archive]

<http://www.slate.fr/story/137042/rumeurs-homophobie> [archive]

<http://femmes.orange.fr/people/news-people/article-brigitte-macron-se-confie-sur-les-rumeurs-d-homosexualite-autour-de-son-mari-CNT000000DOYs2.html> [archive]

Claire Guélaud, « Emmanuel Macron, monsieur superlatif » [archive], *Le Monde*, 27 octobre 2012 (consulté le 27 août 2014) ; Jean-Pierre Thiollet, *88 notes pour piano solo*, Neva Éditions, 2015 (ISBN 978-2-35055-192-0) (notice BnF n° FRBNF44332668), p. 193.

« Pyrénées : Emmanuel Macron en marche sur les terres de son enfance - France 3 Occitanie », *France 3 Occitanie*, 12 avril 2017 (lire en ligne [archive])

« Stade Bleu Présidentiel : JO 2024, politique sportive, l'OM... ce qu'il faut retenir de l'interview d'Emmanuel Macron », *France Bleu*, 24 février 2017 (lire en ligne [archive])

Claire Guélaud, Emmanuel Macron, un banquier d'affaires nommé secrétaire général adjoint de l'Élysée [archive], *Le Monde*, 16 mai 2012.



Sophie Coignard, « Coignard - Derrière Macron, l'ombre de Jouyet », *Le Point*, 22 avril 2016 (lire en ligne [archive])

[PDF] Rapport sur la valorisation de la recherche - Inspection générale des finances / Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche - Janvier 2007 [archive], sur le site de la Documentation Française>

Maxence Langlois-Berthelot, Emmanuel Macron et Pierre-Alain de Malleray, « L'avenir de la recherche mérite mieux que des polémiques », *Libération*, 9 avril 2007 (lire en ligne [archive])

[PDF] Rapport sur la fraude aux prélèvements obligatoires et son contrôle - Mars 2007 [archive], sur le site de la Cour des comptes

[PDF] Rapport sur la répartition des prélèvements obligatoires entre générations et la question de l'équité intergénérationnelle - Novembre 2008 [archive], sur le site de La Documentation française

« Laurence Parisot se dit «prête» pour Matignon » [archive], sur *lefigaro.fr*, 27 avril 2017 (consulté le 27 avril 2017).

Décret n° 2007-1272 du 27 août 2007 instituant une commission pour la libération de la

croissance française [archive] sur le site Légifrance

Décret n° 2010-223 du 4 mars 2010 relatif à la commission pour la libération de la croissance française [archive] sur le site Légifrance

Elsa Freyssenet et Nathalie Silbert, « Aux origines du phénomène Macron » [archive], sur *lesechos.fr*, 27 janvier 2017

Mariana Grépinet, « Brigitte et Emmanuel Macron, ensemble dans la même direction [archive] », *Paris Match*, semaine du 24 au 30 novembre 2016, pages 64-71.

Rémi Noyon, Au fait, il faisait quoi chez Rothschild, Emmanuel Macron ? [archive], *Rue89*, 28 août 2014.

David Bensoussan, « Macron, ce chouchou des patrons qui succède à Montebourg », *Challenges*, 3 septembre 2012 (lire en ligne [archive])

Isabelle Chaperon, « Les années Rothschild d'Emmanuel Macron », *Le Monde*, 10 mai 2017 (lire en ligne [archive]).

Société des rédacteurs du "Monde" [archive], sur *lemonde.fr* du 22 septembre 2010, consulté le 9 mai 2017.

Comment Macron m'a séduit puis trahi [archive], sur StreetPress, du 10 février 2017, consulté le 9 mai 2017.

Page réservé aux abonnés [archive], sur le-monde.fr, consulté le 9 mai 2017.

Laurent Mauduit, « Médias: quand Macron était l'agent double de Minc dans la bataille du «Monde» » [archive], sur *Mediapart*, 8 septembre 2016 (consulté le 9 septembre 2016).

Rothschild & Cie coopte trois nouveaux associés [archive], *Les Échos.fr*, 16 décembre 2010.

Quand Emmanuel Macron était banquier d'affaires : "Un élément prometteur, mais sans plus" [archive], sur *francetvinfo.fr*, consulté le 9 mai 2017.

Corinne Lhaïk, Marcelo Wesfreid et Marie Simon, « La bombe Macron [archive] », *L'Express*, 2 septembre 2014.

Marc Endeweld, « Macron, ce jeune chevènementiste » [archive], sur *www.marianne.net*, 12 novembre 2015 (consulté le 14 novembre 2015).

Prissette 2016b, p. 79

Macron, militant PS depuis 2006, n'est plus à jour de cotisation depuis 5 ans [archive], *Le Nouvel Observateur*, 29 août 2014.

Emmanuel Macron n'est plus encarté au Parti socialiste [archive], *Le Figaro*, 18 février 2015.

Grégoire Biseau, « Le symbole de la Macron-économie » [archive], *Libération*, 26 août 2014

Grégoire Biseau, Les Gracques pris en flagrant délit de déni [archive], *Libération*, 2 avril 2007

« Emmanuel Macron : l'homme du Président » [archive], *Visions Mag*, 24 février 2014 (consulté le 30 août 2014).

Julien Rebucci, « Les Inrocks - Quand Emmanuel Macron voulait être de droite » [archive], sur *Les Inrocks* (consulté le 16 mai 2017)

David Le Bailly, Julien Martin et Caroline Michel, « Le candidat, l'argent et les fantasmes », *L'Obs*, n° 2722, 5 janvier 2017, p. 30 (lire en ligne [archive])

Prissette 2016b, p. 38

Bourmaud 2016

« La première biographie consacrée à Emmanuel Macron », *Paris Match*, semaine du 3 au 9 décembre 2015, page 50.

Corinne Lhaïk, Élysée: Emmanuel Macron, l'ex-banquier qui murmure à l'oreille de Fran-

çois Hollande [archive], *L'Express*, 15 mai 2013.

Arrêté du 15 mai 2012 portant nomination à la présidence de la République [archive] publié au Journal officiel du 16 mai 2012

Le cabinet du Président de la République [archive], *elysee.fr*, 15 mai 2012.

Prissette 2016b, p. 142-143

Prissette 2016b, p. 144-145

Macron propose d'élargir les dérogations aux 35 heures [archive], *AFP*, 28 août 2014.

Macron, nouveau patron surprise de Bercy, en rupture avec Montebourg [archive], *L'Express.fr*, 26 août 2014.

Emmanuel Berretta, Pacte de responsabilité : haro sur Emmanuel Macron ! [archive], *Le Point*, 30 janvier 2014.

Emmanuel Macron à Bercy, un "beau symbole" [archive], *BFM Business*, 26 août 2014.

Emmanuel Berretta, « Hollande remanie l'Élysée et recrute Laurence Boone » [archive], sur *lepoint.fr*, 10 juin 2014 (consulté le 19 septembre 2016).

Fanny Guinochet, « Pourquoi le gouvernement a cédé sur le salaire des patrons : les dessous d'un deal » [archive], sur *L'Opinion.fr*, 26 mai 2013 (consulté le 20 septembre 2016).

Amy Willis for Metro.co.uk, « Bilderberg Copenhagen 2014: Full list of official attendees » [archive], sur *Metro*, 29 mai 2014 (consulté le 5 février 2017)

Marie Visot, « Laurence Boone, une forte tête à l'Élysée » [archive], *Le Figaro*, encart « Culture », 11 juin 2014, page 38.

Solenn de Royer, « Plusieurs conseillers de François Hollande quittent l'Élysée », *Le Figaro*, 11 juin 2014, page 2.

Sophie Fay, « INFO OBS. Emmanuel Macron prépare son départ de l'Élysée » [archive], sur *tempsreel.nouvelobs.com*, 10 juin 2014 (consulté le 19 septembre 2016).

François Fillon toujours dans la tourmente [archive], *l'express.fr*.

Macron : l'art français, je ne l'ai jamais vu [archive], *tempsreel.nouvelobs.com*.

Emmanuel Macron et le reniement de la culture française [archive], *Le Figaro*, 6 février 2017.

« Pour Emmanuel Macron, les anti-mariages pour tous ont été "humiliés" par le gouvernement » [archive], sur *francetvinfo.fr*, 16 février 2017 (consulté le 17 février 2017)

« Emmanuel Macron, les humiliés ne sont pas ceux que vous désignez » [archive],

sur *liberation.fr*, 16 février 2017 (consulté le 17 février 2017).

Mariage pour tous : dans quel camp est l'humiliation demande Taubira [archive], *europe1.fr*.

Pensant être hors antenne, Macron soutient l'islamiste sulfureux Mohamed Saou [archive] sur *valeursactuelles.fr*

Emmanuel Macron : Mohamed Saou est "un type bien", malgré des "trucs plus radicaux" [archive] sur *lepoint.fr*

Le Monde avec AFP, « Des propos de Macron sur Mayotte et les Comoriens suscitent de vives réactions », *Le Monde.fr*, 5 juin 2017 (lire en ligne [archive])

« "Kwassa-kwassa" : Macron prône "l'apaisement" avec son homologue comorien » [archive], sur *Europe 1*, 4 juin 2017

(en) « Past Classes » [archive], sur *French American Foundation*, 2012.

(fr) « VIDÉO. Emmanuel Macron parodié dans "Les Guignols" avec une marionnette représentant un bébé » [archive], sur *HuffingtonPost.fr*, 27 août 2014 (consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016).

(fr) « Emmanuel Macron vu par les Guignols... » [archive], sur *Zap-Télé.com*, 28 août 2014 (consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016).

(fr) « Les Guignols du 13/01 - L'Enterrement de Vie de Socialiste de Macron » [archive], sur *CanalPlus.fr*, 13 janvier 2016 (consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016).

(fr) « Macron, nouvelle égérie de Lagerfeld - Les Guignols du 08/09 » [archive], sur *CanalPlus.fr*, 8 septembre 2016 (consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2016).

Chronique de Nicolas Cantaloup [archive] sur *europel.fr*.

Chronique de Nicolas Cantaloup [archive] sur *europel.fr*.

Régis Mailhot, *Reprise des hostilités*, Albin Michel, avril 2016, 208 p. (lire en ligne [archive]).

↑ Le Grand Collier du Président Hollande [archive], sur le site *lefigaro.fr*.

Marc Endeweld, *L'Ambigu Monsieur Macron*, Flammarion, 2015, 320 p. (ISBN 9782081372399)

François-Xavier Bourmaud, *Emmanuel Macron : le banquier qui voulait être roi*, L'Archipel, 2016, 224 p. (ISBN 9782809818734)

Nicolas Prissette, *Emmanuel Macron en marche vers l'Élysée*, Plon, 2016, 240 p. (ISBN 9782259251532)



Nicolas Prissette, *Emmanuel Macron. Le président inattendu*, First Document, 2017.

Thomas Porcher et Frédéric Farah, *Introduction inquiète à la Macron-économie*, Les Petits matins, coll. « Essais », 2016, 112 p. (ISBN 978-2363832160)

Caroline Derrien et Candice Nedelec, *Les Macron*, Fayard, 2017, 234 p. (ISBN 9782213704623)

Anne Fulda, *Emmanuel Macron, un jeune homme si parfait*. Plon, avril 2017, (ISBN 978-2259217057)

## ***Articles connexes***

Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques

Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire

### ***Liens externes***

*Notices d'autorité* : Fichier d'autorité international virtuel • International Standard Name Identifier • Bibliothèque nationale de France (données) • Système universitaire de

documentation • Bibliothèque du Congrès • Gemeinsame Normdatei • WorldCat



## *Annexe*

Distinctions et décorations

*En qualité de président de la République*

- Grand maître de l'ordre national de la Légion d'honneur<sup>510</sup>
- Grand maître de l'ordre national du Mérite
- Chanoine d'honneur de la basilique Saint-Jean-de-Latran, des cathédrales Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Julien du Mans et Saint-Étienne de Châlons, des églises de Saint-Hilaire de Poitiers, de Saint-Martin de Tours et Saint-Martin d'Angers
- Proto-chanoine de la cathédrale Notre-Dame d'Embrun et de Notre-Dame de Cléry

*Décorations officielles*

-  Grand-croix de l'ordre national de la Légion d'honneur de droit en qualité de grand maître de l'ordre (14 mai 2017)
-  Grand-croix de l'ordre national du Mérite de droit en qualité de grand maître de l'ordre (14 mai 2017)

### *Autres*

- Prix *Le Trombinoscope* de la révélation politique de l'année 2014
- Prix *Le Trombinoscope* de la révélation politique de l'année 2016

# Table des matières

Avant-propos

6

Introduction

9

DONALD TRUMP

23

EMMANUEL MACRON

84

TRAJECTOIRE OBLIQUE

158

Références

172

204



